

Le Culte d'Etat chez la Nation Iranienne

(Démontré à travers les âges en vue de la paix)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 16 Mars 1936

PAR

Ali-Asghar KHACHÂYAR

Docteur en Droit de l'Université de Paris (Licencié de même Faculté)

Sorti de l'Ecole des Sciences Economiques et Politiques de Londres

Diplômé de l'Institut des Hautes Etudes Internationales de Paris

JURY DE LA THÈSE

Président : M. de GEOUFFRE DE LAPRADELLE, Professeur

Suffragants { M. le professeur BASDEVANT
M. le professeur LE FUR

PARIS

LIBRAIRIE LIPSCHUTZ

4, Place de l'Odéon

1936

Le Culte d'Etat chez la Nation Iranienne

(Démontré à travers les âges en vue de la paix)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 16 Mars 1936

PAR

Ali-Asghar KHACHÂYAR

Docteur en Droit de l'Université de Paris (Licencié de même Faculté)

Sorti de l'Ecole des Sciences Economiques et Politiques de Londres

Diplômé de l'Institut des Hautes Etudes Internationales de Paris

JURY DE LA THÈSE

Président : M. de GEOUFFRE DE LAPRADELLE, Professeur

Suffragants $\left\{ \begin{array}{l} \text{M. le professeur BASDEVANT} \\ \text{M. le professeur LE FUR} \end{array} \right.$

PARIS

LIBRAIRIE LIPSCHUTZ

4, Place de l'Odéon

1936

* 30550.

La Faculté n'entend donner aucune approbation, ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



PRÉFACE

Parler de nos jours du problème de la Paix semble, aux gens ordinaires, soit une banalité pure et simple, soit une entreprise nécessairement sans fruit. Pourtant s'il est vrai que la guerre ne nous fait pas peur tant que l'honneur de nos patries est en jeu, néanmoins il faut avouer que tous (1), nous la détestons, et qu'il faut par conséquent apprécier à leur juste valeur les efforts de quiconque chercherait à y apporter un remède.

L'on s'étonnera peut être du caractère politique de cette étude, étant donné que j'avais promis, à mes compatriotes, un travail de nature économique. A cela ma réponse n'est point difficile : j'ai écrit une thèse sur le « financement de l'industrie, du commerce et de l'agriculture en Iran » ; thèse qui, on le devine, ne peut être complétée dans sa partie descriptive sans la poursuite personnelle de certaines recherches sur les lieux. Ceci m'ayant été rendu impossible par le concours des circonstances, il m'a fallu écrire, en même temps, le présent exposé.

Si la science des idées et des choses politiques était vraiment à dédaigner, comme le pensent des Iraniens

(1) Avec M. Pierre Laval.

de certaines classes, son étude n'aurait pas occupé tant d'esprits depuis l'antiquité jusqu'à nos jours.

Elle est même, avec la religion, la partie la plus compliquée et la plus délicate des connaissances sociales.

En effet, tout travail fait dans ce domaine, peu importe la peine que l'auteur se soit donnée, par là même qu'il touche aux idées et à la vie de tout le monde, sera toujours exposé à la critique des premiers venus. Critique qui, parfois, est poussée jusqu'à l'injustice.

Mais nous accepterons avec joie toutes les remarques intelligentes et imbues d'impartialité de nos lecteurs.

INTRODUCTION

L'existence, au sein d'un Etat chez le peuple qui le compose, du sentiment fort et vivace de son indépendance politique, est la meilleure garantie de stabilité, de progrès et de paix.

Il n'y a pas d'Etat viable là où ce sentiment fait défaut ; car un Etat ainsi dénué est un organe malade dans le corps de l'humanité, et il devient, l'histoire nous le montre, la cause de crises générales, une source de guerres.

Inversement, et pour la même raison, enlever l'indépendance à un peuple chez qui vit ce désir puissant et instinctif de posséder un Etat qui lui soit propre, c'est semer des germes de guerre, c'est cultiver des plantes destructrices de la civilisation.

Ce sentiment, on l'a appelé le patriotisme, parce qu'on a considéré l'Etat comme la notion juridique et politique de la patrie. Or, s'il est vrai qu'un Etat dont le peuple ne possède pas ce désir puissant indispensable n'est pas viable et ne devrait même pas exister comme tel, il ne nous semble pas juste, cependant, de dire que toute nationalité ou patrie qui ne possède pas un Etat est

incomplète (1). Pourquoi serait-elle incomplète en tant que nationalité, tant que ses affinités nationales sont respectées et si le sentiment vivace d'indépendance politique ne se trouve pas parmi ces dernières ?

Qu'est-ce qu'une nation ? Est-elle vraiment une collectivité d'individus possédant une même langue, une même religion et d'autres affinités, plus le vouloir vivre collectif, c'est-à-dire le désir de posséder un Etat ? C'est assurément le cas de certains peuples, et, si le monde était vraiment divisé entre un nombre défini ou définissable de telles collectivités, ce serait une merveille et le rêve de Mancini se réaliserait en même temps. Car on reconnaîtrait alors, tout au moins en équité, le droit de chacune d'elles à être un Etat. Mais, en fait, il n'en est pas ainsi, et la plupart des guerres se font précisément au sujet de territoires habités par des populations qui ne se trouvent pas lésées en étant gouvernées par un Etat moderne, sans parler de leur incapacité et de leur inexpérience d'en organiser un. Elles ont pourtant toutes les autres affinités collectives et nationales.

D'autre part, à l'intérieur même de certains Etats modernes, on trouve différentes nationalités compactes,

(1) C'est pour cette raison que nous avons préféré parler de la nécessité d'un sentiment d'indépendance politique plutôt que de patriotisme ou de nationalisme, lesquels sont des termes vagues à significations nombreuses. Ce sentiment n'est pas, non plus, d'ordre religieux puisqu'il s'agit ici du respect des choses de ce monde — rien de plus.

lesquelles, pour cette raison uniquement, ne veulent pas se séparer nécessairement. Prenons l'exemple de l'Angleterre. Quittons un peu Londres et les régions anglaises proprement dites; nous touchons au pays de Galles. Les Gallois représentent bien une nationalité compacte et différente des Anglais. Néanmoins, ils sont à présent satisfaits de vivre sous le gouvernement de Londres.

Montons un peu plus au nord et nous trouverons la nationalité écossaise. Là aussi, nous rencontrerons à peu près la même situation morale.

Mais écartons-nous un peu de la Grande-Bretagne, vers l'ouest, et nous verrons qu'il en est tout autrement chez les Irlandais. Pourquoi cela ? Des souvenirs de l'histoire ? Non mais un mécontentement continu et le sentiment d'avoir été traités sur un pied d'inégalité. La même raison avait principalement causé la sécession des Etats-Unis d'Amérique en 1787. Revenons en Europe pour considérer la Suisse : elle est composée d'une population qui se divise sinon en quatre, du moins en trois nationalités distinctes. Néanmoins, tous les Suisses ne désirent former qu'un seul Etat, le même pour tous. C'est l'Etat suisse. Ces exemples peuvent se multiplier aussi bien dans le monde de nos jours que dans l'histoire du passé.

Pourquoi donc une nationalité serait-elle nécessairement incomplète sans un Etat, du moment qu'elle n'éprouve pas un sentiment vivace pour en posséder un, et qu'elle peut vivre à côté d'autres sous le même gouvernement ?

En cette déduction trop logique, nous trouvons la source de toute la confusion qui règne malheureusement en ces matières. En effet, c'est pour avoir pensé que toute nation doit posséder l'indépendance politique, afin d'être complète, qu'on a été amené à rejeter le principe des nationalités parce qu'il serait dangereux et aboutirait au morcellement infini de la terre.

Or, l'étude de la psychologie des peuples montre que le sentiment vivace de l'indépendance politique s'extériorise, soit par les souvenirs d'un passé glorieux attaché au territoire, soit par un mécontentement continu (1), tandis que le patriotisme est un instinct naturel d'attachement pour le pays où on est né. Cet attachement instinctif peut servir à amener ou à ramener l'indépendance politique dans ce pays, mais aussi il peut exister sans elle. C'est ainsi qu'au milieu même d'un peuple aussi centralisé et nationaliste que celui de France, tout Français éprouve un sentiment particulier pour la région ou la ville où

(1) Il est vrai que la croyance à l'unité de race, ainsi que son existence véritable, peuvent, et ont pu, créer ou recréer une nationalité; mais entre l'idée de l'unité de race et la volonté ferme de vouloir vivre dans un même Etat, il y a encore une distance certaine. Ces deux sentiments ne se confondent pas nécessairement. Une idée, ou un sentiment, également partagé dans une collectivité d'hommes, peut créer une nationalité sans demander par là même un Etat propre ou exclusif.

ses parents vivaient quand il est né et où il a passé son enfance (1).

C'est donc un sentiment, non seulement de vie en commun, mais de vie collective et indépendante de toute autre collectivité, qui est nécessaire pour que l'Etat soit viable, voire même légitime, d'après le droit rationnel, et non pas un simple patriotisme.

C'est ainsi que l'étude de la psychologie des peuples devient à la fois nécessaire, très utile pour le droit des gens et ultérieurement pour la paix.

Mais si on veut véritablement diriger le monde vers la paix, il ne suffit même pas de dire que tout Etat doit être le représentant d'un peuple possesseur du sentiment d'indépendance politique. Parler ainsi est exact; mais c'est envisager plutôt le peuple que son Etat. Or, dans le droit des gens, nous n'avons et ne pouvons avoir devant nous que des Etats.

L'attention minime, qui a été apportée aux minorités en 1919-1920, ne permet point de dire que les nationalités sont reconnues et envisagées par le droit des gens. Ce dernier ne peut demander qu'un responsable, et ce responsable c'est l'Etat. On ne peut pas instituer

(1) Objectera-t-on que dans ces conditions il n'y aurait pas de différence entre l'amour pour le petit pays où l'on est né et le patriotisme d'un Ecossais, par exemple : Nous répondrons qu'il y a là une question de degré, non pas une différence de nature. La distinction n'aura d'ailleurs aucun intérêt si les sentiments nationaux ou provinciaux sont satisfaits.

un Etat dans l'Etat. Du moins on ne peut le faire qu'autant que ce dernier y consente.

Ce n'est donc point une solution que de dire : un Etat ne doit exister que là où il y a un sentiment vivace pour l'indépendance politique, et partout où un pareil sentiment existe, il doit exister un Etat. Parler ainsi, c'est exprimer un idéal, non pas proposer une solution.

Pour assurer la stabilité, le progrès et la paix, il faut donc trouver un chemin vers cet idéal. Ce chemin doit être cherché à travers les Etats existants, tels qu'ils sont; autrement ce serait inciter les peuples au soulèvement, à l'anarchie et, finalement, faire tomber le monde dans un chaos qui risquerait d'amener une guerre générale. On marcherait tout droit ainsi dans le sens opposé à notre but.

En parlant des Etats, d'autre part, on ne peut que leur montrer les meilleures directives politiques à suivre dans leur propre intérêt, lequel est aussi, nous le supposons, le progrès et la paix. Ces directives, telles que nous les concevons, sont les suivantes :

1° S'occuper du bien-être général de tous les gouvernés, *sous un angle d'égalité*, et surtout leur faire voir et croire à l'existence de cet angle unique pour eux tous.

2° Instruire tous les gouvernés pour qu'ils oublient l'idée fausse de supérieurs-nés et d'inférieurs-nés, les uns par rapport aux autres.

3° Ne pas retenir parmi les gouvernés une nationalité compacte possédant un sentiment vivace d'indépendance politique basé sur ses souvenirs historiques

ou irrévocablement acquis par un mécontentement continu dont les effets paraissent ineffaçables.

4° Mettre toujours les gouvernés en garde contre les agresseurs et les envahisseurs étrangers. Les tenir toujours prêts à se défendre en leur rappelant le sentiment patriotique, inné chez tous les hommes, ou leur culte de l'indépendance politique, en insistant surtout sur la position inférieure qu'ils occuperaient dans l'Etat qui ferait leur conquête.

5° Par contre, un Etat doit toujours éviter tout ce qui nuit à l'unité morale de tous les gouvernés, tel que l'adoption d'une religion rigoriste.

6° Avoir une Constitution juridiquement et politiquement solide afin d'assurer la continuité et la force de l'Etat, même en cas de manque d'autorité personnelle des gouvernants.

Ne pas remplir chacune de ces conditions, c'est de la part de tout Etat, non seulement mettre sa propre existence en danger, mais aussi faire de soi, bien qu'involontairement, la source de guerres.

D'autre part, posé sous cette forme, le problème de la paix est presque sûr de recevoir des réponses rationnelles tirées principalement de l'étude de l'histoire et de la psychologie des peuples.

Par contre, se demander quel est le peuple qui doit posséder l'indépendance est mal poser le problème. C'est pour cette raison d'ailleurs que, malgré de nombreuses études faites jusqu'ici, on a trouvé que la ques-

tion est trop ingrate (1) scientifiquement pour qu'on y perde son temps. D'autres, comme M. Redslob (2), sont arrivés à cette conclusion qu'un dilemme nous empêche de parvenir à toute solution. Un antagonisme nécessaire, dit-il, entre la liberté et la discipline. Ce qui n'est pas étonnant, étant donné son point de départ, puisque l'individu ne s'est jamais soumis à la discipline, même à celle de sa propre nation, que par la pensée de la nécessité; bien que, dans ce dernier cas, l'obéissance soit plus facile et moins gênante.

Le véritable problème de la paix rationnelle consiste donc à savoir ce que les Etats doivent faire à l'intérieur de leur pays pour mieux assurer leur existence. Car il y aura la paix dans le monde tant que les Etats seront respectés dans leur indépendance et intégrité.

Pour soutenir la nécessité des directives politiques mentionnées plus haut, de la part de tous les Etats, il faudrait apporter des exemples choisis dans l'Histoire de tous les peuples ou dans celle d'un assez grand nombre parmi les plus caractéristiques d'entre eux. Or, ce n'est pas dans les limites du temps et des pages d'une thèse de doctorat qu'on peut le faire.

Nous nous contenterons donc, pour notre part, d'étudier la psychologie politique de la nation iranienne,

(1) Marcel de la Bigne de Villeneuve : *« Traité général de l'Etat »*, 1929, p. 199 et suivantes.

(2) M. Robert Redslob : *« Le principe des nationalités »*, 1932, p. 253 et suivantes.

laquelle a, à plusieurs reprises, gagné, perdu et regagné son indépendance.

Nous tâcherons de montrer autant que possible les raisons principales pour lesquelles elle perdit chaque fois son indépendance. Mais nous rechercherons avant tout en ce qu'elle a d'essentiel cette force sociale qui toujours fait substituer un nouvel Etat iranien à celui qui vient de disparaître.

Ainsi nous verrons, d'abord, comment et pourquoi se forma le premier Etat qui engloba tous les Iraniens, et quels défauts facilitèrent sa chute. D'où un premier chapitre.

Nous verrons ensuite pourquoi, après la disparition de ce premier Etat, un nouvel Etat iranien se créa en moins de quatre-vingts ans. Ce sera l'objet de notre deuxième chapitre.

Puis nous nous demanderons quels étaient les défauts de l'Etat Sassanide au moment des invasions arabes; pourquoi le renouvellement fut retardé de plusieurs siècles, et pourquoi, finalement, un nouvel Etat engloba tous les Iraniens sous les Safavides. Ce sera l'objet de notre troisième chapitre.

Dans un quatrième chapitre, nous verrons le rôle joué par les Iraniens dans la rivalité anglo-russe en Asie centrale, et par quels moyens cette nation maintint son indépendance malgré la politique non nationaliste des rois Kadjars.

CHAPITRE PREMIER

COMMENT ET POURQUOI SE FORMA LE PREMIER ETAT QUI ENGLOBAIT TOUS LES IRANIENS

QUELLE ETAIT LA VIE POLITIQUE DE CET ETAT
ET QUELS DEFAUTS FACILITERENT SA CHUTE

Notes préliminaires

Bien que l'attention des Orientalistes occidentaux commença dès 1621 (1) à se porter sur l'archéologie iranienne, et malgré le complet déchiffrement de nos caractères cunéiformes avant 1850 (2), on est encore loin de posséder au sujet de l'ancien Iran autant de renseignements solidement documentés que sur les autres pays de l'antiquité classique.

La principale raison de ce retard est que des

(1) Par Pietro della Valle qui, pour la première fois, copia et étudia quelques signes des inscriptions de Persépolis. Il devina aussi que cette écriture devait se lire de gauche à droite.

(2) Par suite des efforts successifs de nombreux savants (Voir « *Iran-é-Bastan* » pp. 43-48, etc.)

fouilles n'avaient pas pu être entreprises sérieusement avant la fin du XIX^e siècle, alors que des travaux similaires commencèrent en Egypte, vers le début du même siècle, par suite de l'intérêt spécial que Napoléon I^{er} y attachait.

Il en résulte que notre histoire ancienne n'a encore d'autre source principale que les écrits des anciens auteurs tels que : Hérodote, Xénophon, Diodore de Sicile, Ctésias, Justin, etc. (1). Néanmoins, il y a pas mal de choses relatives à l'ancien Iran, qui ont été trouvées parmi les découvertes faites en Assyrie, à Babylone, etc., et il faut aussi reconnaître que, depuis 1880, l'essor nouveau pris par la connaissance de l'antiquité en général, a, dans une bonne mesure, profité à l'Iran. Les travaux de Flandin, Coste, Loftus, Churchill, Dieulafoy et Madame Dieulafoy, G. de Morgan et la publication de Thompson et King en 1907 (2), sont, à notre point de vue, un progrès très appréciable. De nombreux savants et donateurs, Anglais, Français et Allemands, dernièrement même des Américains, ont parti-

(1) En ce qui concerne l'Iran ancien et les renseignements donnés ici, soit sur les anciens auteurs, soit sur les sources moderne, notre guide par excellence a été principalement les trois importants volumes de cette grande Encyclopédie historique et nouvelle qu'est *l'Iran-é-Bastan*, écrits en Iranien par Djenab-é-Hassan-é-Pyrnia, à qui nous adressons ici notre vive reconnaissance.

(2) The sculptures and inscriptions of Darius the Great.

cipé et prennent part, surtout maintenant, à la véritable découverte de l'ancien Iran (1).

Mais, jusqu'ici, ce sont surtout les fils de France qui nous ont fait le plus grand apport. et le Musée du Louvre est, de tous les musées du monde, celui qui contient le plus de documents sur l'Iran dans l'antiquité.

Les études et les travaux faits sur les anciennes civilisations sont excessivement nombreux, et les orientalistes se sont même répartis, maintenant les problèmes relatifs à chaque pays; mais aucun ne prétend connaître tout ce qui les concerne (2).

Dans ce travail, d'autre part, nous ne touchons qu'aux aspects moraux et politiques des choses, et cela même ne constitue qu'une partie de ce modeste volume. Il en résulte, à fortiori, que nous devons, avant tout, nous limiter et ne parler que d'un nombre de points absolument indispensables à notre thèse.

Voici quelles sont les questions qu'il nous paraît nécessaire d'envisager :

1. Un aperçu général de la vie politique des Iraniens avant la formation du premier Etat qui les englobait tous.

(1) Voir *Iran-é-Bastan*, vol. II, surtout pp. 16-23.

(2) Avant les récentes découvertes de Suse, l'histoire de l'Iran commençait avec celle des Mèdes; maintenant il est prouvé que, bien avant ces derniers, un autre Etat couvrait une partie de l'Iran actuel.

Nous voulons parler de l'Elam.

2. Quelle était la force sociale qui poussa les Iraniens à la formation de leur premier grand Etat ?

3. La notion de patrie sous les Achéménides.

4. Les défauts et les qualités de la vie politique du premier Etat iranien au point de vue de la paix. D'où quatre paragraphes.

§ I. — *Aperçu général de la vie politique des Iraniens avant la formation du premier Etat qui les englobait tous* (1).

Avant la formation de l'Etat Achéménide, l'Iran était déjà gouverné par plusieurs petits Etats féodaux, tels que celui de la Médie, de la Perse proprement dite (2), celui de la Bactriane et de la Sogdiane, etc. Ces noms se tirent des écrits des anciens historiens grecs.

Quant aux récits traditionnels iraniens, tel que le « Livre des Rois » de Firdousi, basés en partie sur l'Avesta, ils confirment le même état de choses politiques, en donnant cependant d'autres noms (transformés au cours de l'histoire) à ces Etats féodaux, ainsi que les suivants :

Les Djamchidis, les Freidounis, les Manoutchéhris, les Zabis, etc.

Au sujet de la vie de ces Etats qui existèrent tour à

(1) Cette situation, dit l'excellent auteur de l'Iran-é-Bastan (p. 161), ressemblait beaucoup à celle qui existait sous les Parthes.

(2) C'est-à-dire la province de Farse actuelle de l'Iran.

tour, où simultanément jusqu'au milieu du vi^e siècle av. J.-C., on n'a pas de renseignements suffisants et, pour cette raison même, on est encore justifié à dire qu'ils appartiennent aux temps préhistoriques. Cependant, on sait qu'un lien les unissait étrangement. La forme du gouvernement était la même chez tous ainsi que leur genre de vie. C'était la féodalité partout avec cette particularité cependant que chaque grande région avait son roi et ses seigneurs féodaux, sans qu'il s'agisse pour cela des pays étrangers, et totalement indépendants les uns par rapport aux autres. Chacun de leurs chefs sera soit un « satrape », soit un roi, selon qu'il y ait ou non, là, un pouvoir centralisé, selon que le Roi des Rois soit un souverain à la façon des Achéménides ou à la façon des Arsacides.

Pour comprendre cette vérité, il faut se rappeler que la question de race avait, en ce temps-là, une importance relativement grande. En effet, si aujourd'hui la variété des races dans un peuple n'est pas un obstacle à la communauté de patrie, surtout parce que dans la plupart des pays très peu de personnes (peut-être même personne) peuvent prétendre connaître leur race, néanmoins, on ne peut pas nier, non plus, que les hommes n'appartiennent pas tous à la même race. Il y a même encore une partie du monde où on aura peine à soutenir l'inexistence d'une race particulière. Quant à l'idée qui constituait la liaison entre tous les Iraniens d'avant Cyrus le Grand, il y en avait deux : 1^o L'adoration d'un seul dieu invisible, Ahur-Mazd (c'est ce qui ressort implicitement des inscriptions aché-

ménides, telles que celles de Darius le Grand); 2° le mépris général chez tous les Iraniens pour être gouvernés par les sémites (c'est ce que nous allons voir).

Les races à peau blanche sont divisées en trois branches : Aryenne, Sémite et Hémite.

Or, les Iraniens sont classés parmi les Aryens, et c'est cet élément racial (1) qui les unissait tous par un lien de parenté dans les temps préhistoriques.

Plusieurs familles (ou maisons : Nmâna) Iranien-nes (2) constituaient un groupe dont l'habitat était le village ou le bourg qu'on appelait « Vis ».

Plusieurs groupes formaient une tribu qui vivait dans la commune, laquelle s'appelait « Gao ». (Iran-é-Bastan, p. 160) ou Zantu (Darmesteter, vol. 3, p. XL et vol. I pp. 27-32).

Plusieurs tribus constituaient un peuple qui habitait la province ou « Dah-yu ». Les Dah-yupaits étaient des véritables rois dans leur province, soit avant la formation d'un Etat centralisé soit après la chute ou l'affaiblissement d'un pareil Etat iranien.

Les chefs des familles choisissaient le chef du groupe, et les chefs des groupes, à leur tour, choisissaient le chef de la tribu.

(1) On croit que tous les aryens du monde ont une origine commune; mais on n'a pas encore pu la déterminer.

(2) Sur l'origine des Iraniens, voir : « Le Zend-Avesta ». Traduction française avec commentaires historique et philosophique par James Darmesteter, 1892 ; vol. 2, page 5 et suiv., ou autres traductions telle que celle de C. de Harlez (1875).

Le chef du peuple ou de province (le Dah-yupait) était également désigné par l'élection lors de l'arrivée des Aryens en Iran. Mais comme il avait le commandement suprême en temps de guerre, son poste devint héréditaire et ses pouvoirs s'étendirent peu à peu, sans aller, toutefois, jusqu'à supprimer les droits des chefs de familles, de groupes ou de tribus.

Lorsque plusieurs peuples (ou Dah-yupaitis) se réunissaient sous le gouvernement d'un seul homme, on appelait celui-ci le Roi des Rois ou le Grand Roi. Les Dah-yupaitis, chefs des provinces, étaient alors, en réalité, des gouverneurs héréditaires placés sous sa suzeraineté. Ils devaient lui payer des redevances, ou envoyer des présents à sa Cour, ils devaient aussi lui fournir les troupes pour ses guerres. La plupart des héros de nos récits traditionnels, nous dit l'auteur de l'Iran-é-Bastan, ne sont que des Dah-yupaitis des temps anciens (1).

(1) Les renseignements ci-dessus indiqués sont tirés, d'abord et principalement de l'Avesta, ensuite des inscriptions Achéménides ainsi que de l'esprit des récits traditionnels et légendaires de l'Iran.

Il est vrai que la date de la composition originelle de l'Avesta est inconnue (C. de Harlez démontre qu'elle varie, selon les différents auteurs, du moins, entre le ^{xxiv}e et le ^{vi}e siècle avant Jésus Christ), mais même en admettant que l'Avesta des Sassanides, tel qu'il existe aujourd'hui, soit écrit après l'invasion d'Alexandre, ce ne serait pas, à lui seul, une raison suffisante pour refuser d'appliquer sa description sur notre présent sujet, à la période antérieure.

D'une façon générale, on peut dire que, vers le milieu du VII^e siècle av. J.-C., plusieurs branches Iranien-nes vivaient côte à côte sur une base égalitaire. L'une d'elles était formée des tribus Mèdes, dans le Nord-Ouest et l'Ouest; une autre, des Perses, dans le Sud, etc.

Les Mèdes, qui étaient les plus exposés aux agressions des Assyriens, devinrent bientôt les plus forts, en réagissant contre ces attaques. C'est ainsi que, vers l'an 600 av. J.-C., le roi de Perse était devenu en quelque sorte un subalterne de celui de la Médie, sans être pourtant semblable à un chef de province ordinaire ou à celui d'un pays conquis.

L'orientaliste français Oppert avait émis, au XIX^e siècle, l'idée inexacte que les Mèdes auraient été des Touraniens, sous prétexte que l'une des inscriptions de Bissotoun (1) est écrite en langue agglutinante. Or, on sait aujourd'hui que cette inscription appartient aux Elamites, et non pas aux Mèdes. Après la chute des rois Mèdes et l'avènement des Perses au pouvoir, rien ne fut changé dans l'Iran vis-à-vis des étrangers (2). Les historiens anciens, tels que Hérodote, ont employé souvent le mot « Mède » au lieu de « Perse », et inversement ; cela ne résulte point d'une erreur, car le même Hérodote, qui consacre une partie spéciale de son

(1) Une montagne à l'ouest de l'Iran.

(2) Nous verrons cela plus loin, d'une façon encore plus convaincante.

Histoire aux rois Mèdes et une autre aux rois Perses, parle des Mèdes ou des Perses d'une manière interchangeable (1). Donc, plus aucun doute aujourd'hui sur ce point : les Mèdes et les Perses ne constituaient pas des nationalités différentes. Le fait est encore plus certain lorsqu'on pense aux anciens récits, tels que ceux de Xénophon dans la *Cyropédie*.

On y voit avec quelle facilité ces deux peuples communiquaient, comment leur langue était la même, comment, enfin, les Perses allèrent aider les Mèdes pour lutter contre leurs ennemis communs, les Assyriens.

Nous ne voulons point soutenir ici l'exactitude de tous les faits rapportés par Xénophon ; mais, même en ne les prenant que dans leur ensemble, on ne peut pas ne pas être persuadé qu'il n'y avait pas de différence nationale ou essentielle entre les diverses branches des anciens Iraniens.

Ce changement de dynastie régnante n'était qu'un des faits, bien des fois répétés dans l'histoire de l'Iran, qui doit particulièrement attirer notre attention ici.

Ce fait, le même depuis les temps préhistoriques jusqu'à nos jours, est que le pouvoir central a pu, au cours des temps, changer de dynastie et de province, alors que la nation, dans sa partie majeure, et malgré les invasions de toutes sortes qu'elle a subies, nous le verrons, a toujours conservé ses traits d'union caractéristiques et sa force civilisatrice absorbante.

(1) Nous ne tenons aucun compte des paroles que selon Hérodote (Liv. I. § 120), les prêtres adressèrent à Astiagès.

Ces changements du pouvoir central et suprême, ne se produisaient pas normalement (avant ces temps derniers) par l'élection, ou en vertu d'une loi constitutionnelle incontestée, mais uniquement, comme nous allons le voir, par la volonté intime, profonde et presque inconsciente de la nation, toujours désireuse de substituer à un Etat qui venait de disparaître un autre Etat iranien.

Nous pouvons donc conclure que les Iraniens, avant d'être englobés tous dans un seul Etat, avaient une vie politique propre à eux-mêmes et indépendante de toute influence ou imposition étrangère.

§ 2. — *Quelle était la force sociale
qui poussa les Iraniens vers la formation
de leur premier grand Etat (1)*

Si on se reporte aux inscriptions laissées par les rois assyriens, on verra que, vers 838 av. J.-C., Chaldeanassar attaqua (2) et envahit l'Etat de Médie.

Il déclare avoir vaincu les Amadäys (3) et emporté le chef de cette province comme prisonnier de guerre.

Dans une inscription du roi assyrien suivant, Chaldeanassar, on lit de nouveau qu'il avait conquis le pays des

(1) La question ainsi posée, nous est personnelle.

(2) L'Iran-é-Bastan, p. 169 et suiv.

(3) Tout le monde s'accorde pour dire qu'il s'agit là des habitants d'une province de la Médie.

Mèdes et obtenu d'eux un tribut. Cet écrit précise la démolition de plusieurs villes, beaucoup de pillages et de massacres par son armée.

Par la suite « Adadnirary », son successeur, inscrit qu'en 810 av. J.-C., il avait porté son armée dans le pays des Mèdes et avait aussi réussi à conquérir la partie occidentale de l'Iran actuel.

Il en résulte que les Mèdes devaient avoir refusé de payer le tribut. Néanmoins, ils furent vaincus de nouveau par les armées Assyriennes et subirent beaucoup de pertes.

Malgré cela, Tiglat-Pelassar IV, régnant après « Adadnirary », nous dit officiellement qu'en 744 avant J.-C., il avait envahi le pays des Mèdes, vaincu ses armées, annexé ses parties les plus proches de l'Assyrie, et emporté 60.000 habitants comme prisonniers.

Puis on lit qu'un des grands chefs de l'armée assyrienne poussa jusqu'à la montagne de Bikny (le présent Damavand, au nord de Téhéran). Ses compatriotes pensèrent que c'était la fin du monde et, à son retour, le général en question reçut beaucoup d'honneurs de la part des grands Assyriens, lesquels coururent au-devant de lui, avant sa rentrée triomphale, pour le féliciter.

C'était donc l'extrémité du territoire de l'Etat de Médie qu'avaient touché les Assyriens. Mais il est extraordinaire, avec les conquêtes ainsi faites, de lire de nouveau, qu'en 737 avant J.-C., les armées assyriennes avaient trouvé le besoin d'envahir la Médie pour la conquérir. Cette fois, on lit dans ces inscriptions que les

Mèdes perdirent tous moyens de subsistance et furent déportés en grand nombre comme prisonniers.

Quelques autres expéditions militaires eurent également lieu par la suite, et l'Ancien Testament (Rois II : 17-18) dit que des prisonniers israélites faits par les Assyriens furent transplantés dans les villes de Médie.

Néanmoins, quand on considère les faits qui se sont produits après tant de conquêtes répétées pendant une période relativement courte, on ne peut que rester stupéfait.

En effet, nous voyons que non seulement l'Etat de Médie existait toujours, mais bien plus l'union va se créer entre lui et les autres habitants de l'Iran tels que les Perses, pour arrêter l'ennemi commun.

Le règne du roi assyrien « Häyyédein » fut rempli par des guerres défensives contre les peuples Aryens, lesquels poussaient vers Ninive, capitale de la puissance assyrienne.

Cependant, en 672, Assur-Häyyédein réussit à vaincre Kechatrite, le roi des Mèdes. On peut penser qu'alors l'indépendance des Iraniens fut complètement perdue.

Mais on voit encore plus tard ce même roi Assyrien se vanter d'avoir attaqué avec succès une des provinces de la Médie. Bref, à de nombreuses reprises, on lit dans ces inscriptions que les différents chefs ou rois Mèdes avaient été forcés de disparaître ou de se soumettre aux Assyriens en jurant de ne plus se révolter, etc. On lit que les frontières de l'Assyrie avaient touché plus d'une fois au désert Louteou à la montagne

de Damavand, c'est-à-dire plus loin encore que celles de l'Etat Mède à l'est.

Aucune de ces conquêtes cependant n'empêchait les Iraniens de réagir jusqu'à ce que, finalement, vers 606 (1) av. J.-C., le grand Etat très puissant de l'Assyrie disparut complètement pour ne plus jamais renaître, principalement parce qu'il lui manquait les qualités et le caractère d'un Etat national.

Voilà donc les inscriptions officielles de l'Assyrie, lesquelles contredisent cette assertion d'Hérodote (2) consistant à dire que l'Assyrie régna 500 ans sur les Mèdes. Car les inscriptions assyriennes ne parlent des Mèdes et de leurs expéditions militaires chez eux qu'à partir de 838 av. J.-C., alors que, depuis longtemps avant cette date, les rois assyriens avaient établi une règle coutumière qui exigeait l'inscription officielle de tous les faits de semblable importance (3).

Néanmoins, Hérodote lui-même (Livre II, § 96) est obligé de dire :

« Le premier peuple qui résista à leur gouvernement était celui des Mèdes. Ceux-ci luttèrent pour leur liberté et firent preuve d'héroïsme pour se délivrer de la servitude. »

(1) La date est contestée.

(2) Liv. I., § 95-96. (Trad. de Ph.-E. le Grand. 1932.)

(3) Voir I-é-B (p. 175).

Plus loin (Livre I § 102) Hérodote crée une nouvelle confusion, à savoir : « Fraortès (1), roi de Médie, après avoir obtenu l'obéissance des Perses, s'occupa à soumettre d'autres peuples environnants ». (Or, nous verrons qu'il ne s'agissait point là d'une soumission par la force, telle qu'Hérodote l'a conçue.) Puis, ce roi Mède, nous dit Hérodote, se révolta contre l'Assyrie. Une guerre éclata en conséquence et les Mèdes perdirent la campagne (vers 645 av. J.-C.).

Ensuite, Hérodote raconte (Livre I, § 103) qu'après cette défaite, les Mèdes, loin de désespérer, se réorganisèrent de nouveau sous leur roi Kyaxar (2) et pénétrèrent de nouveau dans l'Assyrie pour assiéger sa capitale.

Remarquons, en passant, un détail important :

Après la défaite complète de Fraortès et le désarroi de l'Etat Médique, aux dires même d'Hérodote, les Mèdes et les Perses, loin de se séparer, s'organisèrent en accord pour attaquer l'Assyrie ; et cela encore sous l'ascendance d'un roi Mède. Il apparaît donc comme certain que les Mèdes et les Perses étaient deux parties d'une nation, lesquelles ne voulaient être représentées que par un seul Etat suprême.

(1) Ce nom est le Faravartiche de l'inscription iranienne de Bissotoum.

(2) En français, ce sera Kuaxar.

C'est encore un nom presque inventé par les Grecs, car, selon l'inscription de Darius, ce nom est Hovakhshâtar (voir l'Iran-é-Bastan, op., cité).

Car, s'il en était autrement, les Perses pouvaient très bien profiter de la défaite du roi Mède pour se déclarer indépendants. Il est vrai que l'Assyrie étant l'ennemie des Mèdes autant que des Perses, ces derniers avaient tous deux intérêt à s'unir dans l'affaire ; mais pourquoi les Perses auraient-ils accepté de se placer sur un plan secondaire et d'obéir à un nouveau roi Mède, s'ils ne lui avaient obéi, comme le prétend Hérodote, que par la force ? Le fait qu'ils ne profitèrent pas de l'occasion pour se libérer est donc une nouvelle preuve pour nous convaincre de cette vérité que les Perses et les Mèdes n'étaient que deux des parties inséparables d'une même nation, la nation iranienne.

Cet écrit d'Hérodote (Livre I. § 102) va d'ailleurs à l'encontre du bon sens et de l'ordre naturel des choses, puisque, depuis 840 av. J.-C., l'Etat de Médie, nous venons de le voir, était toujours l'objet des attaques et des agressions de la grande Assyrie, et, par là-même, ne pouvait pas soumettre par la force un peuple tel que les Perses.

Or, à partir de 633, c'est-à-dire de l'avènement au trône de Kyaxar en Iran, tous les documents et écrits militent en faveur de deux faits. D'abord, l'union politique entre les Mèdes, les Perses et d'autres peuples aux noms variés, mais tous Iraniens. Ensuite, l'affermissement de l'Etat de Médie et la position souvent défensive de l'ancien Etat Assyrien. Mais les Iraniens de l'est continuaient encore leur vie à part.

Pour voir l'union de tous les Iraniens, il faut attendre l'avènement de Cyrus le Grand. En attendant, le

grand Etat de l'Assyrie disparaissait de l'horizon par l'alliance entre l'Iran et la Babylonie (1) et, avec elle, prenait fin une grande source de déséquilibre politique et de guerres dans l'antiquité.

L'avènement de Cyrus le Grand, vers 550 av. J.-C., indiqua un changement au pouvoir central et suprême dans l'Iran, mais ce n'était qu'un changement intérieur. Cyrus était un Perse dont le père était Cambyse, roi des Perses, et la mère, Mandane, fille d'Astiagès (2), le dernier grand roi Mède de l'Iran. Il avait passé pas mal d'années en Médie et avait entrepris des guerres contre les ennemis de l'Iran. Cette vérité, que ce changement ne concernait que les affaires d'ordre intérieur d'un seul Etat ressort, aussi, implicitement de la plus grande et la plus importante partie des écrits anciens, tels que :

Hérodote, Livre I, § 107-131 (3).

Xénophon : La Cyropédie, Liv. I, chap. II, III, IV, V (4).

Justin : Hist. Gén., Liv. I, § 4 et 6 (5).

Ctésias est le seul qui semble ne pas s'y conformer, mais on sait que son récit au sujet de ce changement ressemble plutôt aux contes de fée. Il va même à l'encontre de l'inscription de Nabonide, car il dit que Cyrus

(1) Récemment on a trouvé un cylindre à Babylone, lequel affirme cette alliance. Mais on discute encore sur la date de la chute de Ninive.

(2) Ajdéhak, en iranien (Bissotoum).

(3) Le Grand (op. cit.).

(4) Trad. de Dacier, 1777.

(5) Trad. de G. Turnbull : « *History of the world* ».

était le fils d'un berger. Or, Nébounide, le dernier roi de Babylone et contemporain (1) de Cyrus, l'a inscrit comme roi d'Anchan ou d'Elam. La plupart des historiens modernes, tel que Nöldeke (2), croient tous à la continuité et à l'identité sociale et politique de l'Etat des Mèdes et des Perses. Enfin, l'Ancien Testament (Isaïe XIII, 17 ; Ezra I, 3, etc.) se prononce dans le même sens.

Comment pourrait-il en être autrement puisqu'il s'agissait, comme nous l'avons vu, d'une même nation ayant un sentiment collectif d'indépendance, sous le même Etat.

En outre, comment peut-on imaginer que ce peuple, appelé les Mèdes, lequel depuis deux siècles ne s'était jamais laissé absorber par un Etat étranger, celui de l'Assyrie, pouvait tout d'un coup en accepter un autre, celui des Perses, sans plus jamais retrouver son indépendance ? C'est dire que les Mèdes et les Perses n'étaient qu'une seule nation : la nation iranienne (3).

(1) Tandis que Ctézius vivait deux siècles après Cyrus.

(2) Etudes historiques sur la Perse ancienne. Paris 1896. Voir aussi : Prof. Nöldeke et prof. von Gutschmid, dans l'Encyclopedia Britannica, vol. XVIII (IX^e édition), page : 564, colonne 2 :

« ...nor was the Median empire properly destroyed by
« Cyrus ; it was only transformed. Another race of the Iranian
« people and another dynasty stood at the head of the Iranian
« empire... »

(3) On peut encore en citer bien d'autres raisons à cela. Par exemple, nous verrons que les Achéménides ont rédigé leurs inscriptions en trois langues : le persan, le babylonien, et l'éla-

On connaît l'histoire de Cyrus le Grand, ainsi que celle de presque tous les Achéménides; pour ceux qui s'intéressent à cette question, nous les renvoyons particulièrement à l'Iran-è-Bastan, où ils trouveront sur chaque fait l'opinion de tous les anciens et même celle de certains auteurs des plus autorisés du XIX^e siècle, discutée et jugée d'après les documents les plus solides et avec une méthode des plus rationnelle.

Nous nous bornerons, ici, à montrer quelle était la cause des guerres et des conquêtes de ces anciens rois iraniens et la manière dont ils traitaient les peuples des pays conquis.

Nous avons vu jusqu'ici que les peuples de l'Iran, bien que n'ayant pas un point central suprême et supérieur à tous les autres jusqu'aux environs de 550 av. J.-C., vivaient cependant en paix sous un régime de féodalité spécial. Ils n'avaient pas attaqué un autre peuple et rien, jusqu'ici, ne montre non plus qu'ils aient pris de force la place d'un autre peuple à leur arrivée en Iran.

Nous avons vu aussi qu'ils furent l'objet des attaques et des agressions impitoyables des Assyriens. Sous la force de cette pression, les Mèdes, en réagissant, furent obligés d'abandonner peu à peu leur système traditionnel gouvernemental, et l'Etat de Médie s'avancait vers la centralisation, tandis que les autres Etats Iraniens préhistoriques et contemporains

mite. Or, pourquoi auraient-ils omis la langue des Mèdes s'il en existait une différente de la leur, etc?

continuaient encore leur vie de jadis. Si, maintenant, nous nous reportons aux ouvrages ci-dessus mentionnés pour trouver la cause qui a déterminé Cyrus à réaliser l'unité politique de tous les Iraniens, nous constaterons presque invariablement la même chose, c'est-à-dire la crainte de l'agression et le danger des attaques étrangères, en un mot, la sécurité.

En effet, Xénophon (1) nous dit que l'aide perse ayant été demandée par la Médie contre les agresseurs, Cyrus était désigné par le magistrat suprême des Perses comme général des troupes qui devaient défendre la Médie, « emploi qu'il accepta avec joie », ajoute le même auteur). Il est vrai que Xénophon raconte les choses sous un angle différent, mais les autres, dans leurs livres ci-dessus indiqués, le confirment sur le point qui nous concerne, en disant que Cyrus, devenu roi des Perses et des Mèdes, fut l'objet d'un complot agressif entre Crésus, le roi de Lydie, celui de Babylone et celui de l'Égypte. Ces derniers, se rappelant les succès de Cyrus dans ses guerres défensives lorsqu'un roi Mède existait encore sur le trône, et constatant l'enthousiasme avec lequel non seulement les Perses, mais les Mèdes eux-mêmes avaient remplacé Astiagès par lui (Cyrus), poussé par la jalousie ou par la peur, voulaient le faire disparaître et se partager l'Iran.

Or, Cyrus découvrit leur projet à temps, et comme Crésus était l'instigateur du complot, il l'attaqua et arriva à le vaincre, mais ne le tua pas.

(1) Trad. de Dacier (1777) : Liv. I. de la Cyropédie, p. 70.

Le gouvernement de la Lydie lui-même fut laissé par Cyrus aux descendants de Crésus, à condition de lui obéir dans les affaires extérieures ; et, cela même, les Iraniens le devinent, était pour l'empêcher de poursuivre de nouveaux projets de guerre et de troubler la paix. La paix qu'on s'accorde aujourd'hui avec Monsieur H. Grousset (1) d'appeler *la Paix Achéménide*. Ce fut donc un complot agressif envers l'Iran qui obligea Cyrus d'attaquer les rois de l'Orient. Et les historiens connaissent les faits similaires qui obligèrent les Achéménides, et surtout Cyrus le Grand, à attaquer d'autres rois, tel que celui de Babylone, pour l'obliger à se tenir tranquille.

Mais pour savoir exactement la portée de l'Etat mondial Achéménide et pour comprendre s'il était vraiment agresseur à l'égard des peuples qui lui étaient soumis, il faut attendre les explications que nous allons donner dans le troisième paragraphe de ce chapitre.

Ici, nous nous contenterons de conclure des faits jusqu'ici avancés, que la force qui poussa les Iraniens vers leur premier Grand Etat était le besoin de sécurité pour la nation Iranienne et le désir d'établir la Paix dans le monde de l'Ancien Orient (2).

(1) Les civilisations de l'Orient; p. 101.

(2) Voir l'Iran-é-Bastan, p. 226 et suiv.

(2) L'excellent auteur de *l'Iran-é-Bastan* diffère sur ce point de notre conclusion, car il dit que le but des conquêtes de Cyrus était de parvenir aux mers libres.

§ 3. — *La notion de patrie sous les Achéménides* (1)

On sait que chez la plupart des peuples anciens (sans parler, pour un instant, des Iraniens) la notion de Patrie était intimement pénétrée par l'idée religieuse. Le roi légitime était celui qui pouvait satisfaire le sentiment religieux. Le sentiment de la patrie, là même où il apparaissait, prenait une couleur religieuse. L'étranger était surtout celui qui ne respectait pas les dieux et les choses sacrées du peuple.

Une autre différence, qui distinguait un roi national d'un roi étranger et conquérant, était que ce dernier, sitôt parvenu à vaincre l'armée opposée, satisfaisait l'instinct farouche et les désirs de sa propre armée, en lui permettant le massacre et le pillage dans les pays conquis.

Puis, en troisième lieu, à côté de la race, et sur un plan souvent secondaire, venait la question des langues.

Reprenons maintenant chacun de ces points pour voir, d'abord, quelle était l'attitude des Achéménides à l'égard du patriotisme des peuples non Iraniens qui vivaient sous leur règne. Nous serons à même, par la suite, d'en induire le sens du patriotisme chez les anciens Iraniens eux-mêmes.

Commençons, en suivant un ordre inverse selon l'importance et envisageons la langue. A ce sujet, les découvertes archéologiques modernes vont nous servir. En effet, de nombreuses inscriptions Achéménides sont aujourd'hui connues, soit à l'intérieur, soit en dehors de

(1) L'argumentation nous est entièrement personnelle.

l'Iran proprement dit, c'est-à-dire à Babylone, en Egypte ou dans d'autres pays qui vivaient sous notre gouvernement (1).

En Iran d'abord, plusieurs inscriptions nous ont été laissées par les rois Achéménides. On les a trouvées principalement à Bissotoun, à Persépolis, à Suse, à Ker-man et à Hamadan. Ces inscriptions sont rédigées en trois langues, juxtaposées : l'iranien, le babylonien (ou assyrien) et l'élamite.

En dehors de l'Iran même, on a trouvé des inscrip-

(1) On trouvera ces inscriptions, surtout dans les sources suivantes :

T. H. Weissbach u Bang-Die, *Alterpersische Keilenschriften*. Leipzig, 1893.

T. H. Weissbach *die Keilinschriften der Achameniden Vorderasiat. Bihl.* III, 1911.

Tolman. *Ancient Persian lexicon and texts*, New-Yor , 1908.

British Museum. *The inscription of Darius the Great at Behistûn*, 1907.

Cossowtz. *Inscriptiones Palaeo Persicae Achamenidarum*. Petropoli.

Ed. Meyer, *Geschichte der Altertums*.

Prof. E. Herzfeld. *Rapport sur l'état actuel des ruines de Persépolis et propositions pour leur conservation*. Berlin, 1928.

Père Scheil : *Mémoires de la Mission archéologique de Perse*, F. XXI.

Scheil P. : *Inscription des Achéménides à Suse*, Paris, 1929.

Dieulafoy : *L'Art antique de la Perse*.

Bulletin of the American Institute for Persian Art and Archeology.

Et pour une revue d'ensemble : *I-é-B.*, p. 1555-1623.

tions trilingues analogues. Aussi, à une distance de 133 kilomètres du canal de Suez, a été découverte une inscription achéménide en quatre langues.

En outre, à Babylone, en Egypte, etc., on a mis à jour des inscriptions de nos rois, rédigées uniquement dans la langue même du lieu de publication.

Il en résulte nécessairement que les rois Achéménides n'offensaient point cette affinité des nationalités conquises, c'est-à-dire celle de leur langue. Bien mieux, afin de préserver les fruits de toutes les civilisations avancées, ainsi que pour attirer les cœurs des gouvernés, ils faisaient usage de la langue de ces derniers dans toutes les publications officielles qui les concernaient.

Si, maintenant, nous cherchons à savoir quelle était la façon dont les Achéménides traitaient la religion des anciens peuples non iraniens, c'est-à-dire l'essence du sentiment patriotique de ces derniers, le meilleur moyen est, encore, de voir ce que les découvertes archéologiques modernes nous enseignent.

Or, après l'arrivée de Cyrus le Grand à Babylone, deux édits furent promulgués au peuple (on les a trouvés parmi les inscriptions de Babylone). L'un, au nom des princes des prêtres gardiens des temples babyloniens; l'autre, de Cyrus le Grand lui-même. Les deux textes sont en babylonien.

Le premier, de la part des prêtres, commence par médire, et même maudire religieusement Nabonide (1),

(1) Nabonide est Labynète de Hérodote.

le roi babylonien que Cyrus venait de vaincre, mais qu'il n'avait pas tué.

Cet édit babylonien blâmait Nabonide surtout parce qu'il avait déplacé les dieux des villes, fait sortir un dieu de Babylone et introduit **un autre qui n'appartenait pas** à cette ville. On sait quelle était l'importance de cette question dans l'antiquité, et comment chaque ville avait ses propres dieux ou idoles, auxquels elle s'attachait dans ses sentiments les plus profonds.

Cet édit félicitait Cyrus le Grand d'avoir fait revenir à Babylone l'idole qui lui appartenait (1)). Ensuite, les prêtres babyloniens parlent de l'insuffisance de respect et d'attention de la part de Nabonide à l'égard de Mardouk, le roi des dieux babyloniens, le blâmant aussi pour sa tyrannie envers son peuple, ainsi que pour ses autres actions malfaisantes. Dès lors, continue cet édit, Grand Dieu s'éprit de pitié pour la désolation de ce peuple et regarda partout dans l'Univers, pour lui chercher un roi juste, jusqu'à ce qu'il remarqua Cyrus, et l'appela au gouvernement du monde, etc.

De même, selon l'Ancien Testament (Daniel, 5), et conformément à la prédiction de Daniel, faite à Balthazar (fils de Nabonide et le roi de fait), la chute des rois de Babylone avait pour cause leur manque de respect et d'attention à l'égard de Dieu. Or, de ce récit de la Bible, on constate qu'il était écrit après l'avènement de Cyrus. Et comme il nous dit que le succès de ce dernier avait pour cause l'irréligion des rois baby-

(2) Tr. l'I-é-B., p. 385 et suiv.

loniens, on peut conclure avec certitude que Cyrus devait avoir vraiment respecté leur religion (1).

Cette vérité apparaît d'ailleurs plus clairement lorsqu'on envisage ce qui est écrit dans l'Ancien Testament sur le traitement infligé par Cyrus le Grand aux israélites.

Rappelons d'abord qu'en l'an 586 av. J.-C., le roi babylonien avait conquis Jérusalem et détruit le temple de Salomon. Puis il avait déporté des milliers de juifs à Babylone, où ils étaient restés comme prisonniers jusqu'à l'arrivée de Cyrus. Leur idéal était donc de retourner à Jérusalem. Mais l'Ancien Testament (Isaïe, 13) conseille aux juifs de ne pas craindre Babylone, car les Mèdes, l'armée de Dieu, comme il le dit, viendront pour les délivrer.

Dans le même livre (Isaïe, 41-43), le peuple juif est consolé, et on lui promet la délivrance par Cyrus le Grand qui viendra de l'Orient. La Bible insiste sur ce point que Cyrus rétablira la justice.

En outre, dans l'Ancien Testament (Esdras, 1), on lit que Cyrus, après son entrée à Babylone, promulgua un édit disant que Jahvé l'avait chargé de lui bâtir une maison à Jérusalem et il invite les juifs à y retourner.

(1) La Bible nous dit que Balthazar fut tué, c'est vrai. Il était le fils du roi Nabonide et succomba sur le champ de bataille. Mais le roi Nabonide lui-même ne fut pas mis à mort; donc il n'y a pas de contradiction entre la Bible et l'Inscription babylonienne dont nous avons parlé. (Cf. I-é-B.)

La deuxième des inscriptions babyloniennes, dont nous avons parlé plus haut, est l'édit que Cyrus le Grand lui-même adressa au peuple. Or, dans cet édit qui est aujourd'hui connu sous le nom de « *Cylindre de Cyrus le Grand* (1) », ce dernier confirme l'édit des princes des prêtres des temples de Babylone, en disant qu'il avait rapporté les dieux chaldéens à Babylone, et on remarque que cette déclaration était rédigée sous la forme proprement religieuse de ce pays.

Mais on sait que la religion des Chaldéens différait totalement de celle des Israélites, et il en résulte que Cyrus respectait également toutes les religions (2).

Si, maintenant, nous abandonnons Cyrus pour voir l'attitude des autres rois achéménides à l'égard des religions, nous arrivons à peu près aux mêmes conclusions.

Prenons, par exemple, l'inscription (3) de Darius dont nous avons parlé, et qui a été trouvée près du canal de Suez.

(1) Voir *Iran-é-Bastan*, p. 391.

(2) Il est vrai que, dans la proclamation relative aux Juifs, citée par la Bible, il appelle leur religion la religion véritable, et, de ceci, l'excellent auteur de l'*Iran-é-Bastan* (p. 391), tire argument pour dire que la religion israélite était plus proche de celle des Iraniens que toutes les autres. D'autres auteurs ont tiré des conclusions d'ordre politique, de cette satisfaction donnée aux Juifs. Mais nous croyons que les Achéménides avaient comme principe de respecter toutes les affinités des peuples à eux soumis.

(3) *Iran-é-Bastan*, pp. 568-569.

Cette inscription est rédigée sur une face en trois langues asiatiques, et sur l'autre face en égyptien. Dans le texte iranien, Darius est représenté comme le Roi des rois, adorateur du dieu unique, indivisible et invisible : Mazda. Tandis que, dans la version égyptienne, il est représenté comme un pharaon, c'est-à-dire fils de Néïte (la mère des dieux égyptiens) et frère de Râ (fils de Néïte et dieu de la lumière).

Il devient évident que Darius, tout comme Cyrus, voulait essentiellement respecter les affinités religieuses de toutes les nations. En nous reportant maintenant aux écrits d'Hérodote, bien qu'il n'ait rien dit sur le traitement religieux donné aux Babyloniens, et malgré la complète contradiction entre ce qu'il raconte dans son livre I (§ 180-192) sur la conduite politique de Cyrus à cette occasion, et les découvertes archéologiques modernes ci-dessus mentionnées, cependant nous voyons que, par ailleurs tout au moins, il confirme le respect des Achéménides pour la religion des peuples à eux soumis. C'est ainsi que, dans son livre VI (§ 118), il nous raconte, bien qu'à sa façon, c'est-à-dire en attribuant l'origine de presque toutes les actions de ses sujets à leurs rêves, comment Datis, le général de l'armée iranienne, s'inquiéta de replacer l'idole Apollon à l'endroit d'où elle avait été enlevée.

De même (livre VII, § 197), il nous dit que Xerxès n'entra pas dans le Lieu Saint et dans la forêt sacrée de Zeus Laphystien, interdisant également à son armée d'y pénétrer.

(C'est pourtant le même Xerxès qu'Hérodote a

représente comme le plus terrible des barbares.) Or, comme le remarque justement l'auteur de l'Iran-é-Bastan, pour Hérodote, c'était tous les non-Grecs qui étaient des barbares. Aujourd'hui on convient que le point de vue grec était ce qu'Hérodote a voulu soutenir surtout dans ses récits relatifs à la guerre entre Xerxès et Athènes. C'est l'opinion de ceux-là mêmes qui, comme sir Percy Sykes (1), croient à la sincérité réelle d'Hérodote.

La seule chose que les rois achéménides voulaient toucher dans les questions religieuses, c'était l'abolition des sacrifices humains. C'est ainsi que Justin (2) (livre XIX, § 1) nous dit : Darius le Grand chargea ses envoyés chez les Carthaginois pour demander qu'on interdise les sacrifices d'hommes aux dieux, de manger la chère de chien, etc.

(La même histoire du Lieu Saint de Zeus Laphystien, mentionnée plus haut, et qu'Hérodote (livre VII, § 197) nous raconte, prouve que les Grecs aussi faisaient ces sacrifices, tout au moins dans certains cas.) Dans ces conditions, il est vraiment singulier de voir Hérodote (livre VII, § 108) dire que Xerxès permit le sacrifice de dix-huit jeunes gens et jeunes filles lorsqu'il voulait traverser un pont.

(1) A History of Persia, 1930, V. I., p. 186.

(2) « History of the world », p. 171 (trad. de G. Turnbull) :
« ...ambassadors came from Darius King of Persians to Carthage, who brought an edict, forbidding the Carthaginians to offer human sacrifices, and eat dog's flesh ;... »

Par contre, pour les Macédoniens, le sacrifice humain était normal. C'est ainsi qu'Alexandre le Grand ordonnera le sacrifice de milliers de Cossiens pour la tranquillité de l'âme d'un de ses généraux. (I.-é-B., p. 749.))

C'était, d'ailleurs, la seule coutume religieuse que les Achéménides voulaient faire bannir des sociétés qui tombaient sous leur gouvernement. Autrement, non seulement ils ne faisaient point offense aux religions des autres, mais ils se constituaient même les protecteurs de toutes les religions moralisatrices.

Quant à la conduite de l'armée de Xerxès à l'égard du temple d'Athènes, après la prise de la ville, en croyant même à ce qu'Hérodote (livre VIII, § 52-56) nous raconte, il est juste de penser avec l'auteur de l'Iran-é-Bastan (1) qu'il s'agissait de représailles pour ce que les Athéniens avaient fait à Sardes. Cette attitude des Iraniens ne dura d'ailleurs qu'un seul jour. (Voir : Hérodote, même endroit.)

Mais, sur ces guerres, aucune confiance ne peut être accordée à Hérodote, dont la plume a souvent obéi à ses sentiments de parti pris contre les Perses.

Niebuhr (2) nous dit avec raison : « Les écrits des Grecs, à propos de cette guerre et des autres guerres de l'Iran avec la Grèce, sont plus proches de la poésie

(1) P. 804.

(2) Vorträge über Alte Geschichte, L. II, p. 385-414 (Cf. I.-é-B. p. 677.)

« et de la légende que de l'histoire. Le succès des Athéniens était inattendu, mais nous ne connaissons pas les détails des événements ».

C'est dire que les écrits grecs, sur ce point, sont à rejeter complètement, puisque imbus de partialité et d'in vraisemblance. Nous en avons assez dit pour prouver que les Iraniens achéménides respectaient toutes les religions. Il n'en pouvait d'ailleurs pas être autrement, puisque leur religion à eux était d'une simplicité à la fois complète et sans exemple dans l'antiquité. En effet, toute leur croyance religieuse se concentrait autour d'un seul point qui était leur Dieu unique et invincible; ami de ceux qui disent la vérité et font le bien, et l'ennemi de tous les menteurs et des malfaiteurs. Ceci apparaît surtout à la lecture même des inscriptions de Darius le Grand. Il n'y avait donc pas de raison pour les anciens Iraniens de contredire ou de s'opposer, soit aux unes, soit aux autres des religions, tant qu'elles n'allaient pas jusqu'à l'exigence des crimes autorisés tel que le sacrifice humain. C'est dire qu'ils satisfaisaient presque toujours les sentiments religieux des peuples qu'ils dominaient. Or, nous avons dit au début de ce paragraphe, et on le sait bien, que chez les anciens, en général (1), « la notion de patrie, comme celle de foyer, « sont intimement pénétrées par l'idée religieuse, qui « précède et inspire, qui domine même au début l'idée « politique et qui la renforce jusqu'à la fin ».

(1) M. le professeur Le Fur : Races, Nations, Etats, 1922, p. 103.

C'était tout au moins le cas des anciens, dont la psychologie a été jusqu'ici suffisamment étudiée. Mais le cas des Iraniens ne rentre pas nécessairement dans cette généralisation puisque, faute de documents, on ne les a pas encore sérieusement envisagés.

Or, en Iran, nous venons de le voir, il n'y avait pas des dieux, ou des idoles particulières à chaque ville. Par conséquent, on ne pouvait pas provoquer les peuples et les villes à résister aux étrangers pour des causes religieuses. Les Iraniens ne connaissaient, à ce moment-là, qu'un dieu invisible, incorporel et unique pour le monde entier, [pour eux, autant que pour leurs ennemis].

Malgré cela, nous avons vu dans le paragraphe précédent comment les Mèdes et les Perses résistèrent aux étrangers. Nous les avons vus lutter jusqu'à la dernière goutte de leur sang pour sauvegarder leur indépendance politique, autant à l'égard des Assyriens que des autres peuples ou puissances. Mais, si ce n'était pas la religion qui les poussait à le faire, ce devait nécessairement être un instinct naturel ou un culte que nous appellerons le sentiment vivace de l'indépendance politique en nous gardant bien de le confondre avec un simple patriotisme ou nationalisme. Puisque ces derniers, ainsi que nous l'avons vu dans notre Introduction, n'exigent pas nécessairement l'indépendance politique pour la nation. C'était donc nettement le culte ou le sentiment de l'indépendance politique, dans son plein sens, qui existait chez les Iraniens déjà avant et sous les Achéménides.

La preuve historique est d'ailleurs dans ce fait qu'après Alexandre le Grand, ou sous les Romains, tous

les autres peuples de l'antiquité perdirent leur indépendance pour ne plus la retrouver (au moins jusqu'aux temps modernes, où, sous l'effet des idées nationalistes plus ou moins artificiellement acquises, des hommes de nationalités variées, qui habitent ces territoires aujourd'hui, ont renouvelé des noms anciens), tandis que les Iraniens recouvreront leur complète indépendance en moins de cent ans après Alexandre. Ils redeviendront une grande puissance, et, loin de se laisser absorber par les Romains, lutteront et se tiendront (au moins) sur un pied d'égalité avec eux. Il est vrai que, par la suite, l'invasion arabe mettra, comme nous aurons à le voir, le fonctionnement de ce sentiment vivace pour l'indépendance en grande difficulté, parce qu'elle apportera une religion nouvelle. Mais nous verrons aussi que les Iraniens arriveront finalement, bien que difficilement, à concilier ce sentiment avec le principe de l'Islam et, ainsi, recouvreront encore leur indépendance jusqu'à nos jours. *Voyons maintenant dans quel sens le patriotisme chez les Iraniens doit s'entendre.*

De ce qui précède, devons-nous conclure que, chez les anciens Iraniens, il existait une idée consciente de leur culte d'Etat ?

Oui, si on acceptait les récits de Xénophon d'une façon indiscutable, puisque dans la *Cyropédie* (livre 8, chap. 7), par exemple, nous voyons Cyrus le Grand, à son lit de mort, se prononcer ainsi :

« O mes fils, au nom de Dieu et *au nom de la patrie*,
« je jure que mon plaisir est de vous voir vivre en paix
« les uns avec les autres ».

Seulement, la Cyropédie est généralement considérée être une leçon morale plutôt que de l'histoire.

D'autre part, les inscriptions achéménides, jusqu'ici découvertes, ne résolvent pas non plus notre problème.

Cette pénurie de renseignements fit dire à Paul Janet (1) :

« Nous ne dirons rien de la Perse, sur laquelle les documents font défaut. »

Cet auteur, cependant, s'accorde avec beaucoup d'autres pour dire : « La morale et la politique ne s'y séparent guère de la religion ».

D'autres auteurs, comme Marcel de la Bigne de Villeneuve (2), avancent à ce sujet des assertions plus hardies, à savoir : « Quant à la Perse antique, les principes essentiels sont les mêmes (qu'aux Indes), quoique moins exclusifs. Inégalité entre les hommes, mais qui paraît s'atténuer devant Dieu, division en classes; gouvernement monarchique établi par Ormuzd lui-même et qui ne semble pas, au reste, avoir des fonctions véritablement politiques, puisque le rôle du prince est surtout de pratiquer la bienfaisance vis-à-vis des déshérités ».

Si l'on se demande maintenant quelle a été la source de ces affirmations, on la trouve presque invariablement dans l'Avesta des Sassanides et dans le régime religieux — politique qui existait en Iran immédiatement

(1) Histoire des sciences politiques, 1887 (p. 2).

(2) Traité général de l'Etat, 1929 (p. 74).

avant les invasions arabes. Même cet Avesta n'a donné à nos auteurs qu'un argument d'ordre négatif, puisque, étant le livre sacré d'une religion, il n'a, tout naturellement, pas parlé de la politique proprement dite. Ses divisions en classes, d'ailleurs, n'étaient qu'une idée théorique, laquelle, comme nous le verrons, s'est prouvée impraticable en Iran. Or, pour peu que l'on soit familiarisé avec l'histoire du mazdéisme et avec celle de tous les Etats iraniens, on ne doute pas que cet Avesta était nouveau parce que (1) mis à jour par le premier Sassanide; et ce régime politique était également sans précédent puisque, avant cette dynastie, nous venons de le voir, l'Etat de l'Iran n'avait point de religion rigoureusement officielle.

Il est vrai que, dans les inscriptions des Achéménides, on lit à plusieurs reprises :

« Ahur-Mazd (c'est-à-dire Dieu) m'assista dans...
« Ahur-Mazd m'aida à... »

Mais, de là seul, on ne peut pas conclure que, sous les Achéménides, la politique ne se séparait guère de la religion. Une telle conclusion ne serait possible que si cet Etat iranien antique s'était attaché, en fait, comme les Sassanides, à une religion rigoriste.

Or, nous avons vu plus haut qu'il en était tout autrement, puisque cet Etat avait un respect presque égal pour toutes les religions.

(1) Voir J. Darmesteter : *Zand Avesta*, Paris 1892 (vol. 3, intro. p. IV).

Quant à l'adoration des rois et du peuple pour Mazda, elle ne peut pas être considérée comme pouvant, à elle seule, faire sortir l'Etat de son rôle politique.

Le grand roi, d'autre part, était bien considéré, être favorisé ou même chargé par Dieu d'occuper le poste de souveraineté (1), mais cette souveraineté était, avant tout, d'ordre temporel et lui laissait toute liberté dans ses fonctions politiques (jusqu'à l'emploi dans son administration des personnes de religion toute différente; voir : L'Ancien Testament, Ezra, chap. 7).

En outre, si l'Etat achéménide était pour les Iraniens une institution intimement religieuse, ces derniers n'auraient pas consenti longtemps que leurs rois aillent en Babylonie, en Egypte ou en Jérusalem pour se constituer les protecteurs des autres religions.

Par contre, c'était seulement plusieurs siècles plus tard que les Sassanides avaient adopté un mazdéisme très exclusif et rigoriste. Et leur Etat se trouvant en rapport étroit avec les Romains, son système de vie fut considéré en Europe, bien à tort d'ailleurs, comme celui de l'Iran antique.

Nous verrons, aussi, que ce dernier système ne conviendra point à la nature iranienne et la poussera à des révolutions religieuses, dont l'acceptation de l'Islam avec enthousiasme n'en était qu'une.

Sur le mazdéisme iranien avant Alexandre, et mal-

(1) Cela apparaît encore de nos jours dans les gouvernements monarchiques, comme celui de l'Angleterre, sans être une négation, nullement, du culte d'Etat chez leur peuple.

gré ce que des auteurs comme H. Mills (1) en aient dit, les renseignements font totalement défaut. Mais en ce qui concerne notre problème, c'est-à-dire le culte d'Etat des Iraniens à ce moment-là, les faits historiques s'opposent entièrement à cette similitude de situation morale que certains philosophes politiques de l'Europe moderne ont trouvée entre l'Iran et l'Inde.

En effet, comment peut-on imaginer une nation comme celle de l'Iran, laquelle avait tant lutté pour sa liberté collective contre les Assyriens et autres, et qui avait même créé un Etat mondial sans précédent, et sans un but religieux, soit imbue, comme les Indiens (2), en général, d'idéalisme excessif, éloignant l'homme de toute idée ou sentiment véritablement politique.

On n'a jamais connu dans l'histoire un peuple aussi vivace que les Mèdes, les Perses et les Parthes, considérer la vie, à l'instar des Indiens, comme un mal dont il faille s'affranchir le plus vite possible.

La vérité est qu'une confusion profonde et périlleuse règne dans les sciences politiques. Cette confusion est celle qui existe, même aujourd'hui, chez beaucoup d'auteurs, entre le sentiment d'indépendance politique (Viz : le Culte d'Etat) et le désir pour les libertés individuelles. Elle prend sa source dans une déduction essentiellement logique et qui ne tient nullement compte de la vie réelle des peuples dans le passé.

(1) Zarathushtra, Philo, The Achaemenids and Israel, 1905-1906 (Les premières page).

(2) Cf. Paul Janet, p. 26.

Les Iraniens, il est vrai, n'ont jamais lutté beaucoup pour les libertés individuelles ou la démocratie.

Par contre, toute leur histoire est remplie d'une série interminable de réactions contre la domination de l'étranger sur eux. Ils ont sacrifié, pour ainsi dire, la liberté individuelle à la liberté collective.

(Ce sont plutôt les agressions étrangères qui les ont empêchés d'atteindre les droits de citoyen et d'être, aujourd'hui, aussi avancés dans la civilisation matérielle que l'Occident. Car, chaque fois qu'ils ont perdu leur indépendance politique, ils ont été moralement forcés de délaisser tout pour tâcher de renouveler leur Etat; c'est ce que nous constaterons tout au long de cet exposé.)

Est-ce à dire, comme on le pense généralement, que les anciens Grecs, contemporains des Perses, étaient tous imbus de la grande idée de citoyen ?

C'est encore un domaine dans lequel de graves erreurs historiques ont été commises :

A Athènes, il est vrai, cette idée démocratique était assez répandue grâce à l'intelligence extraordinaire d'un petit nombre de philosophes. Mais, dans le reste de la Grèce antique, c'est-à-dire chez les autres Hellènes, cette idée des droits du citoyen faisait complètement défaut. La preuve en est précisément la conduite de ces derniers après leur invasion en Asie, ainsi que nous le verrons plus loin.

Chez les Athéniens mêmes, malgré les leçons patriotiques que des philosophes leur donnaient,

le sentiment de l'indépendance politique était loin d'être aussi fort que chez les Iraniens.

Les Athéniens avaient peut-être un culte de liberté individuelle, mais ils ne possédaient pas au même degré que les Iraniens le culte d'Etat et de patrie.

Ceci nous est prouvé par le fait qu'Athènes, par Alexandre, comme la Macédoine, par les Romains, ainsi que Rome, par les Germains, disparurent successivement de l'horizon politique mondial, pour ne plus jamais se reconstituer, tandis que l'Iran recouvrera son indépendance complète, comme nous le verrons, après la conquête du jeune enthousiaste macédonien.

Donc, en dépit du défaut des documents écrits et en nous tenant uniquement aux faits, les témoins les plus sincères, nous voyons que les Iraniens, sous les Achéménides (ainsi qu'après eux, comme nous le constaterons par la suite), ne pouvaient que posséder un sentiment patriotique, fort et vicace, un culte d'Etat et d'indépendance politique indiscutable. (Avant même que les souvenirs glorieux de la paix achéménide soient intervenus dans leur histoire.) Pour soutenir cette affirmation, nous avons, en résumé, deux arguments :

1° En Iran, la notion de patrie n'était pas, comme chez les autres peuples de l'antiquité, intimement liée à l'idée religieuse; il n'y avait pas là des idoles attachées à chaque ville comme en Babylonie et dans beaucoup de cités hellènes; on ne luttait pas pour préserver les dieux nationaux comme on le faisait ailleurs et on ne blâmait pas le roi d'avoir protégé les autres religions, etc.; et,

pourtant, on luttait toujours jusqu'à la mort pour gagner ou regagner l'indépendance politique.

2° L'existence du culte d'Etat chez les Iraniens est précisément la conclusion logique de ces luttes et de ces faits de l'histoire.

**

Cependant, nous ne soutenons point, ici, l'existence dans l'ancien Iran d'une idée de patrie, nettement définie chez tous les esprits iraniens. Tout ce que nous voulons soutenir, c'est l'existence d'un sentiment de patrie indépendante.

Il en était de même, d'ailleurs, presque partout; c'est-à-dire : les peuples n'ont jamais été imbus que du sentiment de patrie (quand ils l'étaient), mais non de son idée exacte. Ce sont les philosophes et les savants qui se sont occupé de l'idée; et ce sont eux, également, qui ne peuvent même aujourd'hui s'entendre pour en donner une définition acceptable par la majorité d'entre eux.

L'idée véritablement nouvelle est pour les gouvernements modernes de savoir, à bon droit, se servir du sentiment patriotique des peuples en s'opposant à l'étranger.

Mais cette idée, il faut le dire, toute ingénieuse et utile qu'elle soit, ne se confond nullement avec le sentiment national lui-même. Ce dernier peut et a existé sans elle.

Il est donc faux de dire que le sentiment national est une chose nouvelle ou essentiellement européenne.

Avant de quitter ce troisième paragraphe de notre premier chapitre, voyons de quelle manière les Achéménides traitaient les personnes, les biens et les sentiments non-religieux des peuples qui tombaient sous leur gouvernement.

En effet, nous avons annoncé, au début de ce paragraphe, qu'une troisième différence, après la langue (et la race) et la religion, distinguait, dans l'antiquité, en général, les étrangers vainqueurs des rois nationaux. C'était le pillage et le massacre des populations conquises.

Or, nous croyons nécessaire de dire ici les différences qui existaient à ce sujet entre les Iraniens et les autres peuples de l'antiquité. Il faut connaître la nouveauté qu'apportait l'Iran, au point de vue humanitaire, pour se rendre compte de la raison de l'admiration que les moralistes et les esprits religieux ont sentie pour lui. Afin d'éviter de grossir inutilement ce travail, et étant donné que les écrits sur ce sujet sont très nombreux et leur contenu même bien connu, nous nous bornerons ici à introduire dans notre exposé certains passages choisis dans la grande œuvre appelée « Iran-é-Bastan » (1).

« Les historiens, anciens ou nouveaux, croient tous « que l'Etat de Cyrus était d'une grandeur sans précédent. Mais, réflexion faite, il devient clair que le « mérite de Cyrus le Grand ne lui vient point du simple « fait de ses conquêtes. Car, avant lui, l'Egypte, Baby-

(1) P. 475 et suiv. (Trad de l'auteur de cette thèse.)

« l'Inde et l'Assyrie, etc., avaient possédé de grands rois
« vainqueurs.

« L'Assyrie, pour un temps, régna sur toute l'Asie
« occidentale, ainsi que sur l'Egypte, bien que la gran-
« deur de sa puissance n'atteignît pas tout à fait celle
« de l'Etat achéménide. Or, la gloire de Cyrus le Grand
« vient de sa conduite qui constituait une nouveauté
« dans l'ancien Orient. Nouveauté qui consistait à rem-
« placer la politique impitoyable et destructive des rois
« de l'Orient, par une politique bienveillante et tolé-
« rante. »

Pour prouver que c'était bien une nouveauté, il n'y
a qu'à comparer cette conduite avec celle des Assyriens,
par exemple, qui régnaient avant eux, et puis avec celle
d'Alexandre le Grand et les Macédoniens qui sont venus
après.

On a trouvé une inscription d'Assurbanipal, le roi
assyrien, lequel, après sa conquête d'Elam, fit écrire
ceci : « C'est moi qui trainai la ville de Chouchan, celle
« de Madactou et toutes les autres vers l'Assyrie. C'est
« moi qui, pendant un mois et un jour, balayai l'armée
« de l'Elam dans toute sa largeur. C'est moi qui vidai
« ce pays même des troupeaux... qui le donnai en fief
« aux animaux sauvages... »

« Dans d'autres écrits, les rois de l'Assyrie se
vantent d'avoir arraché des milliers de langues de leurs
vaincus, d'avoir élevé des tas formidables de têtes
coupées et d'avoir détruit de fond en comble un certain
pays, tellement qu'on ne pouvait plus y entendre le chant
d'un oiseau, etc. Laisser vivant non seulement le peuple,

mais aussi son roi, comme le faisait Cyrus, était une chose vraiment extraordinaire, car la coutume voulait jusque là que lui et tous ses compagnons soient mis à mort. Les rois de l'Assyrie brûlaient les enfants des prisonniers de guerre, puis ils aveuglaient les parents de ces derniers de leurs propres mains, croyant accomplir ainsi une action pieuse à l'égard de leurs dieux. »

D'autre part, après les Achéménides, voici ce que nous lisons dans l'Iran-é-Bastan (pp. 1939-40) :

« Conformément aux historiens d'Alexandre le Grand, c'est-à-dire selon ceux dont un des buts était son apologie, c'était un homme beau, sans peur devant l'écoulement du sang des hommes, dans la démolition ou l'abattement des villes et le massacre de tous, femmes ou hommes, vieux ou jeunes, petits ou grands.

« Le destructeur systématique de beaucoup de villes, il avait mis en esclavage des milliers d'hommes (1), etc. »

Or, si nous comparons ces impitoyables sauvageries avec la conduite de Cyrus le Grand, décrites dans des documents historiques les plus acceptables jusqu'ici mentionnés, nous comprendrons alors pourquoi son but doit être considéré comme étant le progrès et la paix.

Citons de nouveau (Iran-é-Bastan, pp. 475-76) :

« Les rois et les princes vaincus par les Iraniens ne devaient pas mourir nécessairement..., bien plus, ils

(1) Pour vérifier ce portrait d'Alexandre, nous renvoyons à ses historiens cité dans le second volume d'*I.-é-B.*, ainsi on peut se rendre compte de la portée de son œuvre entièrement destructive des civilisations humaines.

devenaient parfois des gens de la Cour et les plus respectés du grand roi. (Comme Crésus et Tigrane.) Dans les villes conquises par les Perses, point de massacre parmi la population. Les choses religieusement sacrées des vaincus étaient conservées. Cyrus, dans ses édits et déclarations, parle d'elles avec respect. Tout ce qui était pris aux vaincus, Cyrus le leur faisait rendre. C'est ainsi que, selon l'Ancien Testament, il fit restituer 400 vases d'or et d'argent au peuple d'Israël. »

D'autre part, dans l'inscription appelée « Cylindre de Cyrus », trouvée à Babylone et mentionnée plus haut, ce dernier déclare :

« C'est sans guerre que je suis entré à Babylone, « et c'est avec la joie du peuple que je me suis assis sur « le trône. »

On comprend qu'une telle déclaration faite aux Babyloniens eux-mêmes ne pouvait pas être discutable. Cyrus, d'ailleurs, ne peut jamais être considéré comme menteur, puisque dire la vérité était la première règle de vie que les Achéménides professaient et exécutaient eux mêmes avec la plus grande ardeur et sévérité. (Voir inscriptions de Darius à Bissotoun : op. cit.)

Dans les annuaires de Babylone, d'autre part (Iran-é-Bastan, p. 394), on lit que Cyrus prit Babylone sans guerre. Même lorsque Balthazar, le fils du roi babylonien, succomba sur le champ de bataille, après son soulèvement, Cyrus ordonna à tous, Iraniens ou non, de participer à un deuil général pour honorer sa mémoire.

Or, il est évident que de pareilles actions ne pouvaient pas émaner de Cyrus en tant qu'une seule per-

sonne. Elles devaient prendre leur source dans la société à laquelle il appartenait. Nous avons vu que le traitement accordé aux religions des peuples soumis trouvait sa source et sa raison d'être dans la religion des Iraniens eux-mêmes, laquelle, nous le voyons, ne se mêlait pas à la politique. Il faut donc croire que ce traitement de tolérance en politique émanait également de *l'éducation et le culte d'Etat que Cyrus avait reçus dans la société iranienne*. C'est ainsi que la Cyropédie devient vraie dans son ensemble et dans ses lignes générales. Egale-ment, le patriotisme chez les Iraniens ne signifiait pas seulement un sentiment fort et vivace pour l'indépendance politique, mais aussi la présence d'un facteur psychologique humanitaire et civilisateur qui leur donnait, en quelque sorte, le droit d'établir, à ce moment-là, la paix achéménide au profit des autres nations, tout en recherchant leur propre sécurité.

Nous passons maintenant au quatrième paragraphe pour terminer ce chapitre.

§ 4. — *Qualités et défauts du premier grand Etat iranien en vue de la continuité de son existence, c'est-à-dire au point de vue de la paix.*

On sait que, vers 330 av. J.-C., l'avènement d'Alexandre causa la chute de l'Etat achéménide. On sait aussi que, vers 250 av. J.-C., un autre Etat iranien, celui des Parthes (1), allait englober de nouveau tous les Iraniens.

(1) Voir la fin de notre deuxième chapitre.

Ici, nous devons rechercher les raisons du succès d'Alexandre.

Etait-ce vraiment impossible de lui résister ou bien n'était-ce pas un défaut intrinsèque dans l'Etat de l'Iran lui-même qui contribua à sa chute après près de 250 ans de gouvernement mondial ?

Nous venons de voir que les Achéménides traitaient tous les gouvernés sous un angle d'égalité. Ils avaient comme principe le respect de la langue, de la religion et des autres affinités de toutes les nationalités à eux soumises. Il en résulte qu'ils n'avaient pas, non plus, épousé la cause d'une religion officielle et rigoriste.

Avaient-ils retenu sous leur gouvernement une nation possédant un culte d'indépendance politique ?

C'est une question très difficile à résoudre, étant donné surtout, comme nous l'avons dit, dans les paragraphes précédents, que le patriotisme des peuples anciens, en général, se confondait avec l'amour pour leurs dieux et les choses sacrées de leur religion. Des soulèvements qui se produisaient sous certains rois achéménides avaient pour cause le mécontentement envers un tel roi ou un tel gouverneur, plutôt qu'un sentiment séparatiste. C'est ainsi, par exemple, que les Egyptiens n'ont jamais contesté et ne contestent même pas aujourd'hui que Cyrus ou Darius le Grand figurent parmi leurs pharaons. Tandis que les soulèvements se produisaient là, lorsqu'un roi achéménide ne parvenait pas à empêcher les abus des gouverneurs. Quant aux Grecs et leur attitude morale, c'est aussi une question sur laquelle nous ne voulons rien dire ici, surtout parce que nous ne

croyons pas à ces récits légendaires et fallacieux tel que celui d'Hérodote sur cette question. Il y a cependant une chose certaine, c'est que la plupart des mercenaires de l'armée de l'Etat achéménide, selon les historiens grecs eux-mêmes, étaient composés d'Hellènes. C'étaient des Grecs eux-mêmes qui faisaient la guerre contre les Athéniens et pour le roi de l'Iran. Il y avait même un ancien chef, pour ne pas dire roi, athénien, appelé Démarate, qui, selon Hérodote, encouragea et participa à la guerre contre Athènes. (Quant aux sentiments si souvent prononcés d'Hérodote lui-même contre les Iraniens, il faut se rappeler d'abord qu'il vivait à peu près cent ans après la majeure partie des événements qu'il décrivait; de plus, il n'était pas Athénien, et avait des griefs personnels contre les Perses, puisqu'on écrit qu'il n'avait pas été bien traité par le gouverneur de sa ville natale.) Si nous voulons savoir les causes principales de la chute des Achéménides, nous ne pouvons que nous reporter aux récits historiques les plus probables. Or, de ce que nous lisons dans ces derniers, deux causes avaient surtout contribué à la catastrophe.

La première était que l'Etat achéménide, n'ayant pas une Constitution solide pour en faire une institution juridique et durable, était tombé vers sa fin dans la confusion qui, ensemble avec la jalousie entre les princes et les hommes influents qui aspiraient tous au pouvoir, affaiblissaient l'Etat par rapport aux agresseurs étrangers.

La deuxième raison principale se deduit naturellement de la première et est conforme aux faits; elle était

que le dernier roi achéménide manqua de mettre au profit de son Etat le culte de la patrie, c'est-à-dire le sentiment vivace et inné qui existait chez tous les Iraniens pour conserver leur indépendance politique.

Reprenons ces deux causes :

1° *La dissension à la Cour*

Il est reconnu que Cyrus le Grand, le fondateur de la dynastie achéménide, était un homme d'une sagesse extraordinaire. En effet, depuis son avènement jusqu'à sa mort, soit à l'intérieur, soit à l'extérieur de l'Iran proprement dit, il n'y a rien qui puisse lui être reproché. Ceci est si vrai que l'Ancien Testament l'appelle le berger de Dieu, et l'un des auteurs du siècle dernier, le comte de Gobineau (1), a pu écrire, non sans exagération, qu'il était un Christ. Il en résulte que, pendant son règne, aucune loi n'avait été nécessaire pour le limiter (2).

Le respect des règles coutumières chez les Mèdes et les Perses, même de la part de leurs grands Rois très puissants, était tellement rigoureux qu'il est devenu,

(1) Histoire des Perses d'après les manuscrits orientaux, 1869. Vol. I, p. 514.

(2) Eschyle, dans sa tragédie des « Perses » dit : « Cyrus, « mortel fortuné, répandit le repos sur tous ses sujets... Il fut « toujours aimé des dieux, parce qu'il était plein de raison. » (Tr. de Gobineau.)

depuis lors et à travers tant de siècles, un proverbe historique mondial (1).

Une de ces règles coutumières, qui limitait particulièrement les rois iraniens, voulait que ces derniers ne reviennent jamais sur leurs décisions. (Iran-é-Bastan, p. 1462.)

Nous ne doutons pas, non plus, que le droit de l'aîné des princes, à la couronne, soit exprimé par Cyrus le Grand lui-même, bien que, peut-être, pas exactement dans les formes indiquées dans la Cyropédie. En fait, ce fut Cambyse, l'aîné de ses fils légitimes, qui lui succéda.

Néanmoins, après Cyrus I^{er}, le principe disant : « le roi est la loi » avait déjà tellement pénétré les esprits qu'aucune autre règle ne pouvait le contrarier. A part cela, un autre facteur important, déjà signalé dans ce travail, contribuait à la permanence de cette règle; à savoir :

Chaque fois que la monarchie absolue aboutissait aux dissensions à la Cour et donnait lieu au désordre, il s'est toujours trouvé là des étrangers agresseurs pour attaquer l'Iran, en profitant de l'occasion, avant que le peuple parvint à établir des lois.

Dès lors, la première tâche qu'imposait à ce dernier son culte d'indépendance, c'était d'établir un nouvel Etat iranien. Ce qui se faisait tout naturellement, de nou-

(1) L'auteur l'a entendu de la part des Anglais assez ordinaires.

veau, par des souverains absolus, et ainsi « le roi est la loi vivante » reprenait sa force et restait en permanence.

Dès lors il n'y avait de droit à la couronne pour l'aîné des princes qu'en tant que le roi ne s'y opposait pas. De là, deux sources de faiblesse dans l'Etat :

a) La première faisait que l'Etat n'était fort et stable que sous les rois de caractère ferme, intelligent et autoritaire;

b) La deuxième, c'est-à-dire le manque véritable du droit d'aînesse, faisait qu'à la mort de chaque roi, ainsi que souvent pendant la vie *du roi suivant*, des dissensions se produisaient à la Cour et dans l'armée, où chaque groupe des grands soutenait le droit d'un des princes à la couronne et ainsi ils se partageaient et devenaient des ennemis les uns pour les autres (1).

Si, malgré l'existence de ces facteurs de divisions dans la Cour, le roi, qui était finalement placé sur le trône, était suffisamment l'homme de circonstance pour faire rentrer l'autorité dans l'unité bien dirigée, le danger extérieur pouvait disparaître. Non pas dans le cas contraire. C'est, en effet, un fait historiquement vrai que, dans un gouvernement de monarchie absolue, il faut que le monarque soit ferme, de bonne volonté, mais

(1) Pour se rendre compte de ces dissensions à la cour des derniers Achéménides, voyez : Justin. Livre X. Traduction anglaise par *G. Turnbull* : *The history of the world*, p. 93-95; mais, surtout, voir (dans le même sens) : I-ĉ-B., p. 957-64, 992, 995-1037, 1448-49. (On y trouvera cité ou traduit : Diodore de Sicile, Ctésias et Dinon, Plutarque, Xénophon, etc.

autoritaire. Autrement, rien ne peut aller en politique; et, à ce point de vue, les Iraniens n'ont pas été une exception à la règle générale. Il y eut cette différence cependant, ainsi que nous l'avons mentionné plus haut, qu'en Iran le roi était absolu, non seulement parce qu'on ne pouvait pas l'obliger d'obéir à une loi quelconque, mais aussi et surtout parce que le peuple lui-même, ayant de chacun de ses rois la même conception que de Cyrus le Grand, en général, ne cherchait point à le limiter. C'était la façon dont les Iraniens ont toujours exprimé leur esprit civique.

Dès lors, le peuple de l'Iran ne pensait jamais à la démocratie ou à tout autre institution limitative de pouvoirs du roi. Si un roi était injuste, ou sans autorité suffisante, le peuple se montrait patient et ne faisait qu'attendre l'avènement d'un meilleur prince, et si certains participaient parfois aux soulèvements des grands du royaume, ce n'était jamais un soulèvement général. Les participants à un tel soulèvement contre un roi légitime et iranien avaient toujours des raisons personnelles ou d'ordre religieux, comme nous le verrons sous les Sassanides. Toute l'histoire de l'Iran relative à la royauté n'est qu'une série de répétitions de faits similaires et, toujours, pour cette raison psychologique que le peuple a une conception très haute de son roi tant que ce dernier sait s'opposer aux étrangers et déjouer leurs agressions envers l'indépendance iranienne. Le facteur psychologique essentiel était donc le culte d'Etat.

Ceci est si vrai que la seule Révolution, tant soit peu

véritable, qu'on puisse trouver en Iran, de la part du peuple (nous ne parlons pas des soulèvements des ambitieux et grands) contre le roi iranien (nous ne voulons pas parler des révolutions contre les khalifes ou les autres gouverneurs non-iraniens), est celle de 1906-1909. Et celle-ci, nous le verrons, n'eut pour cause véritable que l'incapacité prouvée des rois kajars, à s'opposer à la politique impérialiste de certains Etats européens en Iran. Ce que le peuple demandait n'était pas tant la démocratie et le suffrage universel que des mesures nécessaires pour mettre un terme aux agressions des étrangers. Il nous semble que cela était sinon la seule, du moins la plus grande tâche d'un roi iranien, étant donné la psychologie de notre population.

C'est ainsi que le nationalisme change de caractère et de sens selon les peuples. Certains peuples sont nationalistes dans ce sens qu'ils veulent à la fois des libertés individuelles et la liberté nationale et collective. D'autres, au contraire, se concentrent sur cette dernière et sacrifient les premières.

Nous nous excusons de cette apparente digression, mais il était nécessaire d'indiquer, dès maintenant, pourquoi, en Iran, tant de fois et pendant tant de siècles, les rois ont si souvent été changés, placés et remplacés, tandis que le principe voulant que le roi soit la loi est resté le même. Il n'est pas écrit, mais il est dans l'air, et son application convenable a toujours été nécessaire pour la bonne marche des choses, indépendamment des formalités superficielles. Néanmoins, l'on comprend qu'avec les dissensions à la Cour d'un tel roi, ils ren-

daient l'Etat nécessairement sans force vis-à-vis des étrangers agresseurs. Les historiens ci-dessus indiqués disent très bien par suite de quelles circonstances malheureuses le dernier roi achéménide fut placé sur le trône. (Voir Iran-é-Bastan, p. 1188 et suiv.)

On voit chez ces auteurs que cette jalousie entre les princes avait tellement réduit leur nombre, qu'on fut forcé d'élever sur le trône de l'Iran celui que Dinon, selon Justin (livre X, chap. 3), a appelé « Darius Codoman », lequel, conformément à l'avis de tout le monde, n'était point l'homme qu'il fallait choisir, même dans les circonstances ordinaires. C'était lui, pourtant, à qui allait incomber la tâche de défendre l'Iran contre Alexandre le Grand.

Ce dernier, dans son discours au sujet de son attaque (1), dit aux Macédoniens :

« Est-il juste pour nous d'attendre jusqu'à ce que le
« pouvoir de Darius (III) prenne des bases solides ? La
« célérité a mille avantages ; si nous ne l'employons pas,
« nos délais profiteront à l'ennemi... »

Il est donc tout à fait certain que le succès d'Alexandre sur l'Iran était le fruit du profit que ce dernier tira d'un moment de faiblesse dans l'Etat achéménide. Par contre, s'il avait attendu quelque peu, comme il le prévoyait lui-même dans le discours que nous venons de mentionner, il aurait été, peut-être, trop tard pour qu'il puisse réussir dans son acte d'agression.

(1) Voir l'I-é-B., p. 1241.

Quant au but d'Alexandre, dans cette guerre de conquête, on n'a encore qu'à se reporter au même discours pour se convaincre qu'il s'agissait uniquement d'attaquer une civilisation plus développée, pour voler et piller ses richesses matérielles. C'est ainsi qu'il dit (I.-é-B., p. 1241.)

« Convient-il que nous tenions dans l'oisiveté notre
« brave armée, alors que nous pourrions la transporter
« en Asie et acquérir les biens de ses riches contrées, et
« recueillir la succession des Perses ? » (« Après les
avoir massacrés » est sous-entendu dans cette phrase.)

On pourrait nous objecter qu'Alexandre lui-même n'était parvenu au pouvoir qu'en 335 av. J.-C., et, par conséquent, n'était pas mieux préparé. Mais nous rappellerons, en réponse, que les préparatifs de la Macédoine pour cette guerre de conquête avaient commencé sous Philippe, le père d'Alexandre, au moins en 338 av. J.-C.

En effet, à cette dernière date, Philippe sortait victorieux d'une guerre contre Athènes et s'imposait aux Athéniens à titre de généralissime (1).

Puis il déclarait son intention d'attaquer l'Iran au nom de tous les Hellènes.

En 336, ces préparatifs étaient terminés.

C'est alors, mais alors seulement, que Philippe fut assassiné, et Alexandre prit sa place. Ce dernier était d'ailleurs le fils unique, destiné et éduqué dès sa naissance à remplacer son père.

(1) I.-é-B., p. 1205 et suiv. (Diodore de Sicile. Liv. XVI, etc.)

En outre, les Macédoniens étaient des parvenus et à l'apogée de leur force. Il n'y a donc plus de comparaison possible entre un gouvernement ainsi renforcé, systématiquement unifié et centralisé comme celui d'Alexandre et cette situation délabrée dans laquelle se trouvait l'Etat de l'Iran.

Là, en effet, après des diverses vicissitudes, Darius Codoman (un prince longtemps inconsideré, un ancien facteur des postes, selon certains auteurs (voir Iran-é-Bastan, pp. 1188-89), avait été placé sur le trône grâce aux intrigues intéressées d'un courtisan.

Et si l'Etat de l'Iran était délabré, et s'il y avait tant de dissensions à la Cour, la cause originelle et principale n'était pas le défaut du culte d'Etat chez le peuple, mais le manque d'une Constitution écrite ou traditionnelle qui aurait pu assurer la vie normale de l'Etat en cas de crise à la Cour et dans la famille royale. (Nous avons déjà dit pourquoi.)

Il n'en est pas moins vrai, cependant, qu'Alexandre le Grand profita d'un moment de faiblesse de l'Etat iranien.

2° *L'Etat de l'Iran fit-il appel au patriotisme des Iraniens pour se défendre contre l'agression d'Alexandre ?*

Que les moyens techniques de guerre employés contre Alexandre fussent des plus défectueux, et les erreurs commises par Darius Codoman très nombreuses, il n'y a aucun doute; mais nous ne pouvons pas discuter cette question ici, c'est-à-dire dans une thèse écrite pour la paix. Ceux que le sujet intéresse peuvent se reporter

au volume II de l'Iran-é-Bastan (surtout, pages 1446 et suiv.). Ce que nous voulons mettre en lumière, ici, est une inégalité de tout autre nature. On sait qu'Alexandre fit la guerre avec des hommes qu'il avait su s'attirer en excitant leurs sentiments les plus vifs. Les Macédoniens se rangèrent tous derrière lui parce qu'il avait su les enflammer par des discours chaleureux, en faisant appel à tout ce qui pouvait les toucher au cœur, ainsi que par sa jeunesse, son enthousiasme et son caractère miraculeux. Les Athéniens, et beaucoup d'autres Grecs, faisaient la guerre pour lui parce qu'il avait renouvelé en eux l'idée de revanche sur leurs vieux ennemis, les Perses. De plus, lui, comme son père, s'était fait nommer généralissime de tous les Hellènes, et il avait ainsi professé une idée tout à fait nouvelle qui agrandissait son pouvoir.

L'idée d'unité de tous les Hellènes était, en effet, nouvelle, au moins dans son expression officielle. Jusque là, et même après, les cités grecques étaient souvent ennemies les unes des autres. D'ailleurs, l'idée d'attaquer l'Iran, le seul Etat véritable d'alors, avait pu accentuer la jalousie chez tous.

De toutes façons nous voyons que l'armée d'Alexandre peut très bien s'appeler une « nation-armée » au sens moderne. Mais si, d'autre part, nous voulons voir de quoi était composée l'armée de l'Etat de l'Iran, nous n'avons qu'à nous reporter à l'histoire.

En se basant principalement sur Diodore (liv. XVII), l'excellent auteur de l'Iran-é-Bastan (p. 1242) a pu conclure ainsi :

« A la nouvelle de la mort de Philippe, Darius Codoman se tranquillisa au sujet des troubles causés par lui en Grèce. Plus tard, quand il se vit forcé de prendre le jeune Alexandre au sérieux, il envoya des hommes pour engager des mercenaires en Grèce. Cinquante mille Grecs furent ainsi engagés. »

Dans les mêmes références, on trouvera que même les généraux nommés pour cette guerre par le grand roi étaient pour la plupart des Grecs, tels que Memnon le Rhodien, par exemple.

C'est dire que le grand roi n'attachait pas l'importance qu'il fallait à cette entreprise et n'avait voulu défendre son Etat que par des soldats qui faisaient la guerre seulement pour l'argent et non pas pour un sentiment de patriotisme, moins encore par un sentiment fort et vivace pour l'indépendance politique.

Inutile d'ajouter que, dans ces conditions, aucun effort ne se fit pour réunir les Iraniens sous le drapeau sentimental du patriotisme. Le grand roi se basait sur son argent et voulait se dispenser de la contribution pourtant indispensable de la nation iranienne. C'est ainsi que, dans la plupart des provinces, le peuple ne savait même pas, ou du moins pas exactement, ce qui se passait entre son roi et Alexandre le Grand. (L'inexistence de journaux quotidiens est évidente.)

Bref, en face d'une nation armée ayant à sa tête un géant formidable tel que le fils de Philippe le Macédonien, se trouvait une armée mercenaire composée en grande partie d'hommes qui étaient de la même nationalité qu'Alexandre lui-même.

Les Iraniens, d'autre part, avaient fait confiance à leur roi pour la préservation de leur indépendance politique, mais ce dernier ne sut profiter ni de leur patriotisme, ni de leur culte d'indépendance pour les équiper et les mettre en marche, jusqu'au moment où l'ennemi réussit à pénétrer dans les lieux nationaux les plus sacrés. Dans ces conditions, la défaite du roi ne doit étonner personne. Mais ce n'était pas la défaite de la nation, car cette dernière n'avait pas été appelée à se défendre. C'est maintenant, c'est-à-dire après la défaite malheureuse de son roi, que la nation iranienne va montrer son culte de l'indépendance politique. Seulement, que peut faire une nation déjà envahie, pillée, massacrée et complètement désarmée ?

Elle ne peut qu'attendre un moment plus favorable pour réagir et regagner son indépendance perdue.

Mais si, finalement, elle la regagna, c'est la meilleure preuve de l'existence d'un sentiment fort et vivace chez elle pour cette indépendance. C'est ce que nous allons voir dans un deuxième chapitre.

CHAPITRE II

PREMIERE PREUVE DE L'EXISTENCE D'UN CULTES D'ETAT CHEZ LA NATION IRANIENNE

OU

COMMENT L'IRAN ANNIHILA LA CONQUETE DES MACEDONIENS ?

Nous avons vu que l'Etat iranien des Achéménides disparut sous l'agression d'Alexandre, surtout parce que son Etat central avait manqué d'avertir et de diriger à temps la nation contre l'agresseur. Maintenant, nous allons voir que, lorsqu'un peuple a pris l'habitude de se voir gouverné par son propre Etat, lorsque, surtout, il a déjà eu un passé remarquable et des souvenirs glorieux, il est impossible de le maintenir éternellement dans la sujétion. Quelle que soit la force ou la politique de l'Etat ou du monarque agresseur, le peuple en question, tôt ou tard, trouvera son indépendance, uniquement parce qu'il ne se croit pas heureux sans elle. Qu'il est inutile de le subjuguier par la force, à moins qu'on n'ait l'intention seulement de le piller et de massacrer la population, puis, de repartir.

Nous avons vu que l'indépendance des Iraniens

remontait en vérité au delà du ^{vi}^e siècle av. J.-C., car même avant, et depuis des dates très lointaines que l'on n'a pas pu encore déterminer, ce peuple vivait en état d'indépendance, quoique féodale. Il était partagé entre des groupes d'anciennes tribus plus ou moins séparées les unes des autres, telles que celles des Perses, des Mèdes et des Parthes; mais, en somme, ils ne formaient tous qu'une seule nation, une seule civilisation. Car il est évident que si un pareil culte ou instinct (si on le veut) n'existait pas déjà chez eux, il n'y aurait eu aucune raison pour qu'ils se révoltassent après avoir été soumis tant de fois par les rois assyriens.

Maintenant, près de 250 ans s'étaient passés depuis le temps où l'Etat de Cyrus s'était formé, et pendant tout ce temps, non seulement cette nation n'avait pas à supporter des agressions étrangères, mais, au contraire, elle s'était vue des rois glorieux qui avaient établi la paix achéménide dans l'Orient de leur temps. Il en résulte, à plus forte raison, qu'elle n'était pas apte du tout à demeurer sous la soumission étrangère et, qu'un jour ou l'autre, réveillée du sommeil que lui avait causé un tel malheur, elle ne resterait pas en repos avant d'avoir retrouvé son indépendance.

Pour prévenir cela, Alexandre le Grand, qui était un homme intelligent, après sa razzia dans l'Inde, prit certaines mesures.

Remarquons-le. Même avant son départ pour l'Inde, Alexandre le Grand se prétendit le grand roi de Perse et le successeur immédiat des Achéménides; il y eut même des théories généalogiques qui rattachaient sa mère

directement à un des rois iraniens. Par contre, il n'avait point une bonne opinion des Grecs en général, et, en ce qui concerne les Macédoniens, il ne les considérait que comme des pauvres gens dont son père Philippe et lui les avaient, par leur mérite personnel seulement, libérés de la misère et de leur basse condition. C'est ce qui ressort clairement de ses discours entièrement relatés par ses historiens, tel Arrien (liv. VII), par exemple (1).

Au contraire, il attachait beaucoup de valeur aux Iraniens et se trouvait très heureux d'être leur roi, le successeur de Cyrus.

Mais c'est surtout après son retour de l'Inde qu'il se montra vraiment favorable à l'égard des Iraniens. Était-ce par une politique sage et réfléchie ou non ? C'est ce que nous allons voir.

Arrivé à Persépolis (ancien centre gouvernemental), il édicta la peine de mort contre le gouverneur non-iranien qu'il avait lui-même indiqué pour cette province, sous prétexte que ce dernier ne s'était pas conduit conformément à la justice. Il est plus vraisemblable qu'Alexandre agit ainsi pour se rendre populaire auprès des Perses et, ainsi, leur faire oublier, autant qu'il était possible, ses premiers crimes.

Puis, on nous raconte qu'il alla restaurer le tombeau de Cyrus le Grand que les Grecs avaient pillé et saccagé.

Mieux encore, il va organiser une cérémonie gran-

(1) Voir : Expédition d'Alexandre. Panthéon littéraire (Choix des historiens grecs), 1837, p. 462 et suiv.

diose, des mariages historiques sans exemple, afin de se marier lui-même, pour la première fois, légitimement, avec une princesse iranienne dont il se baissera pour embrasser la main publiquement. Ses grands et maréchaux étaient invités à se marier, pendant la même cérémonie, avec d'autres jeunes filles de la noblesse iranienne (1). C'est dire que, pour eux et pour Alexandre lui-même, ces alliances étaient considérées comme un très grand honneur.

Les Macédoniens se sentirent alors très jaloux des Iraniens et ils ne le cachaient pas. Voici ce qu'en raconte Arrien (2) :

« Alexandre, disent-ils, ne cherche que les moyens
« de se passer de ses vieux soldats. Quelle honte ! Il a
« revêtu la robe longue et traînante des Mèdes ; ses noces
« mêmes, auxquelles nous avons participé avec éclat,
« ont été célébrées à la manière des Perses ; il se plaît à
« entendre le langage... Alexandre embrasse les mœurs
« des barbares (!) ; il a oublié, il méprise les institutions
« des Macédoniens. »

Devons-nous en conclure qu'Alexandre le Grand croyait, comme Cyrus, au respect de toutes les nationalités à lui soumises ?

Point du tout.

Le meilleur moyen, pour s'en convaincre, est de se reporter à ses propres paroles dans un discours qu'il

(1) Voir : Arrien. op. cit. (par exemple).

(2) Panthéon littéraire (op. cit.), page : 464.

tint après les cérémonies ci-dessus mentionnées. (Arrien. Liv. VII, chap. 3.) Là (1), on voit Alexandre louer son père, presque se diviniser soi-même, et se vanter d'avoir rendu beaucoup de peuples esclaves des Macédoniens, d'avoir enrichi ces derniers, en pillant les nations vaincues, etc. Ce ne sont vraiment pas des mots qui puissent se comparer avec ceux de Cyrus le Grand, pas même avec les inscriptions de Darius le Grand. Comment faut-il comprendre alors le traitement meilleur qu'il accorda aux Iraniens, et le respect qu'il témoigna, après coup, à leur égard ?

Cela s'explique, à notre avis, uniquement par ce fait qu'Alexandre était un jeune homme dont la plus grande ambition, c'est-à-dire la couronne du grand roi mondial achéménide, étant réalisée, ne pouvait pas manquer de respecter lui-même ce à quoi il avait tant aspiré.

A part cela, on cherchera en vain chez lui une politique qui puisse aboutir à calmer les susceptibilités des nations vaincues. Néanmoins, pour cela même qu'il en avait fait de l'Iran une exception (quelle que fut sa raison); pour cette raison même qu'il se vantait d'être le roi des Iraniens; par cela même, enfin, qu'il avait adopté les manières et les méthodes administratives de l'Iran, Alexandre le Grand parvint à se faire aimer, toutes proportions gardées, par le peuple iranien. C'est ainsi qu'on l'a considéré chez nous, pendant longtemps, comme un conquérant, sinon de l'Iran, du moins iranisé.

(1) Pan. lit. (op. cit.) page : 465.

Mais on sait qu'Alexandre mourut très jeune et en plein succès. Or, c'est cette circonstance qui l'a surtout favorisé en attirant vers lui tant de bon renom et d'affection (mal placée) de la part de tous les peuples.

C'est, selon nous, un devoir pour tous ceux qui font des recherches sur le problème de la paix de présenter une image exacte des conquérants, afin d'empêcher les peuples d'admirer sans raison les pures agressions injustes et non provoquées qui ont fait tour à tour rompre la paix du monde et ont interrompu, voire même reculé, le progrès de la civilisation.

C'est pour cette raison que nous avons fait une comparaison entre Cyrus I^{er} et Alexandre dans notre premier chapitre. Alexandre le Grand désorganisa lui-même le monde, brisa la paix et fit reculer de plusieurs siècles la civilisation; mais ce sont aussi les guerres innombrables et l'anarchie, qui commencèrent à se produire par sa faute, immédiatement après sa mort, qui nous font la plus grande horreur.

En effet, dès que la vie d'Alexandre s'éteignit, le monde entier d'alors se vit plongé dans un marais de troubles et de luttes anarchiques incroyables. Le manque d'un fils légitime capable de porter la couronne du conquérant, l'existence de nombreux grands de son armée, tels que : Perdicas, Néarque, Méléagre, Pithon, Cratère, Antipater, etc., le conflit d'intérêt entre plusieurs de ses propres parents, aspirant au trône, tels qu'Arridée, Olympias, Cléopâtre, etc., tout cela fit que les combats d'anarchie commencèrent, alors que le corps d'Alexandre était encore presque chaud. (Iran-é-Bastan,

p. 1954), (Diodore de Sicile, Liv. XVIII) (1), (Justin, Liv. XIII, chap. IV, pp. 131-32) (2).

Bref, après de longs débats de parole et de combats d'armes, un arrangement boiteux d'un Etat non-viable vit le jour : Arridée, frère non-légitime, mais majeur d'Alexandre, devint le roi provisoire, bien qu'il fût considéré comme propre à rien. Perdicas devint son régent et le chef pratique, en même temps qu'on attendait la naissance d'un fils de Roxane, la princesse irannienne qu'Alexandre se flattait d'avoir épousée légitimement.

On sent déjà qu'un tel Etat ne pouvait pas vivre, même s'il avait respecté toutes les nationalités soumises en les traitant et les considérant sous un angle d'égalité.

Mais il y avait plus, car les Macédoniens, tout en étant en lutte les uns contre les autres, s'attribuèrent à eux-mêmes un droit de supériorité absolu par rapport à tous les autres, même aux autres Grecs et aux Athéniens. Rien ne prouve mieux, remarquons-le en passant, l'inexistence d'un culte d'unité et d'indépendance politique, sous un seul Etat, chez tous les Hellènes de ce temps-là.

Il n'est donc pas surprenant de constater les révoltes et les guerres très nombreuses qui suivirent ce premier arrangement.

Tout d'abord, il faut noter qu'on ne put empêcher

(1) Tr. par l'abbé Terrasson; tome 5. Page 306 et suiv.

(2) Tr. par G. Turnbull (op. cit.), page 129 et suivantes.

certaines provinces de l'Iran de conserver leur autonomie et de rester gouvernées par les Iraniens. C'est ainsi qu'Athropatès (ou Atropatès) conserva le gouvernement de la petite Médie ou l'Azarbaïdjan (Iran-é-Bastan, pp. 1967 et suiv.), (Diodore de Sicile, liv. XVIII) (1), et Oxyartès (Iranien et le père de Roxane) devint le gouverneur d'une autre province (Diodore de Sicile, liv. XVIII) (2).

Et, d'ailleurs, comme le dit Justin (3), les gouverneurs sortant de ce partage devinrent comme de véritables rois indépendants par la suite. Cette opinion se confirme par les événements qui suivent (mêmes références) :

a) La première révolte qui donna lieu à une guerre se produisit en Bactriane;

b) La deuxième, la révolte de la Grèce elle-même, qui aboutit à une guerre terrible entre les Athéniens et les Macédoniens;

c) La guerre de Perdikkas contre l'Iranien Ariaratès, qui ne s'était même pas soumis à Alexandre le Grand;

d) La guerre contre les Larandéens et les Isauriens, lesquels avaient tué Balacrus, le fils de **Nicanor**,

(1) A. Terrasson (op. cit). T. 5, page 310.

(2) *Ibid.*, p. 309.

(3) Tr. Turnbull (op. cit.), page 133 : Though this division « of the empire, at last, proved a fatal present as it were from « destiny, to all, yet it afforded means to many of them, of « making great advances. »

qu'Alexandre le Grand avait nommé comme leur gouverneur;

e) La guerre pour la conquête de Cyrène;

f) La guerre d'Eumène de Cardia contre Cratère et Antipater;

g) Finalement, la guerre de Perdiccas contre Ptolémée, dans laquelle le premier fut tué après sa défaite en Egypte (321 av. J.-C.).

Sur ce fait, le premier Etat boiteux prit fin, mais chacune de ces guerres contre ces peuples soi-disant assujettis et cessionnaires coûta des milliers d'âmes et de richesses et porta un coup cruel à la civilisation.

Les historiens, ci-dessus indiqués, parlent chaque fois de dizaines de milliers d'hommes tués, de plusieurs villes détruites et dépeuplées. Ce ne sont que quelques-unes des conséquences des merveilles qu'accomplit le grand conquérant macédonien en détruisant la paix achéménide.

Après la mort de Perdiccas, Antipater occupa le poste de gérance, et une nouvelle distribution de terres eut lieu, alors que le même super-Etat macédonien continuait, en principe, bien qu'infirme. Presque en même temps commençait la guerre entre Eumène et Antigone. A peine ce dernier sortait-il de cette guerre qu'une autre se déclenchait entre lui et Alcétas. Puis, mourut Antipater (319-18 av. J.-C.) et Poysperchon prenait sa place de régent. Mais les querelles et guerres continuaient. Antigone était pratiquement un redoutable insurgé qui devenait de plus en plus le maître absolu en proche-Asie.

Ptolémée, qui avait défait et tué l'ancien régent, ne se soumettait naturellement pas à son successeur. Bien plus, ses activités dépassèrent bientôt l'Afrique et il envoya son armée en Europe orientale. C'est ainsi qu'il arriva à annexer la Macédoine à l'Égypte.

Cassandre, déchu du gouvernement de la Macédoine, résolut de s'y rétablir. Il était le fils de l'ancien gouverneur : Antipater.

Polysperchon, le régent, ne voulant rien entreprendre sans conseil, fit assembler les officiers de son armée et les principaux d'entre les Macédoniens. Dans cette assemblée, on décida (1) d'exiler ceux qui avaient gouverné sous Antipater sur les cités grecques, ainsi que leurs héritiers, de peur qu'ils ne fussent en état d'envoyer des secours à Cassandre. Cette décision de l'État, successeur d'Alexandre, était une partie de la politique nouvelle qu'il adoptait à l'égard des cités grecques et que les circonstances, relatées par Diodore de Sicile, avaient nécessité.

Il s'agissait, nous dit cet auteur (p. 415), de « rendre la liberté aux villes de la Grèce et y détruire l'oligarchie ci-devant établie par Antipater. Que c'était là le plus sûr moyen d'abaisser Cassandre et de s'attirer à eux-mêmes la faveur et le secours des villes grecques ».

Or, remarquons, comme le fait justement l'excellent auteur de l'Iran-é-Bastan (p. 2000) : les successeurs d'Alexandre étaient donc opposés à la démocratie, du moins tant que les circonstances ne les y forçaient pas.

(1) Diodore de Sicile. Tr. A. Terrasson. T. 5, p. 419.

Par conséquent, soutenir que les Grecs envahirent l'Iran pour libérer les Hellènes de la tyrannie perse est assurément un tort. Cette assertion est sans fondement, surtout si on se rappelle que l'Etat achéménide considérait toutes les nationalités sous un angle d'égalité et s'occupait du bien-être des unes autant que de celui des autres; alors que les Macédoniens étaient pleins de fierté, n'avaient que du dédain pour les autres et se croyaient des êtres supérieurs-nés.

Ce qui était en soi-même une idée despotique et ne pouvait pas manquer d'être la source de toutes ces guerres. Il est vrai qu'en tête des révoltes des peuples se trouvaient généralement des Hellènes, ambitieux comme Ptolémée. Mais, en réalité, ce qui les favorisait, c'était le milieu mécontent lui-même. Ces gens-là, de nationalités différentes, désarmés et sans force après leur défaite, se trouvaient heureux de suivre toute voix assez forte qui les invitait à s'insurger contre l'Etat central, successeur d'Alexandre. C'est la même raison qui fera, dix siècles plus tard, que les Iraniens de Khorassan se révolteront contre l'Etat Omayyid de l'Islam en suivant une nouvelle voix également arabe, mais dissidente. Nous aurons à développer ce point psychologique, mais essentiel, plus tard. Notons ici, seulement, que les Macédoniens, n'ayant d'autre raison de supériorité que les ravages des conquêtes d'Alexandre, voulaient être les tyrans du monde; alors que, de toutes parts, les forces opposées, peu importe la nationalité des révoltés, se dirigeaient directement et incessamment contre leur Etat central.

D'autres guerres se firent et la nationalité des révoltés et des aspirants au pouvoir n'est pas toujours facile à connaître. Ainsi, Python, qui gouverna la grande Médie, selon Diodore, est considéré comme un Parthe, c'est-à-dire un Iranien, par certains, tandis que cette opinion est contestée par d'autres.

**

Un des grands Macédoniens était Séleucus. Ce dernier était réputé pour sa bravoure, et Alexandre le Grand, l'ayant remarqué, lui avait confié le commandement des Hypaspistes, c'est-à-dire les soldats de l'infanterie de rang moyen. Dans la cérémonie des mariages, organisée par Alexandre le Grand, Apama, la fille du général iranien Spitamène, fut mariée à Séleucus. C'est de cette mère que descendaient les rois séleucides qui régnèrent en Asie pendant quelque temps. Séleucus était de ceux qui incitèrent les officiers hétaires contre Perdicas en Egypte. Mais il s'efforça, par la suite, avec Antigone, de calmer l'infanterie et l'empêcher de tuer Antipater. En récompense de ce service, il reçut le gouvernement de Babylone, dans le deuxième partage que nous avons mentionné plus haut. Mais comme cette distribution des postes était en réalité un partage de l'Etat d'Alexandre, il devint le maître absolu de la Babylonie.

Pendant ce temps, Antigone, le plus redoutable des aspirants à la véritable situation de successeur d'Alexandre le Grand, malgré une première défaite, refit ses forces, sortit victorieux d'une guerre contre Eumène,

occupa beaucoup de régions d'Asie et ainsi menaça l'autonomie des autres seigneurs de cette féodalité anarchique, tel que Séleucus, par exemple (317-16-15 av. J.-C.) (1). Ptolémée, de son côté, était devenu le maître absolu de l'Egypte. Cassandre, en Macédoine, avait fait condamner à mort Olympias et cherchait la couronne alors que Roxane (Roxana, selon les inscriptions iraniennes) et son fils, Alexandre le Jeune, étaient emprisonnés à Amphipolis.

Bref, l'Etat nominal d'Alexandre approchait de sa fin, tout naturellement.

Antigone voulut faire accepter sa suzeraineté à Séleucus, son ancien ami et hôte. Ce dernier s'y refusa, mais, se croyant trop faible, s'échappa de Babylone pour aller en Egypte et demander l'aide de Ptolémée en l'épouvantant du pouvoir qu'Antigone allait se créer dans le monde (315 av. J.-C.). Cassandre et Lysimaque furent également prévenus et finalement une alliance contre Antigone se créa entre tous et une guerre longue et sanglante commença et dura jusqu'en 301, av. J.-C. (Diodore de Sicile, liv. XIX) (2). (Bien qu'un traité de paix non praticable fut signé en 311.)

C'était peut-être le meilleur fruit des conquêtes merveilleuses d'Alexandre; en attendant une meilleure paix, Cassandre et d'autres massacraient la famille d'Alexandre en mettant à mort successivement Alexandre le Jeune, Roxane, Héracle et Cléopâtre.

(1) Voir *Iran-é-Bastan*, p. 2000-2028 et suivantes.

(2) Tr. par A. Terrasson (op. cit.), tome 6.

Séleucus était rentré en Asie et, après avoir obtenu des succès en Médie, s'efforça de se maintenir en Iran où il était en quelque sorte appuyé par le sentiment populaire à cause de la nationalité iranienne de la mère de ses enfants légitimes, d'abord, puis, et surtout, à cause de ses tendances plus sages, plus pacifiques et de son tempérament plus régulier (voir Iran-é-Bastan, pp. 2046 et 2063).

En même temps, l'alliance contre Antigone se renouvelait et ce dernier fut finalement vaincu. Il mourut en 301 av. J.-C.

Après cela, plus aucune mention de l'existence de l'Etat d'Alexandre le Grand. Tant de guerres, tant de massacres, tant de pertes pour l'humanité et la civilisation à cause d'un Etat qui ne devait même pas durer trente ans. C'est cela qu'il faut rappeler à ces fins lettrées de l'Europe qui, encore aujourd'hui, prétendent baser la civilisation du monde sur le succès d'Alexandre en Asie contre les Achéménides. Nous ne disons pas que les Achéménides ne firent pas de guerres, mais leurs guerres étaient pour mettre un terme à l'anarchie et au chaos qui régnait dans le monde avant eux. Et la grande différence, c'est qu'ils avaient réussi à le faire, tandis qu'Alexandre ne fit que ramener de nouveau cette anarchie. Les Achéménides ne faisaient d'ailleurs pas disparaître la civilisation des vaincus et ne voulaient pas imposer la leur; tandis que les Macédoniens ne cherchaient que leur grandeur personnelle en détruisant et dédaignant les affinités nationales et l'œuvre des autres.

Même si on ne veut point croire à ces vérités, il faut

tout au moins avouer, en toute justice, qu'ils n'étaient point meilleurs que leurs prédécesseurs, et personne ne peut soutenir raisonnablement qu'ils aient soit libéré quelque peuple de la tyrannie, soit fait un pas en avant vers la civilisation.

Au contraire, ils ne la firent qu'arrêter et reculer de plusieurs siècles. Et la prétention de dire qu'Alexandre, s'il avait vécu davantage, aurait fait ceci et cela est une simple imagination sans fondement.

L'Etat achéménide avait des défauts d'organisation qui pouvaient se corriger s'il n'était pas attaqué; mais, au moins, c'était un Etat basé sur les sentiments de presque tous ses gouvernés.

L'Etat des Seleucides (312 av. J.-C.)

Nous venons de voir que l'Etat formé par Alexandre le Grand ne put pas vivre après sa mort. En 301 av. J.-C., cet Etat fut démembré définitivement.

Dans le partage, l'Iran se trouva dans le lot de Séleucus, lequel régnait déjà en fait à Babylone et autres lieux de l'Asie. Les historiens prennent, comme point de départ de cet Etat, le retour d'Egypte de Séleucus I^{er} en 312 av. J.-C. Cet Etat est considéré par certains comme macédonno-iranien, puisque sa première reine et la mère de son deuxième roi était, nous l'avons vu, l'Iranienne Apama. Une autre raison pour cette dénomination est que Séleucus I^{er} portait un titre iranien, celui de Chiliarque, dont Alexandre le

Grand l'avait honoré, en adoptant le système administratif de l'Iran (1).

Jusque vers 285 av. J.-C. la puissance de cet Etat allait en grandissant. Pourtant, sa décadence ne tarda pas à commencer.

Les anciens historiens donnent très peu de renseignement sur les affaires et la situation de cet Etat. Parmi les modernes, ce sont surtout Bouché-Leclercq, l'historien français du XIX^e siècle, et l'auteur de l'Iran-é-Bastan, qui l'étudient de très près tout en avouant que notre pénurie de documents sur ce sujet est grande.

Néanmoins, conformément à ce que les anciens ont écrit, l'excellent auteur de l'Iran-é-Bastan (p. 2063) conclut dans ce sens : la plus grande cause du succès obtenu par Séleucus I^{er} en Asie était son caractère plus sage et plus pacifique par rapport aux autres chefs macédoniens.

Quoi qu'il en soit, Séleucus I^{er} devint le maître dans l'Asie, s'y installa et fut, en outre, considéré comme le souverain de l'Asie moyenne, c'est-à-dire de l'Iran.

Mais on constate que cette situation fut éphémère.
Pourquoi ?

Il n'est pas directement dans le plan de cet exposé d'étudier la cause de la disparition de l'Etat des Séleucides. Ce que nous recherchons, ici, ce sont essentiellement les raisons pour lesquelles un nouvel Etat iranien se forma. Néanmoins, puisque c'est contre cet Etat des

(1) Selon l'I-é-B (p. 2054), Chiliarque serait l'équivalent de Hazarpat (chef d'un mille) en iranien.

Séleucides précisément que les Iraniens feront leur réaction politique, il ne sera pas hors de notre sujet de mentionner brièvement les causes de sa chute.

Elles sont les suivantes :

I. Une des raisons pour laquelle la vie de l'Etat Séleucide fut très courte, c'est la distinction qu'il faisait entre les Grecs et les autres peuples à lui soumis. Ces derniers étaient considérés comme des sujets, les premiers comme les maîtres. La meilleure preuve en est la politique d'hellénisation.

II. Une deuxième raison de leur faiblesse fut précisément cette hellénisation dont nous allons parler.

La politique d'hellénisation des Séleucides en Asie

On connaît la méthode employée par les conquérants qui ne se sentent pas rassurés dans les pays conquis. On commence par construire de nouvelles villes ou par élargir celles qui existent. Puis, on transplante des colonies, des peuples variés dans ces villes, mais on ménage l'affaire de sorte que, la majorité ou l'élément dominant soit composé du peuple qu'on croit sien, et dans lequel on veut faire absorber les autres.

C'est exactement de cette manière qu'agirent les Séleucides en Asie (I.-é-B., p. 2110 et suiv.).

Appien (1) énumère plus de soixante villes que les

(1) The Roman History of Appian of Alexandria, par Horace White. Vol. I., pages : 315-316 (The Syrian wars. chap. IX).

Séleucides construisirent d'abord en Asie ; mais sa liste n'a pas la prétention d'être complète.

Ces villes portaient toutes des noms grecs, à l'exception toutefois de celles qui prenaient le nom d'Apamea, la reine iranienne du premier Séleucus.

Pour connaître les noms de ces villes dont on n'a pas toujours de traces géographiques il faut se reporter aux historiens tel qu'Appien lui-même.

On y trouve même parfois mentionné le nombre de Grecs ou d'autres colonies transplantées chaque fois dans ces villes.

La plupart d'elles furent établies entre l'Euphrate et la Méditerranée, par conséquent en dehors de l'Iran proprement dit (1).

Ainsi, par cette politique, les Séleucides qui ne pouvaient même pas compter sur la Macédoine puisqu'elle ne faisait pas partie de leur Etat, cherchaient à assurer leur position en Asie, et ne voulant pas traiter tous leurs sujets sous un angle d'égalité, construisaient des villes hellènes en protégeant la civilisation grecque et voulant helléniser les autres peuples afin d'être soutenus par le sentiment de reconnaissance des Hellènes. Mais cette politique fut tout à fait vaine, car, en fait, après quelque temps, c'est le contraire qui eut lieu. Ce sont les grecs transplantées qui furent assimilés par l'Asie au point d'oublier complètement leur origine et leur civilisation. C'est ainsi qu'échoua l'entreprise des Séleuci-

(1) Quelques historiens ont dit cependant que les Séleucides construisirent également en Iran quelques villes, mais on n'a jamais pu en retrouver trace.

des pour helléniser leur conquêtes. L'auteur de l'Iran-é-Bastan dit que, non seulement aujourd'hui mais même mille années auparavant, on était incapable de retrouver et reconnaître ces villes.

Il en résulte logiquement que, malgré la destruction causée par les guerres des Macédoniens, la civilisation de l'Orient à cette époque devait être supérieure à celle des Grecs. Car l'absorption en pareils cas se fait par la civilisation la plus avancée. Quand à l'Iran proprement dit, malgré la pénurie de renseignements sur sa situation exacte sous les Séleucides, on peut se persuader d'une chose : c'est qu'il vivait sous un régime féodal, et, par là même, d'indépendance de tout Etat centralisé. Les gouvernements de ses provinces étaient même libres dans leur relation entre eux-mêmes ainsi qu'avec les voisins. Le grand roi Séleucide était peut-être un nom universellement admis ; mais c'était tout. Tout au plus, peut-on supposer que quelque sommes d'argent lui étaient annuellement payées sous le titre de présents. Mais personne n'a pu affirmer l'autorité véritable des Séleucides dans les affaires de l'Iran.

Dans ces conditions, comment pouvait-on facilement helléniser l'Iran ?

En effet, considérant les différentes provinces iraniennes dans cette période (entre Alexandre et les Parthes) nous voyons que chacune d'elle possède une autonomie quasi complète.

La seule province où nous constatons la présence des Hellènes, c'est la Bactriane, et là, c'était Alexandre lui-même qui avait fait cette transplantation dans un

but différent de celui des Séleucides. Alexandre, dit l'excellent auteur de l'Iran-é-Bastan, voulait rapprocher l'Orient de l'Occident tandis que les Séleucides voulaient helléniser. Cette différence ne nous paraît pas tout à fait certaine ; mais une telle discussion nous entraînerait trop loin. Pour nous, il suffit de constater que, malgré la politique d'hellénisation suivie par les Séleucides l'Iran ne perdait point son désir pour l'autonomie et se fermait de plus en plus à ces derniers. La mieux connue de nos provinces d'alors, c'est l'Azarbaïdjan. Or, tout le monde s'accorde à dire : la dite province ne faisait que nominalelement partie de l'Etat des Séleucides, que les descendants d'Atropatès continuèrent à gouverner cette province. Elle était en réalité indépendante et Bonché-Leclercq écrit (Histoire des Séleucides, p. 57) :

« ...Cette principauté, demeurée ainsi hors des
« atteintes de l'hellénisme, devint le refuge de la pure
« doctrine de Zoroastre et servit de point d'appui à la
« réaction du génie iranien contre la civilisation occi-
« dentale. »

Polybe (1), dans son livre V, raconte une histoire qui est caractéristique sur ce sujet :

« Antiochus, fier d'un si heureux succès (en occi-
« dent) pensa ensuite à se faire craindre des princes
« barbares (!) qui confinaient à ses provinces, et qui y
« commandaient, afin qu'ils n'eussent pas, dans la suite,

(1) Voir, Histoire de Polybe ; Tr. par Dom Vincent Thuillier, avec un commentaire. Tome V. Page : 371.

« la hardiesse de fournir des vivres aux rebelles ou de
« prendre les armes en leur faveur. Résolu de leur faire
« la guerre (1), il voulut commencer par Artabazane,
« qui lui paraissait le plus à craindre et le plus entre-
« prenant, et qui avait sous sa domination les Atropa-
« tiens (2) et les autres nations voisines. Cette guerre
« n'était point du goût d'Hermias. Il y avait trop de
« risque dans ces hautes provinces, il en revenait tou-
« jours à son premier dessein de prendre les armes
« contre Ptolémée. »

III. — Si l'hellénisation qui éloignait les Séleucides du sentiment des peuples de l'Asie et par là même travaillait à leur disparition, ne concernait pas beaucoup les Iraniens, parce qu'on n'avait pas pu les y inclure, par contre, il y avait deux autres facteurs politiques et moraux qui ne cessaient d'inciter les Iraniens à un changement des choses en Asie. Le premier de ces facteurs était la prétention des Séleucides à la divinité.

En effet, les Séleucides, afin de mieux s'assurer la soumission de tous leurs sujets (Hellènes ou non) s'arrogeaient la prétention d'être des dieux (!).

C'était un autre coup mortel qu'ils portaient eux-mêmes à leur existence en Asie, cette prétention soulevant l'indignation unanime des Iraniens.

(1) Or, on ne fait pas la guerre à ses propres sujets.

(2) Atropatie ou Atropatène n'est pas autre chose que l'Azarbaïdjan. Voir, géographie de Strabon (1890), par Amadée Tardieu. Tome IV, page 65 : (« L'Araxe le sépare de l'Arménie »).

C'était d'ailleurs une simple imitation inconsidérée de ce que les Ptolémées avaient fait avec succès en Egypte. Mais là, comme le remarque l'auteur de l'Iran-é-Bastan, c'était une institution nationale égyptienne que de considérer leurs souverains comme des dieux. Les Pharaons étaient tous des dieux égyptiens. Ainsi en fut-il de leurs rois iraniens, depuis que l'Egypte était entrée dans la paix Achéménide. Mais en Asie, les Séleucides étaient complètement dans l'erreur en se divinisant ; car personne jusque là, parmi les rois, n'avait été élevé si haut. Même la prétention d'Alexandre à être fils du Soleil (dieu macédonien) n'eut pas de partisan en Asie, et lui-même n'insista pas. L'aberration des Séleucides ne pouvait donc qu'être destinée à séparer encore davantage les peuples de l'Asie de la dynastie.

Certains auteurs ont écrit que la prétention des Séleucides à la divinité était même plus forte et plus sérieuse que celle des Ptolémées en Egypte. Tandis que d'autres comme Kaerst (1) ont dit au contraire que les Séleucides, à l'instar des héros grecs, devaient être divinisés seulement après leur mort. Pendant la vie, un roi Séleucide était (selon Kaerst) simplement une personne sacrée et avait des prêtres particuliers.

Même ainsi réduite, cette institution ne pouvait pas ne pas les éloigner des peuples de l'Asie, qui avaient d'autres croyances. De plus, c'était lier l'Etat à la religion et très certainement permettre la persécution de ceux qui avaient une foi différente.

(1) I-é-B. P. : 2098.

Ainsi nous le voyons, les forces de dissolution ne manquaient point dans l'Etat des Séleucides. Il était donc destiné à disparaître facilement, en cas de dangers extérieurs.

IV. — Mais par-dessus toutes ces raisons, il y avait une cause de danger essentiel qui s'opposait à son existence, du moins sous la forme qu'on lui donna en 301 av. J.-C. ; et celle-ci était un danger venant d'un de ses éléments intrinsèques.

En effet, on avait inclu dans les frontières de cet Etat, au moins sur la carte, le territoire habité par un peuple possédant le souvenir de son propre Etat glorieux dans le passé. Bref, la grande erreur c'était d'avoir inclu l'Iran dans l'Etat Séleucide. La nation iranienne n'avait pas encore oublié ses Cyrus et ses Darius ni ses succès contre les agresseurs, ses efforts pour l'établissement du grand Etat mondial que représentait la paix Achéménide. Il est vrai que la nation était tombée en léthargie par la négligence des derniers Achéménides ; il est vrai qu'elle avait perdu son indépendance parce qu'on n'avait pas su faire appel, à temps, à son patriotisme, contre l'agresseur ; il est vrai enfin que son Etat s'était affaibli surtout à cause de la jalousie entre les princes du sang, à cause de l'inexistence de lois constitutionnelles. Mais toutes ces fautes et tous ces malheurs ne purent étouffer le culte d'Etat chez les Iraniens.

D'ailleurs, sans penser même à l'Etat Achéménide, nous avons vu, au début de cet exposé, que les inscriptions des rois Assyriens témoignent d'une impossibilité

pour les Iraniens de se soumettre à une tyrannie étrangère.

Or, l'avènement de l'Etat Achéménide, faisant avancer la civilisation en Iran et dans le monde, avait habitué pendant près de 250 ans les Iraniens à une vie organisée et régulière et aussi peut-être aux plaisirs terrestres, sans cependant savoir, vers sa fin, garder l'équilibre entre la civilisation matérielle et la présence de l'instinct d'indépendance. Cette habitude de régularité et cette accoutumance aux plaisirs matériels avait peut-être relégué à l'arrière-plan, dans les esprits, le désir d'indépendance que ce peuple a toujours manifesté dans l'histoire, sans toutefois l'avoir fait oublier complètement.

Au contraire après la défaite cet instinct naturel des Iraniens en reparaissant chez eux se trouvait renforcé et amplifié par les souvenirs de l'Etat Achéménide.

De là vient qu'après quelque temps, bien qu'étant tombés en féodalité et, par là même, soustraits au pouvoir véritable des Séleucides, ils se sentirent naturellement mécontents.

Voici ce qui s'en suivit :

Vers 256 avant J.-C. la Bactriane au Sud-Est de l'Iran devint indépendante en réussissant à renier cette souveraineté quasi nominale qui appartenait jusque là à l'Etat Séleucide.

Les historiens nous disent que le gouverneur qui se révolta était lui-même un grec. Il se peut. Mais les sociologues savent très bien qu'un homme à lui seul,

quelque puissant qu'il soit, ne peut accomplir la révolte dans une société si le milieu mécontent lui-même ne s'y prête pas. On nous dit aussi qu'Alexandre le Grand avait transplanté des Hellènes dans cette province. Il se peut encore que cela soit vrai. Mais, alors, étant donnée la politique d'hellénisation et de faveur particulière des Séleucides pour les Hellènes, est-ce vraiment naturel de les voir se révolter et vouloir s'enfermer dans une province de l'Iran, au lieu de s'associer avec les Séleucides, et ainsi jouir de cet Empire hellène dont l'Iran tout entier n'était considéré que comme une partie. Non vraiment la révolte de Bactriane ne pouvait pas émaner des Hellènes. Le gouverneur Diodote (ou Théodote) était peut-être de père grec, mais il était guidé par le sentiment du milieu dans lequel il se trouvait. D'ailleurs le nom grec ne prouve pas que celui qui le porte soit un Grec de nationalité. Car il a toujours été de mode chez les peuples de donner à leurs enfants, les noms des conquérants.

Si on voulait savoir pourquoi cette province se révolta, ce qui n'était pas la première fois, il faudrait étudier sa situation sociale et politique. Malheureusement les moyens d'information font totalement défaut. Il faut donc s'en tenir à ce que le bon sens a indiqué. Or, conformément au bon sens, les Hellènes qui étaient considérés et traités, par l'Etat Séleucide, comme des maîtres par rapport aux autres populations de l'Asie n'avaient ni intérêt ni raison véritable pour agir ainsi. Par contre les Iraniens avaient toutes les raisons du monde pour une telle initiative. D'ailleurs la province

était iranienne et sa véritable masse populaire restait entièrement telle.

Si des Grecs comme Diodote, en le supposant tel, ont joué un rôle dans cette révolte, il faut croire qu'ils avaient été complètement assimilés par l'Iran, car ils ne faisaient ainsi que de réaliser des fins toutes iraniennes. Pour le prouver, il suffit de constater que le grand soulèvement des Parthes, lequel réussit à rétablir l'intégrité de l'Iran et le défendit même contre les Romains, plus tard, date précisément de cette époque. Les historiens oscillent ici entre deux dates : 250 et 256 av. J.-C. C'est cet Etat même qui mettra une fin décisive au plan romain de l'Etat mondial. En effet, vers 250 av. J.-C., la tribu iranienne des Parthes se sépara également de l'Etat des Séleucides. Le chef de ce grand mouvement était Arshak.

Lorsque Antiokhos II, le roi des Séleucides, apprit cette révolte, il ne se doutait point de son importance.

Les Parthes qui accomplirent cette tâche n'étaient qu'une branche de la nation iranienne, laquelle demeurerait en Khorasan, c'est-à-dire dans cette province du nord-est de l'Iran, qui, depuis la première union réalisée par Cyrus le Grand jusqu'à nos jours, a invariablement gardé sa place d'honneur dans la vie de tous les Etats complets de l'Iran; il a même souvent été, comme nous le constaterons au cours de cette étude, la première à se soulever et réagir contre les envahisseurs.

Malgré cela, des auteurs ont prétendu que les Parthes n'étaient pas des Iraniens. Si par là on entend dire qu'ils n'étaient pas des Perses, rien de plus exact.

Les Perses eux-mêmes, comme les Mèdes, n'étaient qu'une fraction de cette branche des Aryens qui constitue la nation iranienne.

Pourquoi les Parthes ne seraient-ils pas des Iraniens ? Leur genre de vie était incontestablement la même, de même que leur race d'origine. Leur langue, le « pehlevi », n'était qu'un dérivé de l'ancien iranien, et ceci ne fait aujourd'hui l'objet de doute pour personne.

En matière religieuse, d'autre part, il n'y avait aucune difficulté entre les Parthes et les autres Iraniens, puisque, sous les Achéménides, nous l'avons vu, chacun était libre dans le choix de sa propre religion. Il n'y avait pas, en fait, de religion d'Etat.

Il en était de même sous les Parthes. Ce n'est que plusieurs siècles plus tard, sous les Sassanides, qu'une religion rigoriste d'Etat sera déclarée dans l'Iran.

En outre, Cyrus le Grand, pour avoir soumis les Parthes, n'est pas accusé par les historiens d'avoir soutenu une guerre contre eux ou de les avoir conquis comme un peuple étranger.

Cela est si vrai que les Parthes, pour justifier leur droit à la royauté, se déclarèrent les descendants des Achéménides (1). Nous répétons enfin que Khorasan, le pays des Parthes, depuis son entrée dans l'Etat de Cyrus,

(1) Voir par exemple : H. Grousset : Les civilisations de l'Orient. P. : 115-116.

a toujours fait partie des Etats iraniens, tels que celui des Sassanides, des Safavides... jusqu'à nos jours.

Dans ces conditions, pourquoi prétendre que les Parthes n'étaient pas des Iraniens. D'ailleurs, les historiens sérieux ne l'ont jamais fait. Tout ce qu'on a pu dire c'est que sur leurs pièces de monnaies, ils ont écrit le terme « Philhellène ».

Or, les gaulois avant les romains se servaient des monnaies dont les lettres étaient grecques. Cela n'a pourtant pas fait dire qu'ils étaient gouvernés par les grecs.

En fait les Parthes n'ont employé ce terme sur leur monnaie que près de 80 ans après la fondation de leur Etat.

En effet si on se rend, comme nous l'avons fait, au British Museum (par exemple), on verra que le terme philhellène ne figure sur les pièces Parthes qu'à partir de 171 av. J.-C. et non pas sur leurs pièces d'auparavant. L'Etat Parthe se fonda vers 250 av. J.-C. et fut reconnu comme tel en 208 par le roi Séleucide lui-même.

C'est dire qu'à cela il y avait une raison politique tout à fait secondaire et on ne peut pas attacher à un simple mot l'importance déplacée que certains ont voulue.

Ce n'était d'ailleurs qu'une politique d'économie et de paix. C'était une politique économique parce qu'ainsi les monnaies iraniennes pouvaient circuler dans toutes les villes de l'Orient où les Hellènes étaient transplantés, ainsi que dans les centres originellement grecs.

En second lieu, c'était une politique de paix parce

qu'elle satisfaisait les susceptibilités de la population des villes en partie hellène qui tombèrent dans le nouvel empire iranien. En outre, le terme philhellène en lui-même ne suggère point l'hellénisation. Tout ce qu'il suggère, c'est l'amitié avec les hellènes. Ce terme nous suggère aussi un besoin et un désir de conciliation. Il nous fait penser que les Grecs autant que les Iraniens étaient las des guerres et cherchaient à se réconcilier. C'est ainsi que ce terme était appelé uniquement à servir la cause de la paix.

Les Parthes voulaient faire oublier aux hellènes d'Asie la perte de leurs maîtres hellénisateurs les Séleucides.

Remarquons enfin qu'il s'agissait bien de la réaction politique des Iraniens contre les hellènes; autrement on aurait employé le terme Philo-Iranien pour arriver à la conciliation.

Cette réaction iranienne se fit de la façon suivante :

Antiokhos II mourut en 246 av. J.-C., avant d'avoir pu faire quoi que ce soit pour arrêter le mouvement d'unité iranienne renaissante.

Nous disons le mouvement d'unité, car déjà jusque-là la plupart des provinces iraniennes vivaient, bien que séparément, dans une situation de liberté collective. Azarbaïdjan était resté toujours dans les mains des seigneurs ou petits rois iraniens. La Bactriane venait de gagner son indépendance complète en 256 av. J.-C. et les autres provinces même n'étaient considérées sans indépendance que par rapport à leur situation précédente (sous les Achéménides). En fait, elles n'étaient pas

soumises. Les tribus et les clans s'étaient réfugiés dans les montagnes, et n'obéissaient qu'à leurs propres chefs. C'est ainsi que les Coussien (1), une de ces tribus iraniennes, lorsque Antigone voulait traverser leur territoire, lui réclamèrent un droit de passage. Ce dernier s'y refusant, une guerre se fit et il regretta de ne pas avoir payé le droit de passage. (Il est vrai qu'Antigone vivait avant 301 av. J.-C. mais il était alors, sinon plus, du moins aussi puissant en Asie que les Séleucides.)

Bref, à la mort d'Antiokhus II (246 av. J.-C.), non seulement des provinces iraniennes vivaient à l'état d'indépendance, mais un mouvement avait commencé dans l'une d'elle depuis quelques années. Un mouvement qui allait rétablir l'unité de l'Iran. A cette date Séleucus II montait sur le trône. Il fit bien des guerres sans succès mais quand il voulut attaquer les Parthes et arrêter le mouvement vers l'unité en Iran, la Bactriane s'unit aux Parthes et ainsi on força le roi-dieu Séleucide à battre en retraite. Il mourut vers 226 av. J.-C. et, pendant tout son règne, l'Etat Parthe exista et progressa dans l'Iran. Le progrès qui ne cessera de continuer jusqu'à ce que finalement, en 208, Antiokhus III sera forcé de faire un traité avec les Parthes dans lequel l'indépendance de l'Iran sera reconnu par le roi Séleucide (Justin (L. 41, § 5) (2) donne une description détaillée des événements et dit qu'Antiokhus fut forcé de demander la paix et même l'alliance des Parthes.

(1) I-é-B. P. 2078.

(1) Tr. de Gr. Turnbull. P. 285 et suiv.

Il voulait ainsi devenir capable de régner au moins dans ses provinces du proche Orient. Bouché-Leclercq (*Histoire des Séleucides*, p. 162) s'est trompé en disant que le mot alliance voulait dire une sorte de soumission pour les Parthes à la suzeraineté d'Antiokhos (2). Ceci est d'autant moins exact que, par la suite, l'Etat des Séleucides tout entier disparaîtra par la force romaine, alors que l'Etat iranien des Parthes restera pour arrêter Rome dans son plan d'Etat mondial et lui tiendra toujours tête, honorablement, souvent même victorieusement.

Nous mettons ici un terme à ce deuxième chapitre dans lequel nous avons étudié : Pourquoi et comment un nouvel Etat iranien se créa après l'agression d'Alexandre.

Nos conclusions, à ces égards, sont :

1° Un nouvel Etat se créa uniquement parce que les Iraniens, vu leurs souvenirs et le caractère particulier de leur civilisation, en un mot, leur culte d'Etat, ne pouvaient pas se sentir heureux, ni rester tranquille, sous un gouvernement non-iranien;

2° La façon d'agir vers l'indépendance était de la manière suivante :

D'abord les provinces iraniennes se rendirent quasi indépendantes, de sorte que la féodalité d'avant les Achéménides se renouvela. Puis l'une des fractions de

(2) D'ailleurs, cet auteur dit lui-même (dans la même page) que le récit de Polybe étant incomplet, il ne connaissait pas la nature exacte des rapports entre Arsace et Antiokhos.

la nation, habitant à Khorassan, s'efforça de rétablir l'unité et l'intégrité de l'Iran.

Elle y réussit parce qu'en s'opposant à l'étranger agresseur, c'est-à-dire à l'Etat des Séleucides, elle répondait aux aspirations de tous les Iraniens.

CHAPITRE III

POURQUOI DISPARUT L'ETAT IRANIEN DES SASSANIDES. — COMMENT ET POUR- QUOI UN AUTRE ETAT DE L'IRAN LUI SUCCEDA ET ENGLOBA DE NOUVEAU TOUS LES IRANIENS.

On sait que, vers 635 de l'ère chrétienne, les Arabes envahirent l'Iran et réussirent à renverser la dynastie des Sassanides. Pourquoi ? D'où une première section.

On sait également que, malgré l'acceptation de la religion de Mahomed, les Iraniens ne voulurent pas se soumettre au pouvoir temporel des khalifes, arabes ou turcs, et réussirent finalement à renouveler leur propre Etat.

Comment et pourquoi ?

D'où une deuxième section.

PREMIÈRE SECTION

Les causes du succès arabe

A côté des dissensions à la Cour (1), défaut presque inhérent à tous les gouvernements personnels après les

(1) Voir par exemple :

Sir J. Malcolm : « *The History of Persia* », vol. I, pp. 123-144.

Sir P. Sykes : « *A History of Persia* ». 1930, vol. I, p. 489.

premiers rois, il y avait sous les Sassanides une cause principale qui divisait la nation et la séparait en grande partie de son Etat. C'était l'existence d'une religion officielle et rigoureuse : celle des mages. A part cela, il y avait les facteurs qui rendaient insuffisante l'organisation de la défense contre les Arabes. (L'appel au patriotisme était impossible par là même que l'Etat se basait sur un sentiment religieux.)

Voyons ces deux derniers points dans deux paragraphes.

§ 1. — *Facteur principal qui divisait le peuple
et empêchant l'unité iranienne au moment
des invasions arabes*

La cause des dissentiments au sein du peuple iranien était d'ordre religieux, mais la religion était en même temps la cause de conflits entre l'Etat et la majeure partie de la nation. Pourquoi ? Parce que l'Etat avait une religion officielle à laquelle devait se conformer, sinon le peuple tout entier, du moins tous ceux qui voulaient être respectés et considérés à l'égal des autres. C'était l'union totale entre l'Etat et une religion, rigoureuse et exigeante. Ce fut la raison principale de la faiblesse de l'Iran et peut-être même la cause de l'invasion arabe.

Afin de comprendre pourquoi l'Etat iranien, si libéral au temps des Achéménides, à l'égard de toutes les reli-

gions, s'était ainsi lié étroitement à une seule d'entre elles et avait donné tant d'occasion aux mages de se mêler aux affaires politiques, au point d'en écrire même la constitution, il faut se reporter aux origines de la dynastie Sassanide, voire même à la situation sociale et politique qui existait avant eux, sous les Parthes.

Selon Tabari (1), Sassan était, à Istakhr, une sorte de chef ou grand du peuple qui possédait en même temps la présidence de l'administration du feu sacré des Mazdéens. Son respect s'était agrandi, à Istakhr, par ce fait que sa femme Méhéchte (ou Ramé Béhéchte) était la fille d'un des rois Bazarguians (ou Bazaranguis) de Parse, lesquels régnaient sous le régime quasi féodal (ou fédéral, selon l'auteur de l'I.-é-B.) de la période parthe, et reconnaissaient la suzeraineté des grands rois de la dynastie Arsacide.

Bâbak, fils de Sassan et père d'Ardéchir, remplissait les mêmes fonctions religiono-politique après la mort de son père.

Par la faveur et l'intermédiaire du seigneur d'Istakhr, Ardéchir fut envoyé au seigneur de Darab-guard, lequel l'adopta comme son fils et ainsi lui fit échoir, après sa mort, sa petite seigneurie. Il y avait

(1) Voir : « *Tarikh-é-Tabari* », Trad. iranienne de Balami, 1874, pp. 281 et suivantes.

Voir aussi : a) *I.-é-B.*, pp. 2529 et suiv.

b) J. Darmesteter : « *Le Zand-Avesta* », vol. III. Les premières pages.

dans la famille des Sassans une opposition ferme contre les Arsacides et l'ancêtre d'Ardéchir avait conseillé à ses descendants de chercher leur disparition. A cette intention, Ardéchir ajouta l'idée de faire revenir le pouvoir central de l'Iran entre les mains des Achéménides, desquels il se croyait descendre. Mais, surtout, il se basait sur cette idée que la volonté de Mazda (Dieu) était de le voir grand roi de l'Iran. C'est ainsi qu'en réponse des menaces d'Ardavân, grand roi Arsacide, il écrit : « Cette « couronne m'est due de par la volonté de Mazda; c'est « lui qui m'a offert les succès jusqu'ici acquis, et c'est lui « qui fera de moi ton vainqueur (1) ».

Enfin, ce qui constituait la nouveauté innovée par Ardéchir et qui diffère totalement les Sassanides des Achéménides et des Arsacides, est le rigorisme en matière religieuse.

Dès le début, lorsque Parse tomba entre ses mains, Ardéchir nomma un Mohbédan-Mohbed ou grand mage officiel. Il va aussi construire des temples mazdéens dans les villes conquises et il déclarait souvent que cette religion était la base la plus solide de l'Etat.

Le récit de Tabari est contesté en ceci que Sassan lui-même n'était point un simple chef religiono-politique, mais un petit roi de ce caractère, de la dynastie des Azarbâns, laquelle s'était fondée dans une partie de Parse après la conquête d'Alexandre et avant même qu'apparaisse la grande dynastie des Arsacides.

(1) Tabari, op. cit., page 283.

Mais même les partisans de cette dernière opinion ne nous contrediront point dans nos conclusions puisqu'ils disent que Sassan, et tous les Azarbâns, formaient une petite dynastie essentiellement imprégnée du zoroastrisme; leur nom même, les « Azarbâns », en est une preuve, puisqu'il signifie rien de moins que les « gardiens de feu » (sacré).

Or, on sait que, vers 220 de l'ère chrétienne, Ardéchir, fils de Bâbak et petit-fils de Sassan, réussit à faire écarter les Arsacides du pouvoir, les Sassanides devenant alors les maîtres absolus de l'Iran. Il en fut de même, en conséquence, de leur rigorisme religieux.

Agathias (livre II, § 25) (1) va même plus loin et déclare (2) : « Ardéchir était un mage qui connaissait bien les secrets de la religion ». Ce qui peut suggérer que la cause essentielle de son soulèvement était d'ordre religieux. Une telle opinion trouve un argument très fort dans la conduite de la dynastie fondée par lui.

Cependant, on croit généralement à la première opinion disant qu'Ardéchir n'était point un mage lui-même, mais qu'il était seulement favorisé par l'aide et l'encouragement à lui donné par les magiciens et les partisans du Zoroastrisme, pour réaliser sa propre ambition qui consistait principalement à faire revenir la souveraineté de l'Iran entre les mains des Perses.

(1) Nous n'avons pas pu trouver à Londres une traduction française ou anglaise de l'ouvrage d'Agathias.

(2) Voir *I-é-B.*, p. 2533.

Quant à la raison pour laquelle les mages et zoroastriens aidèrent et encouragèrent le soulèvement d'Ardéchir, on la trouve dans l'attitude des Parthes à l'égard des différentes religions. En effet, les Parthes respectaient toutes les religions et non seulement ne voulaient pas adopter une religion d'Etat, mais aussi, de leur temps, l'influence des mages dans les affaires politiques allait en diminuant (1).

Les Parthes, comme les Achéménides, ne mêlaient point la politique à la religion et respectaient également les affinités nationales de tous leurs gouvernés. Les mages, au contraire, considéraient la religion de Zoroastre comme supérieure à toutes les autres et pensaient qu'elle devait devenir la religion officielle de l'Etat. C'est ainsi qu'en Mahestan où, sous les Parthes comme grands rois, le zoroastrisme était particulièrement en vogue, une grande partie de l'Assemblée régionale se composait de mages et le pouvoir de cette Assemblée dans la désignation du roi (le petit roi local), ou sa déposition quand il devenait nécessaire, n'était nullement négligeable.

C'est ce point, donc, nous le voyons, qui constituait la divergence entre les mages et l'empire des Parthes. En outre, ces derniers, tout en croyant à la supériorité finale de Mazda, n'avaient pas cessé de pratiquer leur ancienne tradition selon laquelle ils brûlaient leurs

(1) Sur la situation de la religion en Iran sous les Parthes voir : *Iran-é-Bastan*, surtout p. 2687 et suiv.

morts; tandis que chez les Zoroastriens, en général, le feu étant sacré et le cadavre impur, c'était le plus grand péché que de procéder à cette pratique. De là viendrait donc une seconde raison pour laquelle les mages encouragèrent Ardéchir, le fondateur de l'empire Sassanide, dans son attaque contre les Parthes.

Mais, en réalité, ce qui surtout incita Ardéchir et lui permit d'exécuter son plan avec succès, c'était la situation dans laquelle l'Etat parthe se trouvait à cette époque : situation politique à l'intérieur et situation politique à l'extérieur.

L'intérieur d'abord : d'un côté nous savons que l'Etat parthe n'était pas centralisé ni hiérarchisé selon une Constitution. La force de résistance d'un tel gouvernement dépendait uniquement de l'autorité personnelle du roi des rois. C'est-à-dire qu'il devait être reconnu véritablement une force supérieure et sans rival important.

Or, à la fin de la période parthe, c'est justement la situation contraire que nous avons sous les yeux (1).

Lorsque Blache IV mourut en 208, après s'être glorieusement défendu contre les agressions romaines, et malgré le manque de document suffisant sur ce point, il apparaît certain qu'il n'y avait plus un seul grand roi parthe, mais deux : Blache V et Ardevan, les deux fils rivaux de Blache IV, sans que le territoire fût partagé entre eux. D'une part nous avons des pièces de monnaies différentes représentant l'un ou l'autre des deux rivaux

(1) Voir *Iran-é-Bastan*, pp. 2516 et suivantes.

comme le grand roi. D'autre part, et à partir de 216 de l'ère chrétienne, Caracalla, l'empereur romain, correspondait avec Ardevan seulement.

Il en résulte clairement que la situation politique de l'empire iranien, à l'intérieur, allait de nouveau retomber dans un état de faiblesse résultant des divisions sur la question de la légitimité du roi (1). Cette faiblesse, d'ailleurs, trouva sa répercussion, comme le remarque l'auteur de l'Iran-é-Bastan, dans les guerres d'Ardavan contre les Romains. Ce dernier, en effet, bien que vainqueur de Macrin, l'empereur romain, ne chercha pas à tirer de sa victoire le profit naturel, qui eût été la Mésopotamie, au sujet de laquelle on se battait. Ardevan, bien que vainqueur, ne prit pas la Mésopotamie, et des historiens ont écrit que Rome acheta cette paix. Pourquoi cela ? se demande l'Iran-é-Bastan. Parce qu'il n'était pas sûr de sa situation à l'intérieur de l'Iran et ne voulait pas se surcharger dans un moment délicat. Son frère était son rival et s'était déjà établi comme un second grand roi.

Telle était la situation politique à l'intérieur lorsqu'Ardéchir se soulevait.

D'autre part, à l'extérieur, c'était l'Empire romain, qui, bien qu'arrêté dans son plan d'Etat mondial par les Iraniens, ne pouvait trouver une meilleure occasion que la faiblesse de leur Etat. Ceci, nous le croyons, avait

(1) Il n'y avait pas de règle établie pour le droit de l'aîné, ou de tout autre prince, à la couronne.

à jouer un grand rôle dans le soulèvement d'Ardéchir, le fondateur de la dynastie des Sassanides. On peut supposer donc que son soulèvement avait comme signification d'empêcher l'Iran de tomber dans l'anarchie et, ultérieurement, sous la main de l'étranger (1). Néanmoins il est incontestable, comme nous l'avons vu plus haut, qu'à la fondation de cette nouvelle dynastie, c'était, ou bien, comme l'insinue Agathias, un véritable mage qui devenait grand roi, ou bien, tout au moins et plus probablement, un petit roi zoroastrien habitué à avoir une religion officielle, celle des mages, et aidé d'ailleurs par ceux-ci pour parvenir à l'Empire. Dans les deux cas nous assistons à la fondation d'un Etat iranien étroitement lié à une religion, c'est-à-dire possédant le zoroastrisme comme religion rigoureusement officielle. En outre, c'en était fait du régime quasi féodal ou fédéral des Parthes. C'était pour la première fois un Etat intégralement centralisé qui se mettait en scène dans le théâtre historique de l'Iran.

En résumé, remarquons-le bien, nous sommes en présence d'un peuple jusque là habitué à la liberté d'un régionalisme avancé et à celle de choisir la religion qu'il préférerait, mais qui va maintenant, tout d'un coup,

(1) A l'appui de cette supposition nous pouvons citer Tabari. *op. cit.*, pp. 222-223. On y voit même, mentionnées, des pénétrations arabes en Iran avant les Sassanides. Ardéchir, ajoute-t-il (p. 239) repoussa ces Arabes au dehors.

se trouver en face de deux grandes réformes qui vont changer ses habitudes, à savoir :

1° Un seul roi, un Etat centralisé.

2° Une seule religion pour tous ceux qui veulent se voir respectés et traités sur un pied d'égalité. C'est dans la dernière de ces deux réformes que réside la cause principale et essentielle du succès des Arabes en Iran. Et c'est ce que nous allons développer et montrer par la suite.

Si nous voulons connaître d'une manière succincte ce qui en fait s'est passé dans l'Etat sassanide, il nous suffit de rapporter les citations autorisées de Christensen (1), tirées des écrits anciens tels que :

Agathias (l'Historien et l'écrivain romain contemporain des Sassanides), la Lettre de Tansar, etc., etc.

« De prime abord, les Sassanides s'étaient alliés au clergé zarathoustrien, et la relation intime entre l'Etat et l'Eglise continuait pendant toute l'époque dont nous nous occupons (celle des Sassanides). L'Eglise donnait au pouvoir mondain son caractère sacré *et intervenait en même temps dans la vie de chaque citoyen dans toutes les circonstances importantes ; elle suivait pour ainsi dire, l'individu du berceau jusqu'au tombeau.* « Maintenant tous les (2) révèrent et les regardent avec beaucoup de vénération. Les affaires publi-

(1) Arthur Christensen : « *L'Empire des Sassanides* » (le peuple, l'Etat et la cour), 1907.

(2) C'est-à-dire : Les Mages.

ques sont arrangées selon leurs conseils et leurs prédictions, et ils dirigent en particulier les affaires de tous ceux qui ont un litige en surveillant avec soin ce qui se fait et en portant leur décision, et rien chez les Perses ne semble être légitime et juste, s'il n'est pas affirmé par un Mage (1). »

Pour donner un exemple, on peut citer les affaires de succession et de famille : « Quand un homme mourait, c'était aux möhbeds de partager ses biens entre les héritiers d'après la loi des testaments. Si le défunt ne laissait pas de fortune, ils avaient à s'occuper de ses funérailles et du sort de ses enfants. Il était de rigueur que les substituts des princes royaux fussent des princes royaux et que les substituts des nobles fussent des nobles (2) ».

« L'influence des prêtres ne reposait pas seulement sur leur autorité spirituelle, sur la juridiction que l'Etat leur accordait, et sur leur autorité de légaliser les naissances, les mariages, etc., et d'entreprendre des purifications et des sacrifices, mais aussi sur leurs possessions territoriales (3) et les ressources abondantes qui

(1) Agathias II, 26. (Chris. p. 64.)

(2) Lettre de Tansar, pp. 224 et 528 (Christensen, p. 52).

(3) Ammien Marc. XXIII, 6, 35 : Ils avaient leurs terrains fertiles, ils avaient des maisons de campagne qui n'étaient pas protégées par des murs, et ils vivaient d'après leurs propres lois.

(Chris. p. 35) : « En somme, le clergé supérieur a été sans doute bien pourvu de propriété foncière. »

entraient par des amendes religieuses, la dîme et les dons (1). D'ailleurs ils jouissaient d'une indépendance très étendue, ils formaient même presque *un Etat dans l'Etat* (Christ. p. 665).

« Il (le Möhbédan-möhbéd) coopère à la formation des *commissions d'inquisition en des régions où l'opposition contre la religion orthodoxe est particulièrement acharnée*. Il est — ou doit être — le conseiller du roi dans tous les cas où il s'agit de la religion (2), et il peut avoir, en général, *une influence extraordinaire sur toutes les affaires de l'Empire* en sa qualité de guide moral, de mentor et de directeur spirituel du roi (3). » (Christ. p. 35.)

« Très caractéristique est l'énumération, dans le chap. 59 du Mainyo-i-Khard, des défauts qui sont les plus communs parmi les prêtres. Ce sont : *l'intolérance et le fanatisme. La persécution des hérétiques et des adhérents d'autres religions est un des côtés sombres du temps* ». (Christ. p. 68.)

Voilà donc succinctement ce qu'était le rôle du clergé zoroastrien dans la vie religieuse, familiale, en un mot sociale et politique de la nation iranienne sous les Sassanides ; c'est ici la source profonde de l'inégalité

(1) E. Lehmann : Zarathoustra II, pp. 229-230.

(2) Les intérêts de la religion et ceux de l'Etat étaient supposés étroitement liés.

(3) Browne Jras. 1900, pp. 240 et 227 : La place que tient le Möhbédan-möhbéd à l'élection du roi pendant certaines périodes.

sociale et la cause essentielle de divisions au sein du peuple iranien, avant l'Islam. Mais avant de passer aux effets, disons aussi un mot *des attributions de ce clergé mazdéen dans la fonction et le pouvoir judiciaires*. (Christ. op. cit) :

« La justice avait en général, une place très honorée dans l'ancien Iran. Originellement les rois surveillaient la bonne administration de la justice et veillaient à l'intégrité des juges. Etant donné la connection étroite entre la religion, la morale et le droit, *qui est dans la nature du parsisme* (1), le pouvoir judiciaire proprement dit devait appartenir au clergé, d'autant plus que presque toute la science était monopolisée par l'Eglise.

« Un tel juge ecclésiastique dirigeait les tribunaux de chaque canton et avait à veiller, en général, à ce que la justice fût satisfaite (2), même par les autorités supérieures de la province. « Les lois étaient parfois abominables, comme celles d'après lesquelles le crime d'un seul perdait tous ses parents ». « La base théorique du code pénal est définie dans la lettre de Tansar de la manière suivante : On distingue trois sortes de crimes que punit la loi (3) :

Les crimes contre Dieu, lorsqu'un homme « *se détourne de la religion et innove dans la religion* », ceux contre le roi ceux contre le prochain, « quand l'un opprime l'autre ».

(1) Sous les Sassanides seulement.

(2) Après l'Eglise, très probablement.

(3) a) Ammien VIII, 22-10; b) *La Lettre de Tansar*, pp. 219-221 et 523-526.

Nous voyons donc que, sous la couverture de Dieu, le clergé s'était attribué un droit de souveraineté temporelle supérieur même à celui du roi. « La lettre de Tansar dit qu'au temps de sa rédaction, c'est-à-dire au temps de Khosrô I^{er}, les peines en général avaient été adoucies. Envers les hérétiques la loi prescrivait alors qu'on tint le coupable en prison et que, pendant toute une année, des clercs le catéchisassent sans interruption, lui prodiguassent les conseils, lui exposassent des arguments et dissipassent ses doutes. S'il se repentait et confessait son erreur, on le mettait en liberté ; si l'obstination et l'orgueil le retenaient dans l'infidélité, on le mettait à mort. » (Chris. p. 69.)

Il est vrai qu'en théorie le pouvoir judiciaire suprême appartenait au roi ; mais, en pratique, le juge suprême c'était le clergé, surtout en matière d'hérésie où le roi n'osait probablement point dire mot, de peur d'être excommunié, et partant, détrôné. Quant aux autres matières, sauf peut-être celle de l'insurrection, le clergé gardait également le pouvoir suprême de rendre la justice, soit parce que les fonctionnaires civils ignoraient, généralement, le droit, et n'ordonnaient que l'avis de leur conseiller juridico-ecclesiastique, soit parce que les lois elles-mêmes n'étaient souvent confectionnées que dans l'Eglise, tout en portant le sceau du roi. Que pouvait résulter d'un pareil régime ?

Le comte de Gobineau (1) prétend que tous les Ira-

(1) « *Trois ans en Asie* », p. 306.

niens étaient devenus des menteurs et se prétendaient Mazdéens, quand ils ne l'étaient pas. Au contraire, c'est précisément parce qu'ils ne voulaient pas mentir que des dissensions sociales se produisirent et des luttes intérieures eurent lieu.

Néanmoins, ne nous trompons pas, la communauté juive a de tout temps existé en Iran. Les chrétiens également étaient libres dans la pratique de leur religion. La persécution n'avait, généralement lieu, que contre les gens sortant des familles réputées jusque là Zoroastriens, contre les sectateurs de la religion de Zoroastre lui-même, dont le nombre ne cessait pas d'augmenter, et enfin contre les adhérents des religions nouvelles telles que celle fondée par Mazdak; ces dernières étaient en grande partie les réactions contre le rigorisme de la religion d'Etat des mages sous les Sassanides.

Mais le point principal à ne pas oublier, et qui nous intéresse particulièrement ici, c'est que toutes ces actions et réactions d'ordre religieux ne faisaient que produire des dissensions dans le peuple et, en le divisant, diminuaient sa force de résistance contre les agressions étrangères.

L'Etat avait adhéré à une seule branche de mazdéisme parmi les nombreuses religions qui existaient chez son peuple. De cette situation il résultait tout naturellement, même sans persécution, une inégalité sociale très grave, une source de division. En effet, ceux qui croyaient à la religion de l'Etat étaient des supérieurs, les autres, des inférieurs. Les fonctions publiques étaient données à ceux-là et non pas à ceux-ci, etc.

Pourtant, tous étaient des Iraniens. Tous avaient le même amour, le même instinct d'attachement naturel à la mère patrie. Tous désiraient que l'Iran possédât un Etat indépendant. Tous étaient pleins de leur souvenir glorieux concernant les Acheménides, tels que Cyrus le Grand et Darius le Grand, etc. Tous, en un mot, étaient prêts, dans leur for intérieur, à faire toutes sortes de sacrifices pour défendre la patrie (1). Cependant, l'Etat était enchaîné par les questions religieuses. Il avait négligé même au dernier moment de se servir du culte d'Etat de son peuple, de cet instinct de patriotisme commun pour sauver sa propre existence. Là est la principale cause de la disparition de l'Empire des Sassanides.

Mais il y a plus et sur le point suivant nous citons le comte de Gobineau (2), sans pour cela adopter sa conclusion mentionnée plus haut. En parlant des mōbeds, il dit : « En vertu de leurs dogmes, tous les artisans qui, par profession, taillent la pierre ou emploient le feu, étant déclarés violateurs de la pureté des éléments, étaient à perpétuité considérés comme impurs. On voulait qu'ils n'eussent pas d'autre religion que celle de l'Etat, et pourtant cette religion les traitait en parias, leur refusait l'entrée des temples, défendait aux fidèles de s'allier à eux, les accablait d'outrages et de

(1) La meilleure preuve en est la vigueur avec laquelle les Iraniens se défendirent contre les Romains. C'est sous les Sassanides surtout que le plan d' « Empire Mondial » fut définitivement empêché par l'Iran.

(2) Op. cit., p. 307.

restrictions gênantes, sans pouvoir même, comme le brahmanisme a su le faire, promettre à ces malheureux, dans une seconde naissance, un dédommagement de la position présente, au cas où elle serait supportée avec patience et soumission.

« Le résultat logique d'une telle façon d'être aurait dû amener l'extinction des corps de métier ainsi maltraités et réprouvés. La nation entière fût redevenue, comme aux époques antiques, un peuple exclusivement pastoral, agricole et guerrier ; elle eût renoncé aux arts et aux jouissances du luxe, ou bien n'aurait plus connu les uns et les autres que par le commerce étranger et l'importation. Mais c'est là ce qui ne pouvait être et ce que les möbèds eux-mêmes ne souhaitaient pas. L'habitude du luxe était trop bien enracinée pour qu'on pût songer à la faire disparaître. Les rois aimaient les trônes d'or, les parures splendides ; leurs femmes, les bijoux précieux et les vêtements de couleurs diverses richement brodés. Les prêtres voulaient ceindre la tiare bien ornée et ne consentaient pas à prier ailleurs que dans des temples construits avec toutes les recherches dont ils maudissaient les moyens. Dans cette situation violente, il y eut des explosions terribles (1). « Les classes industrielles, qui formaient, comme partout, la majorité des populations urbaines, répondirent à la persé-

(1) Ce qui devait prouver à notre auteur que les Iraniens protestaient mais ne mentaient pas (!).

cution par la haine (1) et écartèrent avec furie en plusieurs occasions, surtout sous le règne de Kobad, où l'hérésiarque Mazdak, se mettait à leur tête, flatta toutes leurs passions en prêchant la destruction des mōbeds, la communauté des femmes et des biens et toutes ces honteuses folies, toujours les mêmes, presque sans variante dans les vieilles sociétés ». « Le pouvoir civil, uni à l'autorité religieuse, se défendit en cette circonstance ; il comprima le mal, mais ne l'étouffa pas. »

Il en résulta, non pas la dissimulation suggérée par le comte de Gobineau, mais la division sociale dans la nation. Il en résulta aussi que la partie principale de la nation se sépara du reste et surtout de l'Etat. Le peuple, dans la confusion de son esprit, ne s'aperçut pas que son principale intérêt était l'existence de l'Etat, d'autant plus que l'Etat n'eut pas l'idée de faire appel au patriotisme.

§ 3. — *Défaut de l'organisation de la défense contre les Arabes et le manque d'appel au patriotisme*

Une guerre de 26 années successives venait de se terminer vers 626 (2) av. J.-C., entre Rome et l'Iran. On aurait dit que cet arrêt se devait uniquement à ce que

(1) D'où la séparation entre l'Etat Sassanide et la partie principale de son peuple qui devait le défendre contre l'invasion arabe.

(2) Sir Percy Sykes : *A History of Persia*, 1930, pp. 488 et suivantes.

les ressources des deux parties se trouvaient épuisées. Les deux peuples étaient las, presque à bout et complètement affaiblis par cette guerre.

On aurait dit, en plus, que les peuples, tout comme les corps humains, deviennent plus susceptibles aux maladies lorsqu'ils sont affaiblis. Un fléau, en effet, frappa le proche Orient presque immédiatement après cette guerre et fit des ravages inouïs, dont le roi même devint la victime et succomba en 629. Alors commença une période de crise politique, et des vacances dans la royauté. Vingt-cinq années de guerre, suivies d'un fléau et de cinq années d'anarchie, avaient complètement épuisé la force militaire et ruiné les administrations de l'Etat. En outre l'Etat ayant une religion officielle il ne pouvait point y être question de la patrie.

La liberté religieuse qu'apportait l'Islam

Il est très important de remarquer que l'Islam, comme faisant contraste au rigorisme des mages, se déclarait libéral. Chacun pouvait garder sa religion, à condition de payer un tribut (1).

En résumé, c'est surtout ce contraste entre le rigorisme de la religion officielle de l'Etat sassanide et l'Islam, qui fut la cause principale de la chute de l'Etat iranien. Mais si l'Etat sassanide, d'autre part, ne sut pas se servir du culte d'Etat des Iraniens, il n'en est pas moins vrai que ce facteur psychologique jouera son

(1) Nous parlons ici non pas de l'Islam de Mahomet mais de celui que les khalifs arabes prêchèrent immédiatement après lui.

rôle après coup. Seulement la difficulté sera grande; car, dans l'Islam des khalifes, le patriotisme était une hérésie.

SECTION II

Pourquoi et comment l'Iran retrouva son indépendance après les invasions arabes

Nous venons de voir le désarroi moral dans lequel se trouvaient les Iraniens à la veille des invasions arabes, c'est-à-dire au début du septième siècle de l'ère chrétienne. C'était principalement le rigorisme mazdéen des Sassanides qui avait mis en désordre et divisé la nation.

Au même moment, un homme extraordinaire, un prophète illustre, Mahomet, venait de créer de l'autre côté du Golfe Persique un mouvement religieux d'une importance sans exemple dans l'histoire de l'humanité. Avant lui, les Arabes vivaient une vie très primitive, pour ne pas dire sauvage. Pour la plupart, ils ne connaissaient encore de divin que des idoles faites de leurs propres mains, tandis que la grande idée d'une divinité unique, invisible et suprême avait déjà rempli le monde, inculquée par des religions moralistes.

Il n'y avait aucune unité politique, nul gouvernement général, en un mot, aucun ordre et aucune justice chez les Arabes. Ces derniers enterraient vivantes les jeunes filles, corrompaient les jeunes gens. et pratiquaient d'autres mœurs répugnantes.

Dans ces conditions, l'avènement d'un prophète comme Mahomet pour tâcher de civiliser ce peuple se comprend très facilement.

On sait que les idolâtres de l'Arabie s'opposèrent à lui d'une façon farouche, de sorte qu'à ses débuts, non seulement il ne put poursuivre sa vocation et répandre sa prophétie librement, mais sa vie et celle de ses adhérents se trouvaient être fort sérieusement menacées. C'est ainsi que nous les voyons tantôt s'expatrier en Ethiopie, tantôt s'exiler de La Mecque à Médine.

Pour assurer leur sécurité et la liberté de leur foi, donc, ils n'avaient d'autre moyen que de s'organiser en une force et, partant, en un Etat.

D'autre part, si Mahomet s'opposait à l'adoration des idoles, au mauvais traitement donné aux femmes... et s'il luttait contre d'autres actions immorales des Arabes de son temps, c'était la tâche qui lui incombait en sa qualité de prophète et de civilisateur.

Est-ce à dire, pour cela, comme les Arabes l'ont prétendu après lui, que Mahomet voulait obliger tous les hommes, par force, d'accepter l'Islam ou de payer un tribut ?

Rien de plus inexact.

Une telle accusation est déjà fausse et contraire au Coran en ce qui concerne les Arabes, idolâtres eux-mêmes. (C'est ce que nous verrons bientôt.) Comment donc peut-elle être vraie au sujet d'autres peuples, tels que les Iraniens ?

Toute la partie prophétique de la vie de Mahomet est remplie de *lutttes défensives* contre les tribus de l'Arabie, lesquelles voulaient empêcher l'Islam de progresser *pacifiquement*.

Dans aucun cas, Mahomet ne déclara la guerre à un

chef de tribu ou de peuple, non musulman, que s'il était provoqué par les actes agressifs de ceux-ci. D'ailleurs, de sa vie, l'activité de Mahomet ne dépassa nullement l'Arabie, et s'il avait adressé des lettres aux souverains, tel qu'à celui de l'Iran, c'était soit pour les inviter à accepter sa religion, soit pour leur demander de ne pas s'opposer à la propagation de la religion islamique dans leur pays.

Certains historiens, en se basant sur des « on dit » ou écrits, sans tout à fait y croire, disent que, dans sa lettre, Mahomet ordonna au grand roi de l'Iran : « Soumets-toi ou autrement prépare-toi pour la guerre ». Mais un tel document n'a jamais pu être examiné pour la bonne raison, admise par ces historiens eux-mêmes, que le roi iranien déchira la lettre en présence des messagers du prophète dès qu'il la lut.

Une telle exigence ne pouvait être celle de Mahomet que si l'Islam voulait s'imposer aux hommes par la force ou s'il était absolument opposé à la souveraineté des Etats dans l'Islam.

La vérité est que Mahomet demandait la liberté religieuse. L'Islam voulait qu'on ne l'entrave pas dans son développement et s'il menaçait de guerre, ce n'était que parce des Etats, comme celui de l'Iran, étaient, à ce moment-là, attachés à des religions rigoristes et pratiquaient la persécution contre tout homme, parmi leurs sujets, qui voulait s'en écarter.

Nous connaissons le rigorisme mazdéen des Sassanides. Voyons maintenant les preuves du libéralisme de l'Islam.

Dans l'Alcoran, chaque chose s'explique à sa place; chaque chapitre, et parfois même chaque verset, a été prononcé par le prophète à l'occasion d'un fait déterminé. Il est faux d'interpréter le Coran tout entier par un seul de ses versets. On ne peut donc se baser sur les versets du chapitre LXI (à propos des rangs de bataille) prononcés à Médine, vers l'an quatre de l'Hégire, lorsque les pertes des Musulmans dans la guerre d'Ohod (1) étaient grandes et des encouragements très nécessaires.

Pour trancher la question de savoir si le prophète voulait employer la force pour changer la religion des hommes (2). Pour ce faire, le meilleur chapitre est celui de Baghara qui traite des Juifs et de leurs objections à l'Islam (3). Ici on lit dans le verset 259: « Point de contrainte en religion. La vraie route se distingue assez de l'erreur (par démonstration) (1) »... (2).

Certains même disent, comme Kasimirski, que ce passage s'adressait particulièrement à ceux des Musulmans qui voulaient forcer leurs enfants, demeurés idolâtres, à embrasser l'Islam.

(1) Voir : The Holy Qu'ran by Manlvi Muhammad Ali. Page 1071.

(2) On n'y trouve d'ailleurs dans ce chapitre aucune exhortation à la guerre tant qu'elle n'est pas provoquée.

(3) M. Muh. Ali (op. cit.). Page : 9.

(1) Trad. fautive sur le texte par M. Kasimirski, 1857. Page 38.

(2) M. Muh. Ali (op. cit), page 129 :

« لا اكراه في الدين قد تبين الرشد من الغي . . . »

Et dans un autre endroit (Chapitre X, Jonas (Yunes), verset 99) (1), Gabriel dit à Mohamet, de la part de Dieu :

« Si Dieu voulait, tous les hommes de la terre croiraient. Veux-tu donc contraindre les hommes à devenir croyants (2) ? »

On peut trouver dans l'Alcoran bien d'autres arguments à l'appui de cette idée que Mahomet ne voulait jamais convertir l'Islam par la force. Ce sont ses successeurs, de fait, à l'exception d'Ali (3), qui détournèrent les commandements du prophète.

Avant Mahomet, en Iran comme en Arabie, il existait des religions rigoristes. En Arabie, il n'existait pas un seul Etat, mais presque chaque tribu, chaque localité, comme La Mecque par exemple, avait une sorte de religion sévère et quasi officielle.

L'enthousiasme des peuples pour l'Islam était précisément pour cette raison qu'il laissait libres les non-croyants pourvu qu'ils n'empêchassent point la propagande islamique et les pratiques religieuses des musulmans. La question d'un tribut n'intervenait que là où les non-musulmans avaient déjà, par leur conduite hostile, obligé Mahomet à leur faire la guerre. Dans ce cas, et

(1) Kasimirski (op. cit), page 170.

(2) M. Muh. Ali (op. cit), page 550 :

« ولو شاء ربك لامن من في الارض كلهم جميعا. افانت تكره الناس حتى يكونوا

« مؤمنين ».

(1) Cette exception est notre croyance religieuse et n'a rien à faire avec le raisonnement que nous avançons ici.

dans ce cas seulement, le prophète exigeait d'eux qu'ils lui payent un tribut s'ils voulaient garder leur religion; ce qui était une grande liberté, comparé à la persécution des musulmans que pratiquaient ses adversaires lorsqu'ils devenaient vainqueurs. Ce tribut se justifiait par les deux raisons suivantes :

1° Il représentait la réparation des dommages causés aux musulmans par la guerre.

2° Il était en partie l'impôt que tout citoyen devait payer au gouvernement islamique pour le maintien de l'ordre, de la sécurité et d'autres intérêts publics.

Bref, on ne trouve aucun exemple, pendant les onze années du règne religieux-politique de Mahomet, qui ferait voir qu'il ait attaqué un peuple ou saisi un Etat sans d'abord avoir été provoqué par la barrière ou danger que les autres Etats ou chefs mettaient à la liberté religieuse.

Non seulement les juifs, les chrétiens et tous ceux qui adoraient un dieu unique semblable ne devaient point être attaqués par les musulmans, mais même les idolâtres arabes, tels que ceux de La Mecque, pouvaient rester libres et autonomes tant qu'ils ne s'oposaient pas à l'Islam par des actes d'agression.

C'est ainsi, par exemple, que dans le chapitre IV (Nessac), verset 92 (1), adressé aux musulmans au sujet des idolâtres :

« Si Dieu avait voulu, il leur aurait donné l'avan-

(1) Kasimirski (op. cit.). P. 75 (traduction).

« tige sur vous et ils vous combattraient sans cesse. S'ils
« cessent de porter les armes contre vous, et s'ils vous
« offrent la paix, Dieu vous défend de les attaquer (1) ».

Il y a aussi un très grand nombre de hadisses (récits
des contemporains, d'après les dires du prophète) qui
militent dans le même sens par des exemples con-
crets (2).

L'Iran, pendant la vie de Mahomet, étant resté en
dehors de l'Islam, on ne sait point, à vrai dire, quel
arrangement serait intervenu entre le prophète et le roi
iranien si ce dernier avait accepté l'Islam. Toute spécu-
lation sur ce point serait d'ailleurs sans intérêt puisqu'il
ne l'accepte pas.

Mais par là même que l'Islam de Mahomet ne vou-
lait pas s'imposer par la force, il est évident qu'en lui
permettant de se répandre dans l'Iran, et en l'acceptant
même, le roi iranien ne perdait pas sa souveraineté
temporelle, puisque cette dernière ne se perd normale-
ment que par la défaite en guerre et par la force.

Mahomet n'était pas opposé à l'existence des Etats
islamiques souverains, surtout pour cette raison que
l'enlèvement de la souveraineté de tout Etat entraîne
une guerre, alors que le prophète ne voulait convertir
les hommes à l'Islam que par des moyens pacifiques.

(1) M. Muh. Ali (op. cit.), page 226 :

« ولو شاء الله لسلطهم عليكم فلقتلوكم فان اعترلوكم فلم يقاتلوكم والقوا اليكم السلم »
« فاجعل الله لكم عليهم سبيلا ».

Quant à la nation iranienne et à l'imaginable conflit de deux sentiments (l'un pour son roi comme chef de la patrie et l'autre pour le souverain de l'Etat arabe comme chef de sa religion), qui aurait pu compliquer et rendre difficile leur existence politique, nous faisons remarquer que le peuple iranien n'a jamais ressenti un sentiment vraiment religieux pour des souverains spirituels qui se mêlaient aux affaires temporelles de l'Iran et qui voulaient régner toujours victorieux et prospère ici bas. Le sentiment des Chiites pour les Alides tire sa source effective du fait que ces derniers sont des martyrs et par là même considérés comme dépossédés de ce qu'on croit avoir été leur droit divin.

Les mages mazdéens, qui étaient tant estimés en Iran avant les Sassanides, perdirent leur popularité lorsque, sous ces derniers, ils devinrent une classe riche et titulaire d'autorité dans les affaires du gouvernement et de la justice.

Les Abbasides, qui, comme nous allons le voir, devinrent l'objet du sentiment religieux des Iraniens sous le khalifat Omäyide et faisaient même, à l'égal des Alides, l'objet du chiisme iranien à cette époque-là, perdirent cette admiration de notre peuple, en ce qu'elle touchait à la religion, très tôt après leur avènement au khalifat effectif et ainsi devinrent aux yeux des Iraniens pareil à un gouvernement temporel et même, plus tard, furent considérés aussi illégitimes que les Omäyides.

Ce fait est vrai aussi bien que, dans une moindre mesure, des Safavides qui, après leur avènement au trône, n'étaient plus qu'un gouvernement national et

perdirent peu à peu la place religieuse qu'ils occupaient dans la psychologie du peuple iranien avant leurs succès d'ordre temporel.

C'est dire que la psychologie iranienne ne peut pas accepter le mélange du temporel avec le spirituel.

En pratique, donc, le sentiment religieux pour le chef de l'Etat arabe, chez les Iraniens devenus musulmans, ne pouvait exister qu'en tant que ce dernier se bornait à la religion dans ses rapports avec les Iraniens et n'intervenait pas dans les affaires politiques et temporelles de l'Iran. Il ne devait surtout pas contrarier le sentiment d'indépendance ou le culte d'Etat de notre peuple, car, alors, il risquait de perdre même sa position de souverain spirituel dans les cœurs iraniens.

Or, nous savons que Mahomet plaçait l'intérêt de la religion au-dessus de tout. Mais tout cela est du domaine de l'hypothèse, car, en fait, les Iraniens ne purent atteindre l'Islam pendant la vie du prophète et furent attaqués après sa mort par des Arabes agresseurs qui ne suivaient plus les prescriptions de Mohamet, mais leur avidité et leur désir pour les jouissances et les plaisirs.

En résumé, Mahomet ne prêchait essentiellement qu'une religion et ne fut forcé d'organiser un gouvernement temporel en Arabie que parce qu'il n'y en existait pas et puis parce que la vie et la foi des musulmans ne pouvaient pas, là, être assurées et libres autrement.

Mais pour faire pénétrer l'Islam chez les autres peuples, tel que celui de l'Iran, Mahomet n'avait point le dessein de leur ôter d'abord la souveraineté et l'indépendance politique, car cela aurait nécessairement

donné lieu aux guerres d'agression de la part de l'Islam contre les Etats souverains. Etant donné la liberté de conscience chez ces derniers, une attaque à leur souveraineté temporelle et à leur indépendance politique allait donc tout droit contre l'esprit et les lettres de l'Alcoran, lequel, nous l'avons vu, ne veut convertir les hommes à l'Islam que par des moyens pacifiques, par argumentation et démonstration, mais jamais par la force ou par la guerre.

C'est dire que l'Islam de Mahomet ne s'opposait point au culte d'Etat des nations.

Néanmoins, les Arabes, après leur invasion en Iran, étaient absolument opposés à tout particularisme des nations, considérant le patriotisme une hérésie. Les Iraniens devenus musulmans ne pouvaient donc pas parler de ce sentiment. Pourtant, aucun article du Coran ne veut que les nations qui l'acceptent soient privées de leur indépendance politique. Aucune des traditions des Imams ne le dit non plus. Seulement, les Arabes avaient le pouvoir et ne manquèrent pas de s'en servir pour couvrir d'un masque religieux tout ce qui pouvait servir à leurs intérêts matériels. Dès lors, les khalifes prétendaient à la réunion des deux pouvoirs (spirituel et temporel) dans leurs propres mains, aussi bien en Arabie que dans les pays conquis.

C'est ainsi que les prédicateurs arabes commencèrent à prêcher partout dans l'Iran pour faire croire aux nouveaux musulmans (Iraniens) que les nations ne différaient que par leur religion. Ainsi, du moment que

les Iraniens sont devenus des musulmans (1), ils devaient aussi accepter le gouvernement temporel des khalifes. C'est alors que la grande surprise fut faite aux Iraniens. Ces derniers, qui jusque là n'avaient vu des Arabes que des mendiants ou des colporteurs (2), se voyaient ainsi forcés doublement (par la prétendue raison de foi et par la force des armes) de supporter le joug de ces derniers.

Il en résulta chez les Iraniens une inquiétude morale sans borne. Leur malheur n'avait pas de limite. Pourtant, le coup était déjà porté. D'ailleurs le peuple ne connaissait pas l'arabe, il était même impossible pour lui de discuter la question sur le terrain religieux. Il fallait donc trouver un autre remède.

Tout d'abord, il ne faut pas croire que les Arabes réussirent à se soumettre tous les Iraniens d'un seul coup. Nos provinces caspiennes (3), et surtout Taharistan et Guilan, ne perdirent leur autonomie que plus de cent ans après la défaite du dernier roi Sassanide, et cela même au profit d'un khalifat (celui des Abbasides), constitué par les autres Iraniens.

(1) Ils avaient commencé à le devenir avant les invasions arabes et par réaction contre le Mazdéisme trop rigoureux des Sassanides.

(2) Voir la conversation de Yazdéguerd avec les messagers du khalife Omar dans : Sir J. Malcolm, *The History of Persia*, vol I, pages 138-139.

(3) Malgré l'opposition de ces provinces au gouvernement des khalifes, l'Islam, en tant que religion, les pénétra avant même qu'elles aient perdu leur autonomie.

Expliquons-nous :

Après la mort d'Omar, le destructeur des Sassanides, en 652 av. J.-C., une insurrection générale éclata en Iran contre l'Etat islamique (1). Les Iraniens avaient accepté le Coran et la profession de Mahomet, mais ils ne voulaient pas du gouvernement et du pouvoir temporel des Arabes. Cette insurrection était mal organisée et n'aboutit pas. Puis il y eut des révoltes incessantes dans les différentes provinces, surtout à Khorassan. C'est pourquoi le khalife décida de transplanter des tribus arabes dans ces régions.

Il est vrai que les historiens post-islamiques de l'Iran se sont bornés à être des annalistes, comme l'a bien dit sir J. Malcolm, mais même dans ces annales sans commentaire, si on regarde attentivement, on remarque que la période du khalifat des Omäyides est pleine de soulèvements iraniens de toutes les sortes et de toutes les couleurs. De ces révoltes, cependant, il ne résulterait rien puisqu'on se heurtait toujours à cette prétention arabe que l'Islam est opposé au patriotisme et veut voir tous les musulmans sous un seul gouvernement : celui du khalifat.

Dès lors, l'esprit iranien semble s'être dirigé vers la création d'un khalifat, sinon iranien, du moins iranisé. Mais la grande difficulté consistait à ce que le

(1) Voir, par exemple : Sir P. Sykes, vol. I, page 531 et suivantes. (Voir aussi Djordji Zaydan : *History of Islamic civilisation*.)

khalife devait nécessairement être un Arabe, parce que le Coran était écrit en arabe et toute traduction même était considérée « nécessairement » inadéquate. Il ne restait donc, théoriquement, qu'un moyen pour la satisfaction du culte d'Etat des vaincus : c'était de soutenir un Arabe autant que le khalife régnant afin de pouvoir gouverner en son nom. En fait, presque tous les ambitieux Arabes qui prétendaient au khalifat trouvèrent un terrain très fertile en Iran.

Le manque d'autorité véritable des khalifes en Iran se montre d'abord par ce fait que pour châtier leurs coupables politiques, ils étaient presque toujours obligés de les faire venir de l'Iran dans leur capitale, par une ruse quelconque, et puis, seulement, de les incarcérer ou de les tuer. Ce fut par exemple le cas de Yazidibn Mahlah (1).

Un autre fait qui prouve le sentiment national des Iraniens contre les khalifes est qu'à cette époque tous les ambitieux et coupables de la politique (à l'égard du khalife) trouvaient toujours le meilleur accueil en Iran et arrivaient vite à gagner du terrain et de la force. C'est par exemple le cas du même Ibn Mahlah ou celui de Yahya ibn Zaïd, etc. (2).

De même, en 724, le premier Abbaside et prétendant

(1) Voir Tabari. Trad. de Balami (op. cit.), pages 508 à 810 et suivantes.

(2) Voir Tabari. Trad. de Balami (op. cit.), pages 712-26-27 et suivantes.

à la situation du khalife alla à notre Khorassan pour se révolter contre les Omayyides, les khalifes régnants. C'est ainsi que le culte de l'indépendance politique des Iraniens commença à se prononcer tout en s'exprimant par des moyens religieux afin d'échapper à la persécution. Ibn Muavia, un autre prétendant au khalifat en Syrie, où il avait subi une défaite, trouva à Madaën des meilleurs dévôts qui s'allièrent à lui. Il devint ainsi capable de faire une entrée bruyante à notre Istakhr, puis à Ispahan, et maintint ces provinces en état d'indépendance du khalife jusqu'en 747 ap. J.-C. Ces exemples peuvent se multiplier par un seul regard sur l'histoire de l'Iran, au début de l'Islam. Dans l'année 747 ap. J.-C., un événement d'une importance de premier ordre va se produire dans le monde islamique. Une partie de la nation suivait un chef iranien, « Kermani », pour s'opposer à Nass-ul Dine, le gouverneur arabe, institué par le khalife à Khorassan. Puis une deuxième partie, ayant un autre Iranien, « Abou Moslem », à sa tête, se dressait contre les Omayyides. Kermani tomba sur le champ de bataille, mais Abou Moslem réussit si bien que Tahari (1) écrit: « Le peuple de Khorassan n'obéissait qu'à Abou Moslem, ne payait d'impôt qu'à lui, etc. ».

Bref, les Omayyides, qui, depuis près de quatre-vingts ans, régnaient en maîtres absolus comme khalifes et possédaient la souveraineté temporelle et spirituelle sur tous les musulmans, vont perdre leur situation et

(1) Trad. Malami (op. cit.), page 733.

disparaître même complètement de l'horizon par une révolte iranienne de cette nature. En effet, d'où venait ce mouvement révolutionnaire ? Quelle était la province qui s'était révoltée ? Quel était le peuple qui s'opposa aussi nettement, et avec tant de succès, au pouvoir arabe ? Voici les réponses qui sont absolument incontestées et incontestables :

Ce mouvement révolutionnaire prenait sa source en Iran.

La province islamique qui se révoltait n'était rien d'autre que Khorassan, laquelle a toujours fait partie intégrante de l'Iran. Enfin, le peuple qui se révoltait pour faire disparaître le khalifat des Omayyides n'était autre que le peuple de l'Iran. Il n'était pas possible aux Iraniens de parler de leur sentiment de patrie, puisque c'était l'hérésie selon les Arabes ; mais ils l'exprimèrent autrement, c'est-à-dire en désirant et en créant un khalifat islamique fait par la main des Iraniens. Ce khalifat fut celui des Abbassides (1). Peu importe à la sociologie de savoir si le sang ou la race de l'homme qu'on voulait substituer au khalife était iranien ou non, du moment que c'était une force et une volonté iraniennes qui l'élevaient afin de devenir elles-mêmes les maîtres de la situation. En fait, les Iraniens qui s'éle-

(1) On hésita d'abord entre les Abbassides et les Alides, lesquels étaient tous des parents de Mahomet. Ce fut Abu Moslem qui trancha la question. (Thari. Ibid. 736.) Ce qui prouve bien que le pouvoir était tombé entre les mains iraniennes.

vèrent contre le khalife ne suivaient que des Iraniens d'élite et n'avaient même jamais vu Ibrahim Abbasside, ou son frère, entre les mains desquels on fait tomber le khalifat. Tout ce que les Iraniens voulaient, c'était de trouver un khalife qui régnât au moyen des Iraniens et non pas par les Arabes. Un khalife qui puisse répondre par ses vizirs et ses actions aux aspirations iraniennes. Et c'est en fait ce qui arriva, au moins pendant quelque temps. En effet, on sait que les khalifes abbassides, depuis leur avènement jusqu'à vers l'an 804 ap. J.-C., avaient confié presque toute l'administration de leur Etat aux Iraniens et, en particulier, depuis 752, leurs ministres étaient héréditairement les Barmacides, c'est-à-dire des Iraniens. Puis, lorsqu'en 804, Haroun al Rachid, le khalife abbasside, écarta cette famille du pouvoir, les Iraniens refusèrent d'obéir (1) à son fils aîné et premier successeur « Amine ». Ils prirent le parti du cadet « Mamoun », dont la mère était Iranienne, et ainsi de nouveau marchèrent contre Bagdad (808-9). En Iran, on disait : « Fils de notre sœur, il (Mamoun) est un de nous (2) ». Tandis qu'à Bagdad, pour cette raison même, il était détesté et son frère (Amine) aimé. D'ailleurs, ce fut Mamoun qui prit la place de son père au khalifat,

(1) Tabari (op. cit.) écrit (page 740) :

« Dès que les Barmacides furent mis à mort, toutes les affaires de l'Etat de Haroun tombèrent en déséquilibre... Khorassan se révolta, etc... »

(2) Sir P. Sykes. Vol. II. P. : 4.

parce que les Iraniens le voulaient ainsi. En fait, le général iranien Tahir, qui sortit victorieux de la guerre contre Bagdad, n'avait même pas reçu l'ordre de Mamoun (lequel n'était pas encore le khalife). Mais Mamoun, une fois établi au pouvoir par les Iraniens, se montra ingrat et continua la politique de son père. C'est pourquoi après lui l'Etat islamique des Abbassides tomba en faiblesse (1) et des dynasties iraniennes se créèrent en Iran.

La première de ces dynasties iraniennes fut précisément fondée par les descendants de Tahir, le général à l'égard duquel Mamoun, s'étant montré si ingrat et si jaloux de son autorité, l'avait même fait empoisonner.

Les Tahirides régnèrent à Khorassan de 820 à 870. En même temps se créait la dynastie iranienne des Safavides vers 861, dans la province de Sistan, en s'étendant dans d'autres provinces. Cette dynastie existait toujours en 904 ap. J.-C.

A la même époque, aussi, se soulevaient les Samanides, une autre dynastie iranienne, prenant la revan-

(1) Une des marques de cette faiblesse était le renforcement de la popularité des Alides en Iran sous Mamoun lui-même. C'est pour cela qu'Ali Riza fut nommé son successeur. Or, c'est ici que la nature véritable du Chiisme des Iraniens, avant les Safavides, doit se rechercher. En élevant les Abbassides au khalifat, un premier chiisme (c'est dire sectarisme) iranien était satisfait. Si donc après l'écartement des vizirs iraniens par ces khalifes, notre peuple redevient chiiste et veut de nouveaux khalifes, cela suffit pour prouver son culte d'Etat national.

che des Tahirides et régnant de 874 à 929 malgré la prétention de supériorité temporelle des khalifes de Bagdad. En 928 se créait une autre dynastie, celle des Ziarides. Elle régna jusqu'en 1042 et renouvela l'indépendance de Tabaristan (province caspienne). Vers 932 ap. J.-C. se créait encore une dynastie iranienne, celle des Buyides ou des Alé-Bouyeh, laquelle devint très puissante et régna comme telle jusqu'en 1055 ap. J.-C. Puis, sous l'effet des intrigues du khalife, elle se démembra entre trois dynasties, sorties de la même famille.

Les Ghaznavides régnèrent de la même façon, c'est-à-dire, en fait, indépendamment du khalife, de 962 jusqu'à 1186 ap. J.-C. (au moins). Au même moment, vers 1037, se fondait la dynastie des Saldjukides, dans une autre partie de l'Iran. Cette dynastie vit son zénith sous Malik Shah (1072-1092), à cause surtout de la valeur incontestée de son grand vizir iranien Nizamel-Mulk. Le pouvoir de cette dynastie s'étendait non seulement sur l'Iran proprement dit, mais presque sur toute l'Asie musulmane. Le khalife n'était plus, en fait, qu'un souverain spirituel et cela encore parce que ces dynasties voulaient bien lui reconnaître ce titre. Son pouvoir temporel, à ce moment-là, s'étendait à peine à Bagdad. (Notre liste de ces dynasties (1) n'est pas complète, puisque nous n'avons voulu donner que des exemples.) Nous notons que notre langue actuelle, l'iranien moderne, fut

(1) Voir : *Tarikh-é-Gozidé* de H. Mostooufi Ghazvini. Par Jules Gantin, 1903.

précisément renouvelée et en partie créée à cette époque, sous des dynasties comme celles des Saldjudikes et Ghaznavides. Firdousy, l'auteur du *Libre des Rois*, et Khayam, etc. appartiennent à cette époque-là et étaient encouragés par ces rois qui, pourtant, rarement, régnaient dans tout l'Iran.

Ainsi, à la même époque, plusieurs dynasties se créent et règnent dans l'Iran. Mais tous encouragent une seule langue pour s'opposer à l'hégémonie arabe. Or, quelle meilleure preuve voulons-nous pour croire à l'unité de l'Iran et à l'existence de son sentiment national, même dans ces périodes de son plus grand malheur ? Il faut dire cela surtout à ceux qui veulent voir chez les Saldjukides, ou chez les Ghaznavides, des dynasties turques. Les Turcs, incontestablement, entrèrent dans l'Iran, mais ils furent très vite absorbés et iranisés, ou bien ils le quittèrent pour aller s'établir en Asie mineure.

Néanmoins, un khalifat islamique, bien que son pouvoir temporel allait en diminuant, et par là même que sa supériorité spirituelle était reconnue officiellement par ces dynasties, il avait été donné une belle occasion pour être à même de jouer une politique « de balance et d'équilibre » entre elles afin de ne point permettre à l'une de ces dynasties de prendre une force trop grande et d'être capable de réduire les autres à l'obéissance en renouvelant ainsi l'indépendance complète et politique de l'Iran (1).

(1) Voir par exemple : Sir. J. Malcolm (op. cit.), page 147.

C'est ainsi que notre histoire de cette période est pleine des recours de toutes ces dynasties aux khalifes et de leurs bonnes relations avec eux tant qu'elles n'étaient pas encore devenues trop fortes.

Les Safavides, les Sammanides, les Ghaznavides, etc. avaient tous commencé par reconnaître la souveraineté spirituelle du khalifat. Mais dès qu'ils voulaient se passer totalement de lui, au temporel, ce dernier (le khalife) trouvait le moyen nécessaire pour les annihiler en excitant l'ambition des autres princes ou dynasties.

Dans le cas des Saldjukides, c'était quelque peu différent. C'est-à-dire qu'ils réussirent pratiquement à se rendre les maîtres de l'Asie, sans pour cela tenter de faire disparaître le khalifat.

Mais c'est là, également, que doit se rechercher la cause de leur disparition, car, bientôt, le khalife arriva à profiter de la jalousie entre les princes et à créer une lutte entre Sanjar et Mohammad, les deux (princes) fils de Malik Shah, vers 1096. C'est pour cette raison que l'empire des Saldjukides se démembra entre les trois branches de cette famille (vers 1100 ap. J.-C.). C'est par une politique semblable que le khalifat arriva à démembrer l'Etat des Buyides. Mais il ne put pas étouffer le sentiment patriotique des Iraniens. Bref, d'autres dynasties, de plus ou moins d'importance, se créaient, telles que les Atahegs, par exemple. Mais le khalifat restait toujours opposé à l'unité iranienne. Finalement arrivèrent les invasions mongoles au début du ^{xiii}e siècle; et l'Iran n'étant pas encore unifié, on ne put pas s'opposer à elles effectivement (vers 1220 ap. J.-C.).

Certains historiens disent que Tchangize Mongole était également appelé par le khalifat arabe afin de le débarrasser des dynasties iraniennes. Mais, en fait, ce fut le khalifat lui-même qui disparut définitivement, au moins des Mongols, tandis que l'Iran, malgré ses souffrances, civilisa aussi ces envahisseurs et renouvela son indépendance.

Après les invasions des Mongols, de nouveau les petites dynasties provinciales apparaîtront en Iran. Puis viendra Tamerlan pour conquérir le pays.

Cela durera jusqu'au milieu du ^{xiv}^e siècle.

Ainsi, malgré les prétentions des khalifes et malgré l'adoption de l'Islam, jusqu'aux invasions mongoles (vers 1220 ap. J.-C.) nous pouvons certainement suivre les traces du sentiment national iranien dans l'Iran. Nous voyons là une lutte certaine et des réactions iraniennes contre l'hégémonie arabe. Les historiens iraniens ou arabes du moyen âge ne disent rien ou presque rien de cet antagonisme. Un auteur européen a pu dire que tous ces livres d'histoire, dont nous parlons, ne reviennent qu'à un catalogue de noms et de dates.

Néanmoins, les événements parlent d'eux-mêmes. Sans même que les historiens nous le disent, vu les faits jusqu'ici avancés, il devient incontestable que les Iraniens travaillaient péniblement pour recouvrer leur individualité tout en gardant l'Islam, et pour se distinguer des Arabes avec lesquels ils n'avaient rien de commun; rien d'autre que la croyance à la profession de Mahomet.

Il y avait des mouvements d'autonomie et l'apparition des dynasties iraniennes, ainsi que nous les avons

vues. Mais on sentait cependant que le recouvrement entier de l'indépendance iranienne n'était pas possible tant qu'il n'y avait pas là une raison sérieuse pour s'opposer au khalife, non seulement sur le terrain de son pouvoir temporel, mais également sur celui de la religion et dans son pouvoir spirituel même. Car, tant qu'on reconnaissait la souveraineté spirituelle de ce dernier, on avait en fait reconnu aussi sa souveraineté temporelle, puisqu'il prétendait posséder les deux, et presque tous les Musulmans non-Iraniens, aussi, le reconnaissaient comme tel, c'est-à-dire comme le possesseur des pouvoirs spirituels et temporels sur tous les Musulmans. Ainsi la reconnaissance d'une de ses souverainetés entraînait l'autre; et il suffisait qu'un khalife fût suffisamment intelligent et capable pour qu'il arrivât à mettre sous son autorité toutes ces forces d'indépendance iranienne. C'est pourquoi, dès la disparition des Barma-cides (et même avant), des esprits iraniens travaillaient pour opposer au khalifat existant un khalifat d'ordre vraiment religieux et divin. En un mot, des groupes des Iraniens isolés adoptaient petit à petit des sectes dans l'Iran. Ils devenaient ainsi des sectateurs de différentes sortes, qui différaient tous sur la question du khalifat avec le reste des Musulmans. Tous ces Iraniens sectateurs contestaient le droit religieux du khalife de rester tel. Bref, bientôt la croyance générale des Iraniens, musulmans, fut que Mahomet avait lui-même indiqué, comme les seuls khalifes possibles et légitimes, son cousin Ali et onze de ses successeurs. Ainsi, selon les Iraniens musulmans, il ne devait y avoir que douze khalifes

qui pourraient réunir tous les musulmans sous le même gouvernement; et le douzième s'étant absenté vers la fin du ix^e siècle, il n'y avait et il ne devait plus y avoir, selon les Iraniens, de khalifat islamique. Ce que nous venons de dire est ce que les Arabes appelaient le chiisme, c'est-à-dire le sectarisme. Aujourd'hui, le même nom s'applique à toute une religion, à celle de la majorité des Iraniens (1).

Mais, à ce moment-là, le chiisme ne consistait pratiquement en rien de plus que la négation de tout khalifat islamique possible, puisque le dernier des vrais khalifats (selon notre chiisme) s'était absenté. Nous disons bien une négation de tout khalifat possible; c'était tout ce que signifiait le chiisme des Iraniens avant les Safavides. Cela aboutissait donc tout droit à la possibilité de l'indépendance politique iranienne puisqu'il n'y avait plus là d'obstacle religieux. Et c'est ce qui arriva pratiquement. En effet, après les invasions mongoles et la mort de Tamerlan, l'Iran tomba de nouveau entre les mains des petites dynasties plus ou moins iraniennes ou iranisées. L'une d'elles, qui se créait vers la fin du xv^e siècle av. J.-C., était celle des Safavides. Cette dynastie, en adoptant le chiisme, devint très populaire chez les Iraniens. Et cela pour deux raisons :

(1) Le Chiisme qui existe aujourd'hui en Iran n'est plus une simple doctrine séparatiste. C'est bien une religion qui possède, depuis les temps des Safavides, un ordre religieux et des traditions attribuées aux douze Imans, lesquels sont, pour la plupart, des martyrs.

1° Parce qu'elle passait pour des descendants du premier-Imam (Ali) et le prophète lui-même.

2° Parce qu'elle fut attaquée violemment par le sultan de la Turquie (à partir de 1514 ap. J.-C.) et se défendit admirablement.

Il est curieux de remarquer qu'avant l'avènement des Safavides en Iran, le sultan Salim ne s'était pas encore arrogé le titre de khalife. C'est seulement après sa première guerre aux Safavides qu'il alla en Egypte et acheta (1516) le titre du khalifat d'un khalife nominal, et sans pouvoir, qui existait là. C'est aussi après l'avènement des Safavides en Iran que le sultan s'acharna contre les Chiites en général et mit à mort près de 40.000 d'entre eux dans son propre pays avant d'attaquer l'Iran (1).

Ces faits nouveaux nous font penser à ce que le sultan devait avoir été pris par la peur de ce que les Safavides, les nouveaux rois de l'Iran, ne cherchassent à généraliser le chiisme dans tout le monde musulman.

Quoi qu'il en soit, après tant de malheurs et malgré l'opposition ferme et décidée des khalifes arabes et des puissants sultans de la Turquie, l'Iran arriva cependant sous les Safavides, au début du xvi^e siècle, à regagner enfin son indépendance complète et politique. C'était, remarquons-le, à une épreuve des plus épineuses que l'histoire soumettait, avec les invasions arabes et leur théorie antipatriotique, le sentiment d'indépendance des

(1) Sir P. Sykes (op. cit.), page 162. (Vol. II.)

Iraniens. Mais par là même que l'Iran arriva finalement, bien que difficilement, à annihiler ces invasions et ces dangers, il a donc prouvé véritablement l'existence d'un culte d'Etat, fort et vivace, chez son peuple.

CHAPITRE IV

LE ROLE JOUE PAR LA NATION IRANIENNE DANS LE JEU DE LA RIVALITE ANGLO-RUSSE

OU

COMMENT LES IRANIENS DEJOUERONT LES AGRESSIONS ETRANGERES MALGRE LA POLITIQUE NON-NATIONALISTE DU GOUVERNEMENT DES KADJARS

Note préliminaire : La situation politique respective des Anglais et des Russes en Iran avant les Kadjars (c'est-à-dire avant le xix^e siècle).

I. — LA RUSSIE (1)

Avant Pierre le Grand, la Russie des tsars, telle qu'elle est conçue depuis ses réformes, n'existait pour ainsi dire point. C'est dire que non seulement elle n'était pas une grande puissance, mais qu'elle n'était même pas un Etat digne de ce nom. Les Moscovites étaient

(1) Notre critique, ici, ne s'adresse qu'au Gouvernement des Tzars. Le mot Russe ne s'appliquera, pour nous, ni aux Soviets, ni aux Russes pris individuellement.

une population vivant, à beaucoup d'égards, comme les Mongols et les Tartares. Les Mongols, après leur invasion de l'Iran, montèrent dans la Caucasic, puis occupèrent Moscou et descendirent même dans l'Europe orientale jusqu'en Hongrie.

Après eux, Tamerlan (Timourlang) en fit à peu près autant.

De récents auteurs, traitant des relations entre l'Iran et la Russie, commencent par parler de l'extravagance des premières ambassades russes, composées d'environ six ou huit cents commerçants, qui s'arrogeaient ce titre officiel pour traverser les frontières de l'Etat iranien des Safavides sans avoir à payer les droits de douane.

Mais les véritables agressions russes contre l'Iran commencent seulement avec Pierre le Grand, vers 1722.

L'historien de ce dernier et son panégyriste Voltaire (1) écrit : « Pierre méditait depuis longtemps le « projet de dominer sur la mer Caspienne par une « puissante marine et de faire passer par ses Etats le « commerce de la Perse et d'une partie de l'Inde. Il « avait fait sonder les profondeurs de cette mer, exa- « miner les côtes et dresser des cartes exactes ».

Il n'attendait donc plus que le moment favorable.

En 1722, il sortait victorieux de la guerre contre la

(1) Sir Mac Neill (J.) : *The progress and the position of Russia in the East*, 1854. Page 7; et traduction fr., page 13.

Ce livre avait pourtant été écrit pour prouver la nécessité pour l'Angleterre de ne pas compter sur l'Iran afin d'arrêter l'avance de la Russie.

Suède et apprenait que le roi Safavide était attaqué par un chef rebelle; il se prépara pour profiter de l'occasion.

Il publia le 15 juin 1722 un manifeste dont les expressions allaient tout droit contre son but. Là, il déplore le sort du shah qu'il appelle son « bon ami », son « grand ami et voisin », son « cher ami ».

Le mois suivant il partait en expédition vers la Perse sous le prétexte que le dernier shah Safavide avait demandé son aide contre les rebelles.

A son arrivée sur la Volga, écrit Sir Mac Nill, il envoya des troupes pour occuper la province iranienne de Guilan, qui produit la majeure partie de la soie iranienne. C'était surtout pour cette raison que Pierre s'intéressait particulièrement à cette province.

Or, voici le premier effet qui en résulta.

Le même auteur (1) continue : « La soie cessa d'être
« cultivée dans les districts qui, jusqu'alors, en avaient
« approvisionné les marchés russes, ou du moins elle
« s'offrait désormais en si petite quantité qu'elle ne
« satisfait nullement à la demande habituelle.

« C'est que cet article était devenu un monopole
« entre les mains des officiers russes et le paysan ne
« voulait plus en produire... »

Voici déjà un point qui frappe l'imagination et mon-

(1) Mc Neill (op. cit.). Tr. fr. P. : 28, et dans la page 22 de ce livre, on lit :

(Pierre) Ayant échoué dans toutes ses tentatives pour gagner pied dans le Mazanderan et à Astrabad, etc...

tre combien les Iraniens ont été réfractaires et résistants devant les agresseurs étrangers. Mais il y a mieux :

« Pierre, nous dit Voltaire, ne put alors pousser plus
« loin ses conquêtes. »

Il fit ainsi sa rentrée triomphale à Moscou, en 1723, sans qu'il y fut jamais question d'aide portée au shah.

D'autre part, ce même Pierre, qui avait prétendu vouloir aider le souverain Safavide, se disposait aussitôt après cette expédition à traiter aussi bien avec le chef rebelle qu'avec la Sublime Porte. Il voulait ainsi se réserver au moins la possession de Guilan.

La Porte s'était alarmée de sa pénétration, ayant elle-même des desseins pour mettre à profit les troubles intérieurs de l'Iran, tout comme la Russie.

Mais cette politique tortueuse, ce renversement de toute justice et vérité ne profita pas à la Russie ni à la Turquie. Car, soudain, un Iranien surgit sur la scène et la changea rapidement. C'était Nadir. (Plus tard, devenu Nadir Shah.)

Il apparut dans une époque de trouble qui semblait faite pour des hommes de sa valeur, et sut la diriger comme si elle lui avait appartenu.

Ayant pris le fugitif Shah Tahmasb sous sa protection et après avoir policé son pays natal (Khorasan), Nadir marcha contre les rebelles et les envahisseurs étrangers du royaume.

Le secret des succès de Nadir est qu'il fit pleinement appel au patriotisme des Iraniens au lieu de se borner à exalter le sentiment religieux.

Avec des troupes peu expérimentées et composées

de la population normalement paisible de l'Iran, grâce aussi à une énergie et une persévérance extraordinaire, il repoussa les Afghans d'une extrémité du royaume à l'autre, les pourchassa jusqu'à plus de trois cents lieues et les contraignit à opérer, à travers des déserts, une retraite précipitée et désastreuse pour regagner difficilement leur pays.

Tournant ensuite ses armées contre les Turcs, ces derniers furent forcés d'abandonner toutes leurs so-disant conquêtes en Iran.

Dès lors, la Russie ne fut pas tenter de continuer à chercher en Iran une position que toutes ses ressources n'auraient peut-être pas pu maintenir contre la puissance de Nadir Shah.

Ce dernier fut non seulement reconnu par elle comme souverain légitime de l'Iran, y compris ses dominions du nord-ouest, mais sa médiation en cette qualité fut même admise par la Russie dans ses différends avec la Porte. Cette médiation contribua à la conclusion du traité de Belgrade en 1739.

Ainsi le culte des Iraniens pour l'indépendance de leur patrie, quand on sait lui faire appel, même dans des circonstances extrêmement difficiles, apparaît comme une force créatrice mystérieuse.

Tout au long de notre histoire, des faits semblables le prouvent. Il y a une force dans l'air de l'Iran qui, tôt ou tard, repousse au dehors tout étranger agresseur. Tantôt c'est la Médie (Azarbaïdjan), tantôt la Perse proprement dite, tantôt Khorassan et tantôt les provinces caspiennes.

Mais c'est toujours de l'Iran et pour l'Iran que cette force jaillit.

La première agression russe prit ainsi fin. Elle cherchera à se renouveler plusieurs fois au cours du XVIII^e siècle, mais toujours sans succès jusqu'à la fin du siècle, à cause des *résistances* iraniennes.

II. — LA GRANDE-BRETAGNE EN IRAN AVANT LE XIX^e SIÈCLE

Avant de définir les traits de la politique britannique en Iran, il faut dire un mot de leur arrivée aux Indes, sans quoi leur rivalité avec la Russie ne se comprendrait point.

On sait quelle fièvre avait causé en Europe, dès la fin du moyen âge, sinon la possession de l'Inde, du moins le commerce avec elle. Jusqu'à ce que Vasco de Gama eût doublé le cap de Bonne-Espérance en 1497, ce commerce se faisait en partie à travers l'Iran.

La nouvelle route s'ouvrit au profit des Portugais et leur assurait la suprématie des mers conduisant à l'Asie. Les Britanniques n'avaient pu entrer en concurrence avec eux qu'après avoir détruit l'invincible Armada en 1588.

Avant cette date, l'Angleterre était forcée de recourir aux voies souvent terrestres dans son commerce avec l'Asie.

C'est ainsi que nous la voyons, entre 1555 et 1581, tenter à plusieurs reprises d'établir un commerce, de

soie surtout, avec la Perse, par la voie de la Russie et au moyen d'une compagnie appelée « *Moscovy Company* (1) ».

Bref, en 1588, la marine anglaise ouvrit son chemin vers l'Inde et la Compagnie anglaise des Indes put se former en 1599. Elle reçut la charte de la reine Elisabeth un peu plus tard.

La première expédition anglaise aux Indes réussit dans son but en 1601.

Si on voulait parler des relations surtout commerciales entre l'Angleterre et l'Etat de l'Iran, il faudrait remonter au milieu du xvi^e siècle et puis à l'arrivée des deux agents anglais (les deux frères Sherley), vers la fin de ce siècle, à la Cour des Safavides (2).

Mais notre but ici n'est pas de retracer une histoire des faits de toute nature qui se sont produits entre l'Iran et l'Angleterre.

(1) Par suite d'une invitation de Pierre le Grand, et puis par la concession accordée par l'impératrice Anne, une autre tentative de commerce anglais, avec la Perse, via Russie, fut faite, en 1734. Ce fut sans succès. Une autre en 1738, également sans succès. Cette concession fut annulée par la Russie en 1746.

(2) Sur ces relations nous renvoyons surtout aux écrits suivants :

Sir Percy Sykes (op. cit.), vol. II : chap. : LXII-LXIV et LXXII.

G. N. Curzon : *Persia and the Persian questions*, vol. II : p. 529 et suivantes.

J. Hanway : *An Historical account of British trade over the Caspian Sea 1753*.

Ce que nous voulons essayer de montrer, c'est la direction et la signification de la politique anglaise; ce qui ne se confondra d'ailleurs pas avec l'histoire diplomatique.

La Compagnie anglaise (1) avait à peine fondé quelques comptoirs dans l'Inde et n'avait pas encore acquis Bombay que déjà son attention se portait sur le Golfe Persique.

C'est que le commerce par la route du proche Orient était encore plus fructueux et les Portugais avaient encore le monopole de fait.

Les Anglais s'adressèrent au shah et les deux Sherley agirent de telle façon que, par ordre de ce roi, on chassa les Portugais.

Ce n'était pas là cependant un acte d'influence agressive, puisque les agresseurs étaient les Portugais.

Ces derniers, avant l'avènement (2) de l'Etat Safavide, s'étaient introduits sans permission sur la côte iranienne, désobéissaient aux ordres de l'Etat de l'Iran et ne voulaient même pas accorder la liberté de commerce maritime aux autres nations.

Pour les en empêcher, d'ailleurs, il faut le reconnaître, les Anglais, du côté de la mer, et les Iraniens, du côté de la terre, s'aidèrent mutuellement. De sorte que

(1) D^r Rouire : La Rivalité Anglo-Russe au XIX^e siècle, en Asie, 1908. Page 25 et suivantes.

(2) Les Portugais, avant leur installation, avaient soutenu une guerre sans merci contre les Arabes.

l'aide des uns était aussi indispensable que celle des autres. La preuve en est que le shah fut très satisfait du résultat de l'entreprise et donna beaucoup de privilèges commerciaux aux Anglais.

Ces privilèges peuvent sans doute être critiqués au point de vue économique, mais au point de vue psychologique, à ce moment-là, ils ne blessaient point les Iraniens et, par là même, ne peuvent pas être considérés comme une agression; étant donné surtout que le shah les avait accordés de bonne grâce. D'ailleurs, la Compagnie des Indes était alors trop faible pour qu'on pût penser autrement.

Les habitants des deux rives, écrit le Dr Rouire (p. 17), se soulevèrent, bloquèrent les Portugais dans leur forteresse et les réduisirent à une situation précaire. Ces derniers furent ainsi forcés de quitter Hormuz (1) (1622).

Mascot finit également d'être délivré d'eux en 1646.

La Compagnie anglaise ne pouvait pas prétendre à d'autres droits que ceux dont le shah voulait bien lui faire l'octroi.

Mais ce furent bientôt les Hollandais qui s'arrogeaient la prétention de se substituer aux Portugais dans le Golfe Persique. Cependant, eux aussi, trop faibles pour résister aux efforts combinés des Musulmans, durent évacuer leur poste.

(1) « Si le monde, disaient les Portugais dans leur langage imagé, était un anneau d'or, Hormuz en serait le diamant. »

C'est plus tard que la décadence des Safavides commença et l'anarchie devint maîtresse sur les deux rives, à cause de la piraterie arabe. Aucune de ces puissances européennes ne fut capable, malgré ses efforts, d'établir l'ordre dans le Golfe.

Le commerce prit alors le chemin plus long de la mer Rouge et de l'Égypte (1).

En attendant, l'Angleterre essayait de s'implanter dans l'Inde. Nous n'avons pas à dire comment. Remarquons seulement avec le D^r Rouire : ce n'est que lorsque Portugais, Français et Hollandais eurent tous été éliminés successivement des Indes que l'attention de l'Angleterre se trouva reportée à nouveau sur le Golfe Persique. Nous étions, alors, dans les dernières années du XVIII^e siècle et l'Iran était déjà gouverné par les Kajars. C'était en réalité le début de la domination véritable des Anglais aux Indes et le moment où ils pouvaient raisonnablement songer à assurer leur sécurité dans les pays limitrophes. Vers le milieu du XVIII^e siècle, Nadir Shah a pu se rendre maître de l'Inde afin de châtier les fauteurs de l'insurrection afghane en

(1) Sur l'importance de la voie terrestre commerciale du Golfe vers la Méditerranée, à travers le proche Orient, on a beaucoup écrit. Le D^r Rouire fait d'intéressantes allusions à ce sujet dans le passé. Mais il y a un point que les auteurs européens n'ont pas encore bien noté. C'est que, selon une inscription archéologique laissée par Darius, ce dernier nous informe que le canal de Suez a été par deux fois creusé par les Achéménides (bien que pas aussi profondément qu'aujourd'hui).

Iran. C'est dire qu'encore, à ce moment-là, les Anglais ne comptaient pas pour beaucoup dans les affaires indiennes.

Avant la fin du XVIII^e siècle, la Russie avait déjà plusieurs fois essayé de prendre position dans l'Asie centrale : une première fois, en 1717, par son expédition contre Khiva; trois autres fois contre l'Iran :

1° 1722-23 (c'est ce que nous avons vu);

2° 1781 (par ses efforts pour s'établir en Astrabad);

3° 1796 (en envahissant l'Iran).

Or, à l'exception de celle de Khiva, qui n'est pas dans l'Iran, toutes ces expéditions russes furent arrêtées par les Iraniens.

Si l'Iran ne s'était pas opposé aux poussées de la Russie vers l'Inde, au cours du XVIII^e siècle, l'Angleterre n'aurait pas été capable de l'empêcher elle-même, et cela pour la bonne raison qu'elle n'était même pas sûre de pouvoir prendre un pied solide dans l'Inde.

On voit déjà combien il est erroné de croire que la Perse doit son indépendance au fait de la rivalité anglo-russe. Ceux qui pensent ainsi ignorent certainement la valeur véritable de la nation iranienne. Ces personnes-là sont précisément celles qui parlent d'un Etat tampon (Buffer State). Pour les mieux convaincre de leur erreur, nous les renvoyons à l'ouvrage du major Rawlinson (1) : ils y liront que l'erreur anglaise a été de supposer que la Perse pourrait jamais être assimilée par la Russie.

(1) *England and Russia in the East*, 1875. Pages : 1 à 18.

Il n'y a pas de doute que la force des armes pouvait peut-être réduire la résistance du shah des Kadjars. Mais rien ne pouvait réduire la résistance d'une nation qui, depuis vingt-huit siècles, s'était exercée à résister aux agresseurs étrangers jusqu'à ce que son indépendance fût rétablie.

Ici une question se pose : Pourquoi, dans ces conditions, l'Iran, au cours du xix^e siècle et après, fut-il sujet à tant de malheurs au cours de la rivalité anglo-russe ? A cette question il y a une seule réponse. Elle est la même que pour la décadence et la chute de plusieurs autres Etats iraniens qui existaient avant les Kadjars. Ces derniers ne surent pas mettre à profit le patriotisme et le culte de l'indépendance des Iraniens.

Après les Safavides, Nadir sut réveiller et employer cette force psychologique iranienne, et c'est pour cette raison qu'il arriva à faire de l'Iran, quoique pour une courte durée, une grande puissance. Des théoriciens soutiennent que les Safavides avaient besoin de persister sur la question religieuse à cause des invasions précédentes. Nous ne voulons pas discuter cette question ici. Mais les succès de Nadir sont là pour montrer qu'après les Safavides, au moins, il n'y avait pas besoin pour l'Etat de mêler ses affaires à celles de la religion.

Après Nadir, bien que l'Iran retombât dans la féodalité, c'était encore son appel au sentiment de la patrie qui produisit des petites dynasties nationales partout dans l'Iran et empêcha l'étranger de nous annihiler. Mais voici qu'à la fin du xix^e siècle les Kadjars parviennent à réunir tous les Iraniens sous leur gouvernement.

Nous ne voulons pas rapporter toute leur histoire. Il nous suffit de montrer qu'ils ne faisaient pas appel au patriotisme de la nation pour défendre la patrie. Leur erreur était de reléguer au second plan le culte d'Etat iranien et de vouloir se protéger, contre tout agresseur, uniquement en se basant sur le sentiment religieux du peuple. Ils voulaient ainsi se constituer les continuateurs des Safavides. Or, le schisme ne servait même aux Safavides que contre le khalife turc, c'est-à-dire contre le chef des Sunnites, lequel voulait mettre tous les musulmans sous son autorité. Cette arme, par contre, ne pouvait pas suffire à soulever le peuple contre les Russes, puisque ceux-ci ne voyaient aucun inconvénient à ce que les Iraniens gardassent leur religion.

Les Safavides, d'ailleurs, avaient un titre à se servir du sentiment religieux. En effet, ils passaient pour les descendants de l'Imam et du prophète.

Or, pour un peuple aussi légitimiste que celui de l'Iran, ce fait avait une grande importance et il se pouvait que, sous un roi comme le shah Abbas I^{er}, l'appel au sentiment religieux devint vraiment effectif.

Mais les Kajars, eux, de par leur origine, n'avaient aucun droit de se prévaloir d'une telle autorité religieuse.

C'est ce qui explique que certains voyageurs dans l'Iran, comme le comte de Gobineau (1), ont pu commettre de graves méprises sur la situation morale du peuple.

(1) Voir un peu plus loin.

De ce qui précède, il résulte que nous avons deux points principaux à soutenir dans ce chapitre. Et nous le ferons dans les deux sections suivantes :

1° Les Kajars ne se servirent pas du patriotisme des Iraniens contre les agresseurs.

2° Ce qui préserva l'Iran, ce n'est pas la rivalité anglo-russe, ce fut chaque fois la résistance de la nation iranienne.

SECTION I

Les Kajars ne se servirent pas du patriotisme des Iraniens pour s'opposer aux agresseurs étrangers

Nous venons de voir qu'avant la fin du xviii^e siècle, les Anglais n'avaient pas encore voix au chapitre dans l'Iran et les Russes, qui avaient déjà plusieurs fois commis des actes d'agression, s'étaient vus chaque fois repoussés par la nation iranienne.

Depuis la mort de Nadir Shah jusqu'au couronnement du premier roi Kajar, en 1796, l'Iran fut gouverné à la fois par plusieurs dynasties concurrentes.

A cette dernière date, Agha Mohamed Kajar, qui était le plus ambitieux parmi les seigneurs de cette féodalité, sortit victorieux d'une guerre contre la Russie (Sykes : Vol. II, p. 293) (Malcolm : V. II, p. 193 et suiv.).

Pour cette raison, il s'estima fondé à posséder la royauté sur tout l'Iran.

Son succès contre la Russie fit d'autre part que la presque totalité de la nation le jugea suffisamment digne

de la souveraineté. Dès lors, nous voyons que dans les provinces telles que Khorassan où, avant son succès contre la Russie, le premier roi Kajar n'avait pas pu faire accepter sa suzeraineté, les petits chefs se soumi-
rent à lui et le grand seigneur de cette province fut obligé de s'exiler.

Il en résulte que son avènement dépendit en réalité de son succès contre l'agresseur étranger. Ce qui se comprend facilement, étant donné l'histoire des peuples chez qui existe un culte d'Etat, ainsi que celle de l'Iran. Mais ce n'était qu'un début et il ne vécut pas assez longtemps pour en faire davantage. Il mourut en 1797, au moment où il était de nouveau en marche contre la Russie, devenue une fois de plus l'agresseur. Tout en ce faisant, le premier Kajar ne parlait point au peuple de la nécessité de défendre la patrie. Le seul sentiment populaire auquel il s'adressait fut la religion. C'est ainsi que son édit, adressé aux chefs des tribus et des provinces, pour demander l'envoi de contingents militaires, était ainsi conçu : « ...afin de punir les Infidèles insolents qui ont osé envahir le territoire des Croyants (1) ».

Cette déclaration, où l'on ne trouve même pas d'allusion à la patrie, n'était point destinée à agir effectivement sur le peuple, puisque les Russes n'offensaient que celle-ci et non pas la religion.

(1) Voir :

a) Sir P. Sykes (op. cit.). Vol. II. P. 293 et suivantes.

b) Sir J. Malcolm (op. cit.). Vol. II. P. 193 et suivantes.

On peut objecter que le premier Kadjar s'était battu contre la Russie et en était sorti vainqueur en 1796. C'est juste, mais, à ce moment-là, il ne luttait pas au nom de la religion. Il n'était pas encore roi de tout l'Iran et s'appuyait principalement sur sa tribu et sa seigneurie.

C'est en effet après son retour de la Géorgie qu'il fut couronné, comme nous l'avons dit. A ce moment, il refusa délibérément la couronne de Nadir; mais il accepta le sabre sacré du roi Safavide (1).

C'est dire qu'il voulait, comme plus tard ses descendants, se constituer le successeur des Safavides. C'est dès leur début que les Kadjars commencèrent à faire appel au sentiment religieux, afin d'être sûrs de régner sur tous les Chiites. Mais c'est aussi à partir de ce moment que, pour la même raison, les Kadjars cessèrent de défendre convenablement la nation iranienne contre la Russie, puisque, comme nous l'avons déjà dit, les Russes ne voulaient point empêcher les Iraniens de garder leur religion.

L'affirmation contenue dans la déclaration ci-dessus mentionnée pouvait jouer, à la rigueur, si elle émanait d'une autorité religieuse ou d'un roi de caractère mixte, tel que les Safavides, non pas dans le cas contraire.

D'ailleurs, Agha Mahomed, comme ses successeurs en général, ne s'adressait pas directement au peuple et ne lui expliquait pas la cause véritable de la guerre. Ils

(1) Sir P. Sykes (op. cit.).

se contentaient, comme nous venons de le voir, d'adresser des ordonnances royales aux chefs des tribus et des provinces, lesquels n'en disaient rien non plus au peuple.

Aussi bien, toute la partie capable de la nation n'était point appelée sous les armes. Bref, il y a eu sous les Kajars des moments qui ressemblaient aux autres époques où l'Iran avait été attaqué. La nation, dans son culte de l'indépendance, n'était mise au courant des choses que lorsque le coup de l'agresseur avait déjà été porté. La seule fois où nous voyons un roi Kajar réunir le peuple d'une ville pour l'avertir du danger extérieur c'est en 1856. Mais nous allons voir que, même à ce moment-là, le peuple est réuni dans une mosquée, que le messager du roi est un homme d'apparence religieuse et que l'on parle de la nécessité de défendre la religion contre l'Angleterre. Nécessité qui ne s'imposait point. Sur ce fait, prenons le récit du comte de Gobineau (1) lui-même qui, pourtant, veut arriver à une conclusion toute différente de la nôtre.

« Il fut fait un appel à tous les musulmans pour
« qu'ils eussent à s'armer et à courir à la défense de la
« foi menacée par les infidèles. »

.....
« Pendant quelques jours on parla de la guerre
« sainte dans les bazars et dans les bains, et ce fut
« matière à des bouffonneries et à des coq-à-l'âne
« inépuisables. »

(1) Trois ans en Asie. Page 295.

Nous voyons donc que les rois Kadjars ne s'adressaient qu'au sentiment religieux pour se défendre, soit contre les Russes, soit contre les Anglais. Aucun de ces derniers, d'autre part, ne voulait nous en priver (1).

En outre, on ne disait point au peuple que les Anglais ou les Russes voulaient devenir leurs maîtres. On se contentait de dire qu'ils voulaient les offenser dans leur foi. Or, le peuple, qui avait déjà vu beaucoup d'Anglais aux bazars, chez lui, et savait qu'ils ne se souciaient guère de sa religion, répondait comme le dit Gobineau (2) : « On va prêcher la guerre sainte, pour-
« quoi faire ? Pour empêcher les Anglais de venir ici ?
« Pourquoi ne viendraient-ils pas ? En quoi sommes-
« nous intéressés à cela ? Ils ont de l'argent, ils feront de
« la dépense, ils paieront comptant, où est le mal ?...
« Est-il besoin de la guerre sainte pour qu'ils se mettent
« en route ? Qu'on aille donc la leur prêcher chez
« eux... »

De cette raillerie, que nous acceptons en faisant confiance à notre auteur, on voit bien que le gouvernement des Kadjars, non seulement manquait totalement de faire appel au patriotisme là où il était le seul facteur psychologique nécessaire, mais, en outre, il plaçait la populace dans un cercle vicieux.

(1) Il est vrai que les soldats russes ne respectaient pas les Mosquées et les lieux saints. Mais le gouvernement du Tzar pouvait sans inconvénient pour son but immédiat ordonner de le faire.

(2) (Op. cit.) P. : 292.

Il la mettait ainsi dans une complète incompréhension des choses. De sorte que l'homme de la rue était étouffé dans sa conscience et ne savait auxquels de ses sentiments obéir.

D'ailleurs les chefs de la religion n'était pas nécessairement d'accord sur cet appel religieux et gouvernemental.

« Quant à une idée de religion, ajoute Gobineau, « personne ne l'avait, et il était curieux que, dans toutes « les doléances, on ne la supposât même pas. Ce que « l'on compte d'honorable parmi les Mullah... se tint « soigneusement à l'écart, désapprouvant la mesure et « ne cachant pas que la foi n'était nullement en jeu... »

Nous acceptons donc comme vrais les faits apportés par notre adversaire, mais voici la conclusion qu'il en tire :

« *...il importe peu aux Persans (c'est-à-dire Iraniens)*
« *de savoir qui les gouverne (!!).* »

Or, pourquoi en serait-il ainsi ? Les faits apportés par notre auteur concernent la religion. Le peuple de l'Iran protestait qu'il ne s'agissait pas de religion et qu'il n'y avait pas besoin d'empêcher les Anglais de débarquer si c'était seulement pour la religion ; car ce peuple avait, depuis un siècle, vu trop d'Anglais pour ne pas les connaître. Il savait que ces derniers n'offensaient pas normalement la religion. On ne disait d'ailleurs point au peuple que les Anglais voulussent faire quoi que ce soit qui pût toucher à la machine gouvernementale. Tout ce qu'on insinuait c'était qu'ils voulaient se mêler des affaires religieuses, et cela n'était point vrai.

D'où vient donc que le comte de Gobineau conclut son bel exposé dans le sens de l'indifférence des Iraniens en matière de gouvernement ?

C'est assurément une erreur qui va contre tous les grands faits de l'histoire de l'Iran, relative à l'indépendance politique, que nous avons vus jusqu'ici. Cette prétention va aussi contre les faits que nous verrons dans la deuxième section de ce chapitre et qui concernent le xix^e siècle lui-même.

Le comte de Gobineau s'est trompé d'autant plus qu'il s'agissait, dans son exemple, des Anglais et non pas des Russes. Or, on sait que les Anglais, depuis toujours, se déclarent intéressés, et pour cause, à l'indépendance de l'Iran. Le différend anglo-iranien en 1856 concernait Hérat, une ville aujourd'hui afghane, que les Anglais **voulaient protéger comme telle**, tandis que le Schah la croyait iranienne. Or, si l'on consulte le texte de la **déclaration au peuple ci-dessus mentionnée**, on ne trouve même pas le nom de cette ville, moins encore la nature du différend qui séparait le Schah de l'Angleterre. D'un autre côté, étant donné la pénurie des moyens de communication, l'étendue du pays, l'absence d'une presse et d'autres difficultés, il y avait peut-être une bonne moitié des habitants de la ville de Téhéran qui ignorait la religion exacte ou la nationalité de la population de Hérat.

De quelque côté qu'on la prenne, on voit bien que la prétention du comte de Gobineau est complètement mal fondée. On est plutôt porté à croire, comme l'a dit Lord Curzon, que le but de Gobineau était de servir

l'impérialisme des Européens plutôt que toute autre chose. Une autre raison de son emportement, nous le croyons, était de donner un exemple pour prouver sa théorie sur les races. En effet, c'est le même comte de Gobineau qui arrête son livre de l'histoire de l'Iran à la fin de la période Parthe, en disant qu'après ces derniers la race des Iraniens (1) étant mêlée avec les Sémites, ce n'est plus la peine de continuer leur histoire. Et il ajoute : « Je m'arrête au point où la proche parenté « cesse d'exister entre nous et les dominateurs de « l'Iran ». Dans ces conditions, on ne doit vraiment pas s'étonner de le voir plaider pour nous donner en servitude à l'Europe. Mais, aujourd'hui, on sait absolument qu'aucune des nations européennes ne peut être considérée comme étant d'une race spéciale.

Il y a même beaucoup de raisons pour croire que plus les nations sont civilisées et plus elles s'écartent de l'unité de la race. *Ce qui fait l'unité nationale, c'est la volonté de rester une, et non point le sang* (2). C'est la même volonté qui fait l'unité de la nation iranienne.

Nous nous excusons de cette digression, mais au moment de donner cet exemple de 1856 pour prouver

(1) Histoire des Perses. Vol. II. Page 637.

(2) La croyance à l'unité de race chez un peuple joue le même rôle que toute autre croyance et par là même peut créer une nationalité. Mais les Etats qui se basent encore sur la race prouvent que la nation, chez eux, est encore en bas âge et n'est pas formée.

que le gouvernement des Kadjars ne se servait pas du patriotisme des Iraniens, il était nécessaire de dire ce dont il s'agissait. Il était également nécessaire, pour le même exemple, qu'une réplique iranienne fut opposée aux affirmations erronées du comte de Gobineau.

Nous verrons d'autres cas où le gouvernement des Kadjars, ayant à se défendre contre un agresseur, ne se sert ni du patriotisme, ni du culte de l'indépendance de la nation iranienne.

Le manque d'appel au patriotisme contre l'agresseur n'était d'ailleurs point le seul défaut à la base du gouvernement des Kadjars.

Fath Ali Schah, qui succéda à Agha Mahomed, et pendant le règne duquel la Russie devait réaliser la plus grande avance dans l'Iran, avait remplacé presque tous les gouverneurs par ses propres fils ou par d'autres princes du sang. Chacun d'eux, dans son champ d'action, avait, en fait, des pouvoirs absolus comme le Schah lui-même. S'il est vrai que le Schah Kadjar était leur supérieur, s'il est vrai qu'ils avaient certaines obligations à remplir à son égard, il n'en est pas moins vrai qu'en fait ils faisaient presque tout ce qu'ils voulaient et les courtisans empêchaient les gens de se plaindre d'eux au Schah, étant donné le sentiment paternel de ce dernier que l'on craignait, ou bien à cause de la puissance personnelle des princes eux-mêmes et de leurs espérances pour l'avenir.

En outre (1), chaque prince avait des prétentions au trône et méditait sa propre élévation, aussi bien que l'abaissement de ses rivaux, frères ou autres. Les succès obtenus par l'un d'eux, même contre des ennemis, étrangers, déplaisaient toujours aux autres, puisqu'ils augmentaient sa réputation. Dominés par la jalousie, ils se trahissaient mutuellement pendant la guerre contre la Russie avec aussi peu de scrupules que si les intérêts nationaux n'avaient pas été en jeu. Il en résultait que l'Etat des Kadjars, au lieu d'être un gouvernement national, n'était qu'une confédération incohérente de petites principautés incapables d'agir de concert ou même de coopérer loyalement et fructueusement pour la défense de la nation iranienne. Il est également nécessaire de remarquer que, pour s'opposer à la Russie jusqu'en 1828, le Schah Kadjar, non seulement ne se servit pas du sentiment patriotique, mais il dédaigna même de tirer tous les fruits possibles du sentiment religieux du peuple. En effet, lorsqu'après une première défaite de Fatah Ali Schah, en 1813, le traité de Golestan fut signé, on avait ajourné la question des limites et des frontières à une date postérieure. En attendant, les troupes russes avaient occupé un terrain de plus. Il s'agit de l'affaire de Gokcheh. Tout indiquait que la Russie voulait agir en dépit de toute justice, Fath Ali fut pris de peur pour sa dynastie et préféra céder quelques provinces plutôt

(1) Sir M'Neill (op. cit.). Page 118 à 196 et suivantes. (Nous nous sommes servis, ici, des termes mêmes de la traduction de ce livre.)

que de perdre sa situation. Mais le peuple, lui, ne craignait pas. On sait que les tribus s'étaient levées en masse. Des propositions furent faites, même de la part des troupes non musulmanes de la Géorgie, pour participer à une guerre contre la Russie. Une foule de lettres adressées par la population mahométane des provinces limitrophes au chef de leur religion en Iran imploraient son intervention en faveur de la continuation de la résistance. Aussi était-il venu, ce chef religieux en personne, de son sanctuaire de Karbala, pour engager le Schah à prendre les armes dans l'intérêt de ce qu'on appelait la religion. Tout le clergé de l'Iran se joignit à son chef (1814) et les mosquées ne désemplissaient pas de personnes de toutes les classes prêtant une oreille avide aux prédications énergiques des Mollahs, tandis qu'on menaçait le Schah Kadjar de toutes les malédictions du ciel s'il ne prenait pas les armes pour la cause sacrée. Mais celui-ci était naturellement modéré et ne voulait pas se servir de cette exaltation nationalo-religieuse.

On pourrait penser que ce fait contredit celui de 1856 cité plus haut, ainsi que notre thèse générale, consistant à dire que le chiisme n'était pas une arme contre les agresseurs autres que le khalife de la Turquie.

Il n'en est rien, car, à ce moment-là, en 1814, c'étaient les chefs religieux qui avaient fait appel au sentiment chiiste du peuple. Or, en 1856, ces mêmes chefs religieux (nous ne parlons pas de quelques Mollahs, tributaires de la Cour ou de la mosquée du roi), ainsi

que nous l'avons vu, n'étaient pas d'accord avec la politique du roi au sujet de Hérat. On voit en même temps combien il est dangereux pour un Etat d'allure iranienne de se borner, comme tout appui, au sentiment religieux de son peuple.

En effet, en ce qui concerne le peuple de l'Iran, au cours du XIX^e siècle, il est très important de distinguer entre le sentiment chiiste et le sentiment de la patrie. Le premier était toujours présent et pour qu'il se mette en fonction il suffisait que les chefs religieux veuillent le voir ainsi (et vice-versa). Tandis que le sentiment de la patrie agissait en quelque sorte derrière la scène, personne ne faisait appel à lui, jusqu'après 1828, c'est-à-dire jusqu'à ce que le plus grand malheur arriva à la nation. Mais même, à partir de ce moment, il n'y avait là seulement qu'un cercle d'élites qui faisait appel à ce sentiment; cercle, d'ailleurs, qui ne pouvait pas beaucoup élever la voix, de crainte de contrarier tantôt les Mollahs, tantôt le roi Kadjar. Néanmoins, nous verrons que ce petit mouvement travaillera utilement et saura faire accomplir une grande tâche.

Bref, nous voulons dire que les Kadjars, qui ne se servaient pas du patriotisme des Iraniens contre les agresseurs, ne surent, même pas en temps voulu, mettre à profit le sentiment religieux du peuple au moment où les chefs religieux recommandaient la résistance (1).

(1) Ces Mollahs, d'ailleurs, n'étaient que des Iraniens et la recommandation à la résistance qu'ils faisaient venait grande-

En 1814, les soldats russes avaient manqué de respect à l'égard des choses religieuses (1). Une des mosquées était changée en écurie, une autre en cabaret. Dès lors, il était naturel de voir les Mollahs employer le seul moyen qu'ils possédaient, c'est-à-dire réveiller le sentiment religieux chez le peuple. Car on ne peut, dans aucun pays, s'attendre à ce que les chefs religieux parlent du sentiment de la patrie ou de l'indépendance politique. C'était au roi et aux hommes de gouvernement qu'incombait la tâche de se servir du patriotisme. Les Mollahs, eux, ne pouvaient parler que de la religion.

A l'arrivée de l'envoyé russe, le prince Menzikoff (1825), une négociation calme s'engagea au sujet des frontières, grâce au désir sincère du Schah de terminer le conflit amicalement et sur tous les points.

« *Le roi et sa Cour espéraient et désiraient ardemment éviter la guerre (2).* »

On avait effectivement le vif espoir que tout s'arrangerait d'une manière satisfaisante. Le roi, cependant, avait été obligé de donner aux Mollahs l'assurance solennelle qu'il déclarerait la guerre à la Russie si celle-ci persistait à garder Gokcheh.

ment de leur patriotisme occulte, puisque dans aucune de leurs règles religieuses ne se trouvent de telles oppositions.

(1) Mais c'est un manque de tact de leur part qui ne rentrait nullement dans la politique et le but des Russes, et qui ne pouvait pas durer.

(2) Sir Mc Neill (op. cit.).

Mais à toutes les demandes au sujet de l'évacuation de la dite place, l'envoyé russe répondait qu'il n'avait ni instructions, ni pouvoir à cet égard. « Ceux qui appelaient la guerre à grands cris sommèrent alors le Schah de remplir ses engagements. »

Bref, de 1813 à 1826, il y avait là un grand mouvement nationalo-religieux qui demandait la résistance. A part les Mollahs et les populations des villes, il y avait les montagnards des régions attaquées. Leur hostilité à l'égard des Russes était marquée par des guerres qui ne cessaient pour ainsi dire jamais. « Un soldat russe, écrit Sir M'Neill, p. 120, s'avisait-il de dépasser ses lignes, bientôt on le voyait assassiné... ».

Fath Ali Schah ne sut cependant pas profiter, à temps, de cet état de choses pour sauver l'honneur de la patrie. Il laissa même échapper l'occasion favorable pendant laquelle la Russie était aux prises avec Napoléon I^{er}.

Quant à sa dernière guerre terminée par le traité de Turkamanchäy (1828), il la fit lorsque la Russie, forte de Waterloo, était en paix avec le monde entier et put concentrer toute son armée, complètement modernisée, contre la sienne.

D'autre part, pour conduire cette guerre, non plus, Fath Ali Schah ne se servit ni du sentiment patriotique afin de faire appel à la nation, ni même de ce sentiment religieux réveillé par les Mollahs. C'est dire qu'il se borna à la vieille méthode qui consistait à faire campagne avec une armée professionnelle, dont les anciens principes mêmes venaient d'être remplacés par de nou-

veaux. Et ces nouveaux principes introduits par quelques officiers étrangers, que le shah avait fait venir d'Europe, n'avaient pu être encore utilement mis en pratique. Bref, l'inégalité des deux armées était évidemment trop grande. Le Schah, qui pouvait appeler sous les armes tous les hommes valides de la nation, soit en vertu du sentiment inné du patriotisme et d'indépendance, soit en profitant de l'accord des chefs du sentiment religieux des Iraniens, ne fit ni l'un ni l'autre.

Et, à propos de cette armée, formée d'éléments disparates, qu'il avait envoyée contre la Russie, voici ce que nous lisons dans Sir N'Neill (1) :

« Dans la dernière guerre avec les Russes, le feu prince royal (qui était en tête de l'armée du Schah) se vit réduit, au bout de quelques mois, aux ressources de la seule province d'Azerbaïdjan, pour faire face à toute la puissance de la Russie, et avait autant à craindre les intrigues de ses frères (princes Kadjars) à l'arrière que les forces de l'ennemi qu'il avait devant lui. »

D'autre part, ces autres princes, ayant chacun le gouvernement d'une province, comme nous l'avons vu, avaient beau jeu dans la mise en pratique de leurs jalousies, car ils mettaient des délais interminables à payer au prince chargé de la guerre les ressources que le roi leur avait prescrit de donner.

Dans ces conditions, le succès des Russes, comme le

(1) (Op. cit.). Page 127.

dit Sir M'Neill, n'a rien de surprenant et ne préjuge nullement de la force de la résistance que la Perse pourrait déployer dans toute autre circonstance.

De toute façon, nous voyons qu'il s'agissait sous les Kadjars, avant la Révolution, de tout motif, sauf celui d'appeler au sentiment de patrie contre l'agresseur. Pourtant, seul ce sentiment peut protéger et assurer efficacement l'intégrité et l'indépendance de l'Etat.

SECTION II

Malgré le caractère non nationaliste du gouvernement des Kadjars, ce qui préserva l'Iran, ce n'est pas la rivalité anglo-russe, mais les résistances et les réactions de la nation iranienne

Un fait capital, en ce qui nous concerne, est que la Russie des Tsars, malgré ses mauvaises intentions bien connues à l'égard de l'Iran, s'arrêta dans ses guerres offensives en 1828.

Il importe de bien étudier les causes et la portée de ce fait. Car, étant donné le bruit que la rivalité anglo-russe en Iran a fait dans le monde, pas mal d'esprits simplistes ont pensé que l'Angleterre était pour quelque chose dans cet arrêt des Russes. Or' nous allons voir que, jusqu'en 1828 d'abord, non seulement l'Angleterre ne fit rien pour arrêter la Russie, mais qu'elle se constitua au moins spirituellement responsable de la démoralisation de la Cour des Kadjars et, par là même, contribua peut-être involontairement à la diminution de la

force de résistance de cette dernière. Puis, nous remarquerons qu'après 1828, et surtout de 1836 à 1856-60, l'Angleterre, victime d'une idée fausse (1), devint l'agresseur (2), et par là même incapable d'empêcher de nouvelles agressions russes.

Enfin, nous expliquerons comment cet arrêt des assaillants russes trouva sa cause uniquement dans la résistance iranienne.

Tout cela fera l'objet d'un premier paragraphe.

Dans un deuxième, nous verrons certains autres cas de résistance de la nation iranienne, contre ce qu'elle croyait être des agressions étrangères, jusqu'au xx^e siècle.

I. — *Rôle de l'Angleterre jusqu'en 1828*

Nous avons vu dans la section préliminaire de ce chapitre que, jusqu'à la fin du xviii^e siècle, l'Angleterre n'avait pas encore pris un pied solide dans l'Inde et la nation iranienne avait fait, seule, face à plusieurs agressions russes.

(1) Cette idée erronée consistait à croire que l'Iran allait céder à la Russie. (Voir Rawlinson, op. cit.)

(2) Sir Samuel Hoare, en qualité de ministre des Affaires Etrangères Britanniques, reconnut officiellement à Genève, l'été dernier (1935), que son gouvernement a commis des erreurs dans le passé. D'ailleurs, notre but étant d'ordre scientifique et historique, on ne nous accusera pas, espérons-le, d'avoir voulu troubler la paix diplomatique qui existe aujourd'hui entre la Grande-Bretagne et l'Iran.

Si, à cette époque, d'autre part, la Russie augmenta le nombre de ses attaques sur l'Iran, il ne sera pas inexact de dire que c'était précisément parce que, depuis 1792, l'Angleterre, ayant chassé ses rivaux de l'Inde, allait s'y consolider. Ainsi la Russie se hâtait de l'atteindre avant qu'elle n'ait pris une position trop forte. C'est pour cela que le Tsar provoqua des guerres avec l'Iran et lui enleva quelques provinces.

Ces dernières, cependant, devaient éloquemment montrer que notre peuple était intraitable sous toute domination étrangère, qu'il est réellement indomptable et qu'il valait mieux choisir une autre politique envers lui que l'oppression.

Vers le début du ^{xix}^e siècle, lorsque l'Angleterre chercha à assurer la sécurité de l'Inde, du côté du Nord, ce ne fut point d'abord pour s'opposer à la Russie.

Ce ne furent pas non plus les besoins de son commerce par la voie du Golfe Persique et le proche Orient qui la poussèrent dans ce sens. Ni l'ambition pure et simple d'assurer à son pavillon le monopole de la navigation dans le Golfe Persique. C'étaient les graves événements survenus en Europe à la fin du ^{xviii}^e siècle qui eurent leurs répercussions en Orient (1). Une armée française avait débarqué en Egypte, occupé les bords du Nil, et Bonaparte projetait d'envoyer une expédition au secours de Tippoo-Sahib, qui s'était révolté de nouveau et tenait les Anglais en échec. Il était question de faire

(1) Voir : D^r Rouire (op. cit.). Page 20 et suivantes.

passer à travers la Mer Rouge une flotille française qui ferait son apparition dans l'Océan Indien. Bref, un grave danger menaçait la nouvelle position anglaise dans l'Inde. Pour le conjurer, le gouvernement britannique chercha à s'emparer des deux routes qui conduisaient à ces possessions indiennes : la route de la Mer Rouge et celle du Golfe Persique. Or, la première route, n'ayant pas été possible pour Bonaparte, l'expédition devait emprunter la voie terrestre, traverser l'Euphrate et pénétrer dans le Golfe Persique par la frontière nord. Dès lors, les maîtres de l'Inde, qui considéraient cette route comme la voie commerciale la mieux désignée, remarquèrent également son importance stratégique. Le plan anglais fut donc de faire que les Etats riverains du Golfe Persique s'abstiennent de laisser passer l'armée de Bonaparte.

D'autre part, à la même époque (vers 1800), les Afghans faisaient des invasions intermittentes dans l'Inde, et les Anglais, qui ne voulaient pas entretenir dans ce pays une armée de terre coûteuse, décidèrent de se servir des Etats limitrophes pour arrêter ces invasions. Mais les Afghans étaient en même temps des agresseurs à l'égard de l'Iran et ils faisaient les mêmes incursions de pillage dans les parties orientales de notre Sistan et de notre Khorossan.

Etant donné aussi qu'une bonne partie de l'Afghanistan avait jadis fait partie des Etats iraniens, le gouvernement anglo-indien résolut d'encourager les Kadjars à attaquer les Afghans afin de reprendre ses villes et de

châtier les auteurs de ces razzias opérées dans l'Inde et dans l'Iran.

Un premier traité anglo-iranien fut ainsi conclu, vers 1800, sur la base de la sécurité commune. Napoléon ne s'était pas encore adressé au Schah et on avait fait croire à ce dernier qu'il avait l'intention de s'emparer de l'Iran avant d'aller aux Indes. Dès lors, le traité stipulait qu'en revanche de l'aide portée aux Anglais dans l'Afghanistan, des munitions de guerre ou l'argent nécessaire seraient fournis aux Kadjars en cas d'agression afghane ou française.

Il n'était donc point encore question de la Russie.

Deux ans plus tard, Napoléon s'adressait directement au Schah, lui demandant son aide pour son plan et promettant, à côté d'autres avantages, de lui faire restituer la Géorgie où la Russie s'était établie depuis quelque temps. Le Schah hésita pendant plusieurs années avant d'accepter cette proposition. Mais l'Angleterre n'ayant pas écouté ses doléances au sujet de la Géorgie, il consentit. D'où sortit le traité de Finkenstein (4 mai 1807). Dans ce traité, Napoléon et Fata Ali Shah se liaient à la fois contre la Russie et l'Angleterre. C'était une preuve de l'incapacité du souverain Kadjar en politique étrangère, mais il prouve tout au moins que l'Angleterre n'aidait point l'Iran contre la Russie.

Mais Napoléon ne tint pas ses promesses envers le Schah lorsqu'il fit la paix avec la Russie (paix de Tilsitt). Alors, les Britanniques purent de nouveau négocier avec le Kadjar au sujet de leur sécurité dans les Indes, soit contre les Afghans, soit contre Napoléon.

Un second traité anglo-iranien fut signé le 25 novembre 1814. Ici encore, ce que le Schah recevait en retour de son aide était une promesse de matériel de guerre contre l'agresseur ou une somme d'argent.

Cette promesse fut faite en 1814 parce que Napoléon faisait encore peur au gouvernement anglo-indien. Mais, en fait, elle ne fut jamais tenue. En effet, la guerre russo-iranienne commençant en 1826, et le Schah demandant l'accomplissement de la dite promesse, il lui fut répondu que c'était lui l'agresseur et non pas la Russie (*sic*).

Il est vrai que, selon certains auteurs, de 1811 à 1813 quelques sommes d'argent (non pas des munitions de guerre) avaient été versées au Kadjar au cours de la première guerre qu'il soutint contre la Russie. Mais, à ce moment-là, nous l'avons dit, c'était Napoléon et son projet d'invasion de l'Inde qui obligeait les Anglais à acheter la complaisance du roi avaricieux et non nationaliste des Kadjars. D'ailleurs, étant donné l'état délabré des choses de son gouvernement, tel que nous l'avons décrit plus haut, que pouvait faire Fath Ali Schah de cet argent ? Certainement, pas l'employer à fabriquer un matériel de guerre moderne sur le champ, comparable à celui de la Russie. La meilleure preuve de l'inutilité de cet argent, au point de vue de cette guerre (1811-13), fut la défaite du Schah Kadjar. On comprend d'ailleurs facilement qu'à ce moment-là (1811-13), étant donnée la situation politique de l'Europe, l'Angleterre ne désirait point la défaite de la Russie, sa grande alliée, contre Napoléon I^{er}. Il y a, à cet égard, un fait caracté-

ristique : après le départ de la mission du général Gardane, composée des officiers français chargés par Napoléon de moderniser l'armée du Schah, des officiers anglais les avaient remplacés. Or, dès que la guerre contre la Russie commença, ces officiers britanniques reçurent l'ordre de quitter leurs soldats iraniens (1) en plein champ de bataille.

On voit donc que même si Fath Ali Schah avait gagné sa guerre de 1811-1813 contre la Russie, cette victoire n'aurait pas été due à l'aide anglaise. De plus, ce n'est pas la guerre terminée en 1813 qui fut la cause des plus grands malheurs de l'Iran. Ce n'était pas, en particulier, le traité de paix conclu après cette guerre qui enleva l'indépendance économique et douanière de l'Iran. (La source principale de notre dépression économique).

Ce fut la guerre de 1826-1828 qui amena ces malheurs.

Or, au cours de cette dernière guerre, le Schah ne reçut aucun secours de la Grande-Bretagne. Bien plus, le gouvernement anglo-indien prétendit que la Russie n'était point l'agresseur, afin d'excuser la manière dont il avait manqué aux engagements pris dans le traité de 1814.

(1) Il est vrai que l'un d'eux refusa et tombât même sur le champ de bataille, à côté des milliers d'Iraniens. Nous adressons à sa mémoire l'expression de notre reconnaissance. Mais c'était une action individuelle sans lien avec la politique anglaise.

Un autre engagement de la Grande-Bretagne dans ce traité était de ne point intervenir dans les rapports entre le Schah et l'Afghanistan. Or, comme on le sait, à partir de 1836, elle oubliera également cette promesse et son expédition navale de 1856, dont nous avons parlé haut, n'était précisément qu'une de ces interventions interdites par le traité de 1814.

De toute façon, on voit combien il est faux de penser que l'Angleterre avait soutenu l'Iran contre la Russie.

Pour des raisons que l'on comprendra, nous ne voulons pas discuter ici l'affaire épineuse d'Hérat (1), mais pour se convaincre qu'inversement, en cas d'agression anglaise, la Russie non plus ne se gênait pas pour intervenir en notre faveur, il suffit de noter qu'ici, également, s'il y avait une partie qui était gagnante, ce n'était pas le Kadjar, mais son adversaire.

La raison de cette agression britannique était l'erreur qu'ils avaient commise en pensant que l'Iran pouvait être annihilée par la Russie. Dès lors, ils voulaient se procurer la sécurité de l'Inde au moyen de de l'Etat d'Afghanistan où leur influence semblait être mieux assurée. Il en était de même d'ailleurs de leurs relations légalement injustifiées avec les chefs du Golfe Persique, tel que celui des îles de Bahrein.

(1) Nous renvoyons sur ce point particulièrement à l'ouvrage de Rawlinson (op. cit.).

Nous nous excusons de ne pas être assez explicites dans ces dernières lignes. Mais nous supposons ces points connus, surtout étant donné que nous avons déjà assez dit, pour prouver notre présente assertion qui est, que l'Iran n'a reçu aucun secours de l'Angleterre dans sa résistance contre les agressions russes.

Il nous faut maintenant nous demander : qui, à défaut de l'Angleterre, arrêta la Russie ? Pour cela il suffit de remarquer qu'à part l'Iran lui-même et l'Angleterre, il n'y avait aucune autre force en présence. Si donc l'Angleterre n'a pas agi, il ne reste que l'Iran. Et comme dans l'Iran, nous l'avons vu, le Schah Kadjar n'avait presque pas de forces, il ne reste donc que la nation. C'est dire que seules les résistances du peuple des provinces que la Russie avait déjà conquises la découragèrent de s'avancer davantage et l'obligèrent à changer sa politique de force pure et simple contre la pénétration pacifique et l'exercice de son influence sur les Kadjars. A ce sujet, voici ce qu'écrivait en 1849 Major Rawlinson (1) :

« La rébellion continuelle de la Caucasic, la facilité
« avec laquelle le chef Shamil contrecarra tous ses
« efforts (de la Russie) contre lui qui, comme un autre
« Antée, renouvelait ses forces à chaque rencontre, doit
« avoir puissamment aidé à modifier le caractère de la
« politique russe.

(1) (Op. cit.) Page 69.

« Nous croyons, en effet, que si même cette politique
« avait pu réussir autrement, si même la Perse avait
« cédé et s'était constituée victime volontaire aux mains
« de son ennemie...

« la résistance opiniâtre de ce chef montagnard au-
« rait cependant réussi à sauver l'Asie.

« Nous sommes convaincus que, pendant ces
« quinze dernières années (avant 1849) au moins, elle
« (la Russie) a vraiment et sans répit employé le maxi-
« mum de son pouvoir pour réduire les tribus de Cau-
« casie.

« Puisque nous voyons combien cette force (russe)
« s'est révélée insuffisante, nous comprenons qu'il serait
« vraiment impossible à la Russie de porter plus loin
« ses armes et de songer à une extension territoriale
« dans cette direction (l'Iran). »

C'est ainsi que se trompent totalement ceux qui
croient que, sans l'existence de l'Angleterre dans le sud,
la Russie aurait annexé l'Iran.

« Quoique le pays ait une population très dissé-
« minée, les Persans se trouvent si étroitement liés par
« le chiisme, si fortement défendu par la nature du
« pays, par leurs avantages imprenables, qu'aucune
« puissance européenne ne pourrait les maintenir en
« sujétion, sauf au prix de pertes infiniment supérieures
« aux résultats. »

II. — *Autres exemples de résistance de la nation iranienne à ce qu'elle croyait être des agressions contre son indépendance (jusqu'à sa révolution au début du xx^e siècle).*

Le même Major Rawlinson (1), que nous venons de citer, parlant au sujet des suites de nos malheurs aux débuts du xix^e siècle, écrit ceci (2) : « Il y avait réellement à l'œuvre un élément. Son action était puissante, quoique silencieuse. *Cet élément, c'était la nationalité*, dont la haute valeur n'a été pleinement reconnue *que ces temps derniers par les Sciences politiques.*

« Comme nous l'avons vu dernièrement, les Scandina-
« vaves lutter contre les Teutons, les Magyars, engager
« une lutte à mort avec les Croates, etc..., de même,
« pendant les dix dernières années, en Perse, il y a
« eu un antagonisme qui est allé en s'exacerbant de
« plus en plus et qui ne manquera pas de déclencher de
« violents cataclysmes. »

Il est très intéressant de remarquer que plusieurs années avant que Mancini ait lancé sa théorie de la nationalité en Europe, on trouve, bien vivantes, en Iran des idées tout à fait semblables. Elles étaient incontestablement créées par suite des agressions étrangères. Cela

(1) Celui-là même qui a tant contribué au déchiffrement de notre écriture cunéiforme.

(2) *England and Russia in the East*, p. 61.

démontre une fois de plus qu'il existait toujours chez les Iraniens un sentiment fort et vivace pour l'indépendance politique. Ce n'était cependant pas ce sentiment qui était nouveau, car nous avons vu que ce dernier a toujours fait que les Iraniens ont, sciemment ou inconsciemment, trouvé le moyen de substituer un Etat iranien à celui qui venait de disparaître. Ce qui était peut-être nouveau, c'était l'idée de découvrir ce sentiment, de le combiner avec le patriotisme inné et de s'en servir comme nous allons le voir.

Mais nous nous bornerons à un certain nombre de faits qui suffiront à démontrer notre thèse, sans les énumérer tous.

I. — LA PREMIÈRE CONCESSION ÉCONOMIQUE DU BARON DE REUTER

L'année 1863 avait vu l'Angleterre réussir à siéger à deux conventions télégraphiques : l'une avec Constantinople et l'autre avec Téhéran (1) ; ce qui lui permettait de relier la métropole à l'Inde et en même temps de s'assurer le monopole et le contrôle de toutes les communications télégraphiques à travers les pays intermédiaires.

A Téhéran, malgré une opposition préliminaire, l'autorisation du Schah fut donnée volontiers à cause du désir ardent qu'avait le pays de profiter des avantages de la science moderne.

(1) D^r Rouire (op. cit.).

Une fois cette ligne télégraphique établie, le Schah Kajar et sa cour, par trop impressionnée, s'étaient soudain épris d'eupéanisation. Les « businessmen » de l'impérialisme britannique, d'autre part, en bon psychologues, s'empressèrent de mettre à profit cet état d'esprit nouveau.

Des plans variés étaient discutés à Téhéran et on offrait généreusement l'emploi du capital européen pour l'industrialisation de l'Iran. Chacun de ces généreux bailleurs de fonds s'arrangeait, d'autre part, à être appuyé par la grande légation.

Pour mettre fin à ces pressions, le Schah Kajar confia à un sujet britannique, le fameux baron de Reuter, le soin de former une compagnie qui aurait le monopole de l'exploitation de « toutes les ressources industrielles » de l'Etat iranien et cela pour une période de 70 ans. Cette concession gigantesque dont s'effraya la nation, aussi bien que l'Europe, comprenait les points suivants :

La construction d'un chemin de fer allant de la mer Caspienne jusqu'au Golfe Persique, avec un nombre indéterminé d'embranchements ; l'établissement de lignes de tramways dans les villes du royaume, le monopole de l'extraction de toutes les mines de l'Iran, exceptées celles de l'or et de l'argent (il n'y en a presque pas), l'entreprise de travaux d'irrigation sur une grande échelle ; l'organisation d'une banque nationale (sic) ; l'émission d'un emprunt de 6 millions de livres sterling dont l'intérêt était garanti par le gouvernement du Schah ; le droit d'initiative pour tous travaux publics tels que l'éclairage, pavage et embellissements de la

capitale ; la construction des routes, des ponts et chaussées ; l'extension des services postaux et télégraphiques, la création de moulins modernes, de fabriques et d'ateliers de toutes sortes ; et finalement la ferme de la totalité des droits de douane pour une durée de 25 ans (1).

On n'avait même pas prévu que le concessionnaire n'aurait pas le droit de transférer la concession à un gouvernement étranger. Rien non plus n'était dit sur l'emploi de la main-d'œuvre iranienne, rien pour prévoir des interventions diplomatiques qui pourraient se produire de la part des puissances étrangères sous prétexte de protéger leurs nationaux employés au service de la compagnie concessionnaire.

« Il y avait, dit Rawlinson (2), quelque chose de « grand, d'héroïque même dans cette idée de sacrifier « la fièreté, voire l'indépendance nationale à la résurrection économique du pays ; mais ce projet n'était « pas praticable. »

En outre et avant tout, remarque le même auteur, on avait fait cette transaction sans tenir compte de la résistance résolue et presque indignée du peuple de l'Iran.

L'opposition de cette nation, nous allons le voir, fut tellement forte que le gouvernement anglais ne put pas soutenir la convention et déclina finalement toute res-

(1). La plupart de ces travaux sont aujourd'hui entrepris et souvent même accomplis par des entreprises et sociétés toutes iraniennes, ainsi que par le capital iranien.

(2) Major Rawlinson (op. cit.). (Dans la partie du livre écrite en 1866.)

pensabilité à cet égard. Voici ce qui se passa : La concession une fois signée, le Schah Kajar se prépara à faire un voyage en Europe. Son but déclaré était de cimenter des relations amicales avec les puissances. On sait de quelles plaisanteries les journaux européens l'accablèrent.

Quoi qu'il en soit, à son retour en Iran, en 1873, la nation va l'obliger à annuler la concession ; annulation qui, avouons-le, ne se justifiait sur le terrain juridique que par l'argument de la force majeure, et celui-ci était dû, comme l'a écrit Rawlinson en 1875 (p. 122), « au peuple ». « Car, dit le même auteur, le sentiment populaire qui avait été avivé, nourri, dirigé et intensifié pendant l'absence du roi,... se déclara si fortement à sa rentrée qu'il n'aurait pas été prudent d'y résister. »

Il est, en effet, une « question notoire que la couronne du Schah était en danger pendant quelques semaines après son retour en Perse ; une insurrection dans la capitale était imminente, et les deux objets déclarés de la rancune publique étaient le grand vizir (le vizir même qui était grandement responsable dans l'affaire), et la concession de Reuter. Sur les deux points, Sa Majesté fut obligée de céder, avant qu'elle pût oser quitter son palais et recommencer ses occupations ordinaires... »

On pouvait dire que c'était peut-être l'influence de la Russie qui avait agi en la circonstance. Mais la Russie ne pouvait pas créer un sentiment populaire s'il n'en existait pas tout au moins le germe. D'ailleurs il faut se rappeler que la Russie des Tsars avait si brutalement

traité les Iraniens que le peuple la détestait de telle sorte que, dans chaque affaire où on pouvait deviner sa main, on s'en écartait et on restait neutre de peur de hâter l'exécution des projets agressifs de cette puissance. Seul le Schah et les gens plus ou moins attachés à la Cour pourraient être influencés par la Russie et cela par crainte de compromettre la dynastie. Ce n'est pas le même cas pour le peuple. On sait en outre que la méthode russe, à cette époque, était l'emploi unique de la force brutale. C'était l'Angleterre qui avait recours aux moyens démoralisateurs. Ainsi, sans aucun doute, ce fut bien la nation iranienne qui obligea le roi Kajar à annuler la première concession de Reuter.

II. — LA RÉSISTANCE DE LA NATION IRANIENNE

A LA CONCESSION DES TABACS A UNE COMPAGNIE ANGLAISE

Malgré cette opposition irrésistible que la nation déploya contre la première concession Reuter en 1873, les businessmen » ne se découragèrent pas à rechercher des concessions économiques en Iran, lesquelles ne tenaient à rien moins qu'à une colonisation économique. La voie de la « pression » leur restait ouverte. Le roi Kajar, ce monarque absolu, fit par la suite deux autres voyages en Europe et, chaque fois, épris de l'éclat de la civilisation matérielle et du confort de l'Europe, il accordait soit avant, soit après son voyage, de nouvelles concessions économiques aux sujets britanniques. De sorte que le D^r Feuvrier, le médecin français de ce Schah, a pu écrire : « *De concession en concession la Perse sera*

bientôt entre les mains des étrangers ». Mais il faut dire qu'après 1873 on ne procédait plus de la même façon que dans la première concession Reuter. On avait su garder le peuple dans l'ignorance de la portée exacte des concessions. Par exemple en ce qui concerne la deuxième concession Reuter, qui fut accordée en janvier 1889 et d'où est issue une banque ; le public ne sut jamais les termes exacts du contrat. Cependant ces mesures de ménagement à elles seules suffirent pour convaincre celui qui veut simplement se rendre compte de l'existence ou de l'inexistence du sentiment de l'indépendance nationale chez notre peuple.

Néanmoins la patience de la nation iranienne devant ces mystérieux vernis européanisateurs avait une borne, et cette borne ne tarda pas à paraître. L'affaire de la concession des tabacs que nous allons relater, ainsi que la révolution nationale consécutive, furent psychologiquement parlant, les points culminants du sentiment de résistance à la domination étrangère.

L'opposition à la concession des tabacs visait, en réalité, toutes les concessions ; et comme on ne comprit pas sa portée, une révolution nationale s'ensuivit.

En effet, c'est dans ces précédents qu'il faut chercher les causes de la révolution.

Le concessionnaire obtenait le monopole de l'achat, de la vente et de l'exportation de tous les tabacs de l'Iran pour une période de 50 ans. En retour, il s'engageait à servir au roi Kajar une rente annuelle de 15.000 livres sterling ; à lui servir en outre le quart des bénéfices nets, une fois prélevés 5 % d'intérêt du capital.

Le gouvernement Kajar s'engageait à protéger de toutes manières la société concessionnaire (The Imperial Tabaco Corporation). Tout différend entre lui et la compagnie devait être soumis à l'arbitrage. Il est certain, et le prospectus publié à Londres le disait avec raison, que l'affaire était susceptible d'être très profitable au point de vue financier, et les fumeurs de l'Iran, c'est-à-dire la très grande majorité de la population, devaient également en profiter, matériellement, en payant le tabac peut-être moins cher qu'auparavant. La concession donnait également l'espoir d'un bénéfice plus grand aussi bien aux cultivateurs iraniens du tabac, qu'aux marchands qui le vendaient au détail. Ainsi tout le monde devait y trouver son compte, et les préparatifs furent faits pour mettre la concession en marche.

Le concessionnaire avait formé à Londres une société au capital de 650.000 livres sterling. Néanmoins les Iraniens blâmaient leur gouvernement d'avoir accordé un privilège aussi important à l'étranger et, à leurs yeux, l'affaire était une véritable garantie. En effet, disaient les sujets du roi Kajar, nous possédons la terre, nous la labourons sans cesse, nous produisons du tabac, pourquoi devons-nous être forcés de le vendre aux Anglais ? Pourquoi ne devons-nous pas avoir la liberté de l'exporter nous-mêmes et de le vendre à qui paye le mieux, à ceux que nous préférons nous-mêmes ? D'autre part, les acheteurs de tabac étaient très blessés dans leur sentiment de patrie, dans leur fierté nationale, d'être forcés d'acheter le tabac de leur propre pays à

des mains étrangères. Ajoutons que cette prétendue règle du chiisme, qui veut considérer impurs tous les non-musulmans, était également appelée à jouer un grand rôle dans l'affaire. Quoi qu'il en soit, la concession des tabacs, nous allons le voir, n'était pas destinée à être bien accueillie par la nation iranienne : Le 23 février 1891 une délégation de marchands et autres Iraniens, dans une audience qu'elle obtint du roi, fit entendre ses protestations ; mais inutilement. Cette démarche sembla ne pas avoir d'autre effet que de hâter l'activité de la société pour s'organiser.

« La nature de la concession, écrit le professeur Browne (p. 50), était amèrement ressentie partout dans le pays. Il se produisit des soulèvements dans le Sud, surtout à Yazd, alors que régnaient à Téhéran le désordre et l'excitation. »

Dans cette dernière ville beaucoup d'adversaires de la concession avaient été arrêtés, et parmi eux se trouvait Mirza Muhammad Riza, celui-là même qui, cinq ans plus tard, devait assassiner le roi Kajar. La question concernait tout le monde. Dans ces conditions, poursuit le docteur Feuvrier, comment le peuple pouvait-il être amené à comprendre les avantages matériels de la concession ? Les Persans, dit-il, ne pouvaient pas, sans résistance, se soumettre à l'obligation d'acheter d'une compagnie anglaise ce qu'ils cultivaient et produisaient eux-mêmes. Voilà l'élément psychologique du sentiment national. Pourtant rien n'allait être changé dans le processus de la production et de la consommation. Sauf qu'un intermédiaire nouveau (anglais) s'y introduisait.

Si cet intermédiaire était un iranien, ou même si tout le monde devait être obligé d'acheter le tabac (comme en France) au gouvernement, aucun soulèvement ne pouvait se produire dans l'Iran. La meilleure preuve en est qu'aujourd'hui, tout le commerce extérieur de l'Iran est un monopole d'Etat et rien ne se produit là-bas qui puisse se comparer aux événements causés par la dite concession des tabacs.

Ce n'était donc pas le fait du monopole ni l'existence d'un intermédiaire, ni la hausse du prix du tabac qui causèrent des troubles, mais uniquement ce fait que l'intermédiaire indispensable devait être un étranger, une compagnie anglaise. Psychologiquement, étant donné les précédents, les Iraniens, blessés dans leur for intérieur, étaient incapables d'accepter une pareille situation ; peu leur importait, dès lors, les avantages matériels que la dite concession était sensée devoir leur apporter. Ce sentiment se trouvait au fond des choses. Quant à la façon de l'extérioriser, les manières étaient différentes. On insistait en paroles sur ce point que les Anglais étant des chrétiens, le tabac en passant entre leurs mains devenait impur. Mais c'était là un argument qui ne valait pas, et on le savait bien, car les Iraniens, sans parler même de leur commerce avec les chrétiens avant l'Islam, avaient été, au moins dès le ^{xiii}^e siècle, en relations d'affaires directes avec les Européens. Depuis longtemps, les Iraniens (musulmans), à l'échange de leurs tapis, de leur soie, et d'autres matières premières, se couvraient de vêtements tissés en Europe, et mangeaient même des aliments tout préparés

par les chrétiens. Comment pouvait-on soutenir sérieusement que le tabac passé dans les fabriques des Anglais en Iran devenait impur ; alors que les ouvriers, ici, devaient être en majorité Iraniens. En fait, le gouvernement leur répondait : le tabac se fume seulement, et pour le fumer on doit d'abord le brûler. Or, il y a une autre règle du chiisme qui veut que toute chose impure, une fois brûlée, devienne pure. Bref, l'argument d'impureté ne résistait pas au plus simple examen, et les Iraniens le savaient bien. Mais c'était un prétexte, car le fond de la question était qu'ils ne voulaient pas du monopole anglais sur leurs tabacs.

On a dit aussi que le peuple avait été excité uniquement à l'instigation des Mollahs, c'est-à-dire du clergé. D'abord, le clergé iranien ne constituait pas une classe organisée. Était Mollah quiconque voulait bien se coiffer d'un turban au lieu d'un chapeau ordinaire. Et puis cette concession n'avait rien de particulier qui puisse nuire spécialement aux intérêts du clergé. Au contraire, comme le remarque le D^r Feuvrier, lui-même, le clergé trouva un intérêt pour son prestige à prendre la tête de ce mouvement, tant la cause en était populaire.

Le mouvement ne se bornait point à telle ou telle ville, il était général et si on veut se rendre compte de tous les faits, en plus de l'ouvrage du D^r Feuvrier, il faut se reporter aux correspondances diplomatiques (1) des agents anglais en Iran, avec Londres et avec le gou-

(1) Dip Corres. (British Museum.)

vernement anglo-indien. Tabriz, par exemple, joua un rôle très décisif. Les placards de la compagnie étaient déchirés à plusieurs reprises et remplacés par des proclamations révolutionnaires. Cette ville protesta auprès du Schah par télégramme. Cependant ce dernier maintenait encore la concession. Des mesures furent prises par le gouvernement pour faire comprendre au peuple les avantages économiques qu'elle offrait. Mais il n'y eut rien à faire. Le Schah alors s'entendit avec la compagnie pour que tous les employés ouvriers fussent des Iraniens. Cela aussi fut inutile : ce que la nation lui demandait c'était le retrait immédiat de la concession. D'ailleurs dans tout l'Iran on se disait prêt à cesser de fumer si la concession était maintenue.

S. Alamgir (un Mollah), de Kalar-Dacht, commença à prêcher la révolte et, tout de suite, plusieurs centaines d'Iraniens le suivirent. Hadji Mirza Chirazi, suivi par d'autres, écrivit une longue lettre au Schah, déclarant que la concession allait contre les prescriptions du Coran. Sur le refus du Schah, ce même mudjtahid défendit de fumer (décembre 1891) à toute la population de l'Iran jusqu'à ce que la concession fut abolie. Le peuple était prêt et cet ordre fut immédiatement exécuté par la nation entière. Tout d'un coup, dit le D^r Feuvrier, tous les commerçants de tabac fermèrent leur magasin, tous les ghalians (la pipe à l'eau) furent mis de côté et personne ne fumait plus, ni dans la ville, ni dans la campagne.

Est-ce à dire vraiment que les Iraniens cessèrent de fumer pour la seule raison qu'un Mollah l'avait con-

seillé ? Il n'en est rien. Les Mollahs prêchaient tous les jours et toutes les nuits contre les boissons alcooliques et ils ont là-dessus le terme expressément répété du Koran. Pourtant l'Iran produit des meilleurs vins et pas mal d'Iraniens les boivent en espérant le pardon de Dieu. Hadji Mirza Chirazi, comme les psychologues de la politique le devinent, joua ici un air bien à propos, exprimant une idée très conforme au sentiment déjà excité du peuple. En toute autre occasion, les Iraniens auraient simplement souri de ce conseil. Il le savait d'ailleurs très bien, et son action était uniquement inspirée par son nationalisme, autrement il aurait d'abord interdit l'usage de tous objets importés de l'Europe.

Quoiqu'il en soit, le directeur de la compagnie lui-même se désespéra et le ministre de l'Etat Kajar de l'Iran disait (selon le docteur Feuvrier) : « Etant donné cette attitude des Iraniens à l'égard de la concession, il n'était plus possible de la mettre en action avantageusement ».

La question allait de mal en pis, tout au long du mois de décembre 1891.

Nous faisons grâce au lecteur des détails, mais il faut se rappeler que la question était générale, dans toutes les villes, dans tout l'Iran. A la veille de Noël il y avait des affiches aux murs menaçant de mort si la concession n'était pas abolie. Le 28 décembre, les soldats étaient chargés de la protection des Européens. Et pendant tout ce temps, la prohibition de fumer était en pratique, rigoureusement.

Les actions de la compagnie des tabacs tombèrent à moitié de leur valeur nominale à Londres. Une émeute se produisit le 3 janvier 1892 dans la capitale autour du palais du roi, et plusieurs personnes furent tuées. Mais la nation endura toutes les peines de répression nécessaires jusqu'à ce que, vers la fin de janvier 1892, la concession fut enfin abolie, pour la même cause de nullité que la première concession de Reuter : c'est-à-dire la force majeure. Néanmoins, cette fois, une très forte somme fut accordée par le Schah Kajar, à titre de compensation et dommages-intérêts, à la compagnie. Cette dernière et ses employés étaient bien contents d'avoir sauvé leur vie et oublièrent vite les bénéfices.

Des sujets britanniques pensèrent que cette réaction n'aurait pas été sans un appui russe. Cela n'est pas possible, car aucun fait, aucun document ne le confirme. Nous avons la conviction certaine que cette main, si jamais elle y était, n'eût aucun effet particulier. Les Russes étaient contents de voir le peuple s'opposer à une concession donnée aux Anglais, mais il ne firent rien pour l'annulation. Ils craignaient trop d'être suspectés par le Schah comme étant la cause partielle des soulèvements de son peuple. D'ailleurs, cette même nation fera des soulèvements encore plus graves, fera même une révolution qui durera plusieurs années pour s'opposer aux emprunts que la Russie voulait accorder au Schah, alors que l'Angleterre les lui refusait, au moins en d'aussi bonnes conditions.

Nous voyons comment la psychologie d'un peuple, bien qu'ignorée et considérée sans importance par le

grand public européen, peut jouer son rôle tout comme dans les capitales des pays les plus nationalistes de l'Europe. Et on ne viendra plus nous dire, espérons-le, que le sentiment national est une chose essentiellement européenne ; que le nationaliste existe uniquement en Europe. Ceux qui ne pensent pas à la vérité des faits que nous avons apportés, n'ont qu'à se reporter aux historiens européens que nous avons signalés (1).

Il est certain que la concession des tabacs était économiquement avantageuse à l'Iran. Mais un peuple qui est intéressé à son existence politique ne place pas ses intérêts économiques avant ses intérêts politiques. Les Phéniciens, la Grèce antique, Venise et Gênes du moyen âge perdirent leur nationalité et leur importance parce qu'elles placèrent l'économie avant la politique. D'autre part, au point de vue de l'équilibre des nations et de la paix, puisqu'il n'y a pas et il ne peut y avoir pour le moment de super-Etat, il faut bien que tout peuple doté de l'indépendance, place l'intérêt de son Etat au-dessus de tout, autrement il n'est pas digne de lui et le perdra tôt ou tard. Seulement cela causera des guerres (voir notre introduction).

Est-ce à dire que de tout temps, chaque nation doit s'opposer à une telle concession économiquement avantageuse. Non point. Cela dépend en effet des circonstances et de la situation politique du monde. Par exemple cette même nation iranienne a consenti en 1933 à

(1) Particulièrement : E. G. Browne : *Persian Revolution*, (1905).

redonner la concession de pétrole à l'Anglo-Iranian oil Company après avoir abrogé celle de 1901. Pourquoi ? Parce que non seulement le nouveau contrat est économiquement plus avantageux, mais parce que, considérant la politique générale du monde entier, et celle de l'Angleterre en particulier, la situation apparaît totalement différente de celle d'avant 1921.

Maintenant la politique anglaise dans le monde est essentiellement une politique de *statu quo* et, par conséquent, du maintien de l'indépendance de tous les Etats indépendants. Cette politique anglaise n'est évidemment pas inspirée par la pure philanthropie. Mais c'est l'intérêt bien compris qui l'a déterminée à s'attacher fermement à la Société des Nations, c'est-à-dire à la Paix. D'autre part, la politique chancelante d'avant la guerre de l'Angleterre à l'égard de l'Iran a pris une fin qui semble définitive. Les diplomates anglais et anglo-iraniens ont finalement compris l'impossibilité pour la Russie ou tout autre puissance de se soumettre, même par une colonisation économique, le pays des Iraniens. C'est ainsi que Sir Arnold Wilson a écrit récemment en ce sens : « Le point caractéristique pour la psychologie « des Iraniens est leur sentiment national (1) ». D'ailleurs, c'est leur propre intérêt au sujet de l'Inde, qu'ils ont bien compris aussi. Cet intérêt consiste pour eux,

(1) « Persia », 1932. Page 28.

comme pour la paix, dans un Iran fort, non pas en un « Etat tampon ».

Dans ces conditions, renouveler la concession du pétrole, après l'avoir rendue conforme aux intérêts légitimes de l'Iran, *n'a rien d'extraordinaire et ne doit en rien abaisser la fierté de la nation, ni non plus faire croire aux autres nations que l'indépendance de l'Iran laisse, pour cette raison, quelque chose à désirer.*

Est-ce à dire que, même si le gouvernement anglais venait à changer sa politique et reprenait d'autres intentions à l'égard de l'Iran, la nouvelle concession de pétrole subsisterait encore ? Non, assurément. En effet, si l'Angleterre change sa politique, la nation de l'Iran changera également son attitude à son égard, sans pour cela préférer ses intérêts économiques à l'intérêt supérieur de son existence politique. Voilà la vérité, et tel est le devoir de tout peuple auquel il a été donné historiquement un Etat.

Nous avons préparé les documents et arguments nécessaires pour prouver que notre révolution nationale de 1906-1909 n'était elle-même qu'une réaction générale de la nation contre ces concessions et ces influences étrangères qui n'avaient pas cessé. Mais on comprend qu'un tel travail demande à être l'objet d'un ouvrage spécial et distinct.

A ceux qui connaissent suffisamment les grands faits de cette révolution, nous faisons remarquer les quelques points suivants :

1. — En Iran la révolution fut faite par toutes les classes : peuple, clergé, noblesse. Les trois ordres se ré-

voltaient contre un roi Kajar qui n'avait pour se protéger qu'une armée russe : Liakhoff et ses cosaques, dont le seul objectif était de continuer à exploiter la nation pour son profit personnel, voir même de vendre le pays au plus offrant. (Nous faisons ici allusion surtout aux emprunts gagés sur les douanes, cause immédiate de la révolution.)

Partout ailleurs une des classes sociales, parfois deux, noblesse, clergé, ont pu soutenir le monarque pour s'opposer au peuple révolté. Ici l'union indéfectible des trois ordres suffit à prouver qu'il s'agissait d'un mouvement national pour défendre l'indépendance de la patrie.

II. — La révolution a fini par éclater à la suite d'une série d'agressions contre la nation elle-même, sous la forme d'attaques à main armée, en vue d'annexion, plus ou moins déguisées, ou sous la forme de pression diplomatique ayant pour but d'établir une colonisation économique.

Par contre, le manque des libertés individuelles n'était pas une chose nouvelle en Iran. On fit donc une révolution contre un roi devenu la main de l'étranger. C'est dire qu'on la fit contre l'étranger.

De cette révolution a résulté une constitution pour l'Iran et une administration légale. Or, nous croyons avoir prouvé au cours de ce travail que la cause principale, sinon unique, de la disparition successive de tous

les Etats iraniens depuis vingt-cinq siècles a été précisément le manque de loi, le manque d'une constitution politique. Cette constitution, nous l'avons maintenant. Si nous voulons que notre Etat, c'est-à-dire notre indépendance, soit durable, si nous ne voulons pas qu'il s'affaiblisse et dégénère comme l'ont fait celui des Sassanides et des Safavides, sachons respecter notre constitution. Gardons-la, tout au moins pour assurer la perpétuité de notre Etat.

CONCLUSION

De ce qui précède, des esprits simplistes pourraient conclure que nous avons voulu seulement montrer ici le nationalisme des Iraniens sans être préoccupés de ce grand problème actuel de nos jours qui consiste à savoir concilier l'esprit national avec l'esprit international; conciliation, d'autant plus indispensable que la paix du monde dépend d'elle.

Afin d'empêcher une telle erreur sur notre compte, nous faisons remarquer que cette conciliation n'est pas possible tant que les nationaux des grands Etats ne se seront pas convaincus de l'existence d'un nationalisme aussi fort que le leur chez ceux qu'ils appellent sujets des petits Etats.

En effet, l'équilibre des nations ne peut se réaliser durablement tant que les unes pensent encore à la possibilité de la soumission des autres.

Rien ne prouve mieux cette vérité que la situation dans laquelle se trouve aujourd'hui *la Justice Internationale*.

A cet égard, citons les propres mots de notre grand juriste international français, M. le professeur de La Pradelle (1) :

(1) Cours sur la Justice Internationale, 1932-1933. (Leçon 27, p. 14.)

« La vérité, c'est que les Etats n'ont pas encore l'esprit de soumission à la justice internationale...

« Toutes les fois qu'il s'agit d'une question qui leur apparaît comme importante, comme grave, alors ces Etats résistent à la sentence qui va contre leur intérêt. »

Dans ces deux phrases est condensée une immense signification des choses et des événements.

Ailleurs, dans un cours du soir, à l'Institut des hautes études internationales, lorsque notre président voulait réfuter la théorie sociologique de l'Etat, laquelle affirme l'inexistence de ce dernier, comme une chose différente des rapports sociaux, il nous disait, en terminant :

« Comment n'existerait-il pas ? L'Etat c'est une force... »

De même, le professeur et juriste international expert M. Basdevant nous a montré, dans son cours sur les principes généraux du droit international public (1932-33), que la raison essentielle du faible développement de ce droit n'est point sa jeunesse (le droit administratif est encore plus récent), ni le manque d'influence du droit romain (car ce dernier a joué, exemple : *Pacta sunt servanda*), mais son mélange inévitable avec la politique.

Et M. Alvarez, dans son cours sur la psychologie des peuples (page 4), va encore plus loin en disant : « Presque tous les problèmes qui ont agité la vie internationale... ont un caractère politique... Dans leur

« solution n'intervient pas le droit des gens, mais la
« politique... »

Bref, nous n'avons malheureusement encore qu'à
concilier des forces pour aboutir à la paix.

Une conciliation *a priori* sur le papier ne suffirait
donc pas.

C'est ainsi que l'existence au sein de tout Etat, chez
le peuple qui le compose, d'un sentiment fort et vivace
pour l'indépendance politique devient indispensable
pour la paix. C'est ce que M. le professeur Le Fur ap-
pelle la coïncidence de l'Etat (1) avec le patriotisme, et
qu'il croit être la meilleure garantie pour le même objet.

(1) Races, Nations, Etats (op. cit.), p. 107.

APPENDICE

L'IRAN D'AUJOURD'HUI ET LA PAIX

ou

LA POLITIQUE ETRANGERE DE L'ETAT IRANIEN

La politique étrangère de l'Etat iranien à partir de 1906-1909, comme celle de tous les Etats véritablement indépendants et souverains, consiste en deux mots : *la sécurité et l'égalité*.

En effet, si on se reporte aux archives des correspondances diplomatiques de l'Etat de l'Iran avec les autres Etats, on constate très vite une différence importante entre le caractère des affaires iraniennes avant le succès final de notre révolution nationale et après.

Avant cette date, et surtout à partir de 1828, les Schahs Kajar ne s'occupaient que de la sécurité, pas autant de l'égalité. C'est ainsi que nous voyons en 1834 se faire un traité entre l'Angleterre et la Russie, pour s'accorder sur la convenance de Mahomet Schah à la couronne de l'Iran, et ce dernier ne protestait point contre un acte aussi humiliant au point de vue égalitaire.

Par contre lorsque, en 1907, les mêmes grandes puissances passaient un traité relatif aux affaires économiques de l'Iran (traité qui, comme celui de 1834, n'en-

gageait en rien l'Etat iranien), nous voyons ce dernier protester violemment et invoquer son égalité avec les autres Etats. C'est aussi la même politique d'égalité qui amena l'Etat iranien à refuser d'accepter le traité Cox-Vossoug, de 1919. La même politique le détermina à entrer dans la Société des Nations.

Puis, en entrant dans la Société des Nations, l'Etat iranien a cherché à la fois la sécurité et l'égalité, puisque le pacte lui assure les deux. C'est pour la même raison que le délégué iranien empêcha, en 1923, la suppression de l'article 10 du pacte de la S.D.N. Il est vrai que certains, ne comprenant pas la portée exacte de cette décision iranienne, ont pensé que nous étions opposé à tout arrangement d'ordre territorial entre les Etats dont le but serait la justice ou le maintien de la paix.

Mais en réalité, ce que l'Etat Iranien voit dans cet article 10 n'est pas autant l'immutabilité intégrale de la carte que l'angle d'égalité sous lequel ce texte place tous les Etats.

C'est donc l'égalité, en plus de la sécurité, que cherche l'Etat iranien et veut voir dans la Société des nations. Autrement, en ce qui concerne les arrangements d'ordre territorial pour le maintien de la paix, il n'y a qu'à remarquer la solution du différend irano-afghan, acceptée et ratifiée en 1935 par le gouvernement impérial, pour se rendre compte du manque de fanatisme, à cet égard, chez l'Etat iranien.

L'article 10 du pacte, d'autre part, n'empêche aucunement l'adoption de pareilles solutions, car la conci-

liation ou l'arbitrage sont des moyens donnés par le pacte lui-même pour empêcher les guerres.

Ainsi, cette politique d'égalité de l'Etat iranien se marque depuis 1907. Mais pour la voir approcher son succès dans une large mesure, il a fallu attendre l'avènement d'un gouvernement iranien vraiment national en 1921. A partir de cette date, à part l'attachement à la S.D.N., les autres preuves, qui montrent bien comment l'Etat iranien est à la recherche d'égalité avec les autres Etats, sont, entre autres, les suivantes :

1° La protestation énergique contre le droit de visite sur ses bateaux dans le Golfe Persique (en 1925);

2° La réclamation des îles de Bahrein, séparées de lui contrairement aux principes du droit des gens;

3° *La suppression des capitulations en 1928;*

4° Le changement et le renouvellement de son contrat avec l'Anglo-Persian Oil Company en 1922-23.

A ce dernier égard, ce qui montre bien la politique d'égalité, c'est surtout le fait d'avoir induit le gouvernement britannique à se soumettre à l'application du principe de l'épuisement préalable des voies du droit interne, en droit international. En effet, voici ce que disait le ministre de la Justice de l'Iran, le 6 janvier 1933, au Conseil de la Société des Nations : « Les voies ordinaires (tribunaux iraniens) étant ouvertes à la Société de pétrole, le gouvernement du Royaume-Uni n'avait aucun titre juridique à s'immiscer entre l'Etat iranien et l'Anglo-Persian Oil Company ».

Une autre preuve de la politique d'égalité se trouve dans l'application du droit iranien (qui, pourtant, s'opposait au droit anglais) dans cette même affaire.

Et M. de Lapradelle disait, à cet égard, dans un de ses cours :

« Enfin, et surtout, il fallait tenir compte du droit « persan, incontestablement applicable à un contrat « passé en Perse, relativement à un objet situé en Perse, « avec un étranger. »

Il en résulte, au point de vue politique, que l'Etat iranien ne se laisse plus être traité sur un pied d'inégalité par les grandes puissances. Et, en ceci, il ne fait qu'exécuter à la fois la justice et l'aspiration de la nation iranienne. Car, Solon l'a bien dit : « L'égalité, c'est la paix ».

Avec une persévérance aussi grande, l'Etat et la nation iranienne sont attachés à la Société des Nations, c'est-à-dire à la paix.

L'attachement de notre gouvernement à cette institution internationale est trop connu pour qu'il y ait besoin de le prouver. Mais, pour l'attachement de la nation iranienne à cette institution, nous mentionnons ici la création, il y a deux ans, d'une très importante association en Iran, appelée : « *l'Association des partisans de la Société des Nations* ».

Le premier membre et le président fondateur de cette association est le président actuel du Parlement iranien lui-même. Elle est, d'autre part, composée surtout de l'élite de la nation iranienne. C'est dire que cette dernière est aussi nationaliste que désireuse de la paix.

L'Iran a donc réussi à concilier son nationalisme avec cet esprit international nécessaire pour la paix.

Remarquons surtout, en terminant, que notre auguste souverain actuel est également notre héros national. Cependant il n'a pas les tendances belliqueuses des héros de certaines autres nations. Il ne désire que le progrès et la paix.

BIBLIOGRAPHIE

- ALVAREZ (Alejandro). — I. Cours de l'Institut des Hautes-
Etudes Internationales (1934-35) : *a)* La psychologie
des peuples au point de vue international; *b)* La
reconstruction du droit des gens. II. Le nouveau
droit international public (1924).
- APPIEN. — The Roman History of Appian of Alexandria,
par Horace White.
- ARRIEN (Flavius). — Expédition d'Alexandre. (Panthéon
littéraire, 1857.)
- AUBIN (E.). — La Perse d'aujourd'hui. 1908.
- ATA MALIK IBN MUHAMMAD (Ala ul Din). — Tarikh-e-
Dyahan Gochaïi. (Gibb Memorial, 1912 et 1916.)
- BASDEVANT. — *a)* Cours de l'Académie de droit interna-
tional de La Haye. Année 1926. T. XV. *b)* Autres
cours.
- BARKER (Ernest). — National Character. 1927.
- BROWNE (T. G.). — *a)* A literary History of Persia. 4 vol.
Cambridge, 1928; *b)* The Persian Constitutionalists,
1909; *c)* The Persian Revolution of 1905, 1910; *d)*
The Reign of Terror at Tabriz, 1912; *e)* The Reli-
gious influence of Persia, 1914.
- BOURGET (Paul). — Sociologie et littérature. (Paris, 1906.)
- BOUCHÉ-LECLERCQ. — Histoire des Séleucides. 1913.
- BÉRARD (Victor). — Révolutions de la Perse. 1910.
— La Révolte de l'Asie. 1909.

- CHRISTENSEN (Arthur). — L'Empire des Sassanides. 1907.
- CHARDIN (Jean). — *a*) Sir John Chardin's travels in Persia with an introduction by Sir Percy Sykes, 1927; *b*) Langlès (Louis-Mathieu) : Voyage de Chardin (1811).
- CARRÉ (Léon). — L'ancien Orient. (Paris, 1874.)
- CURZON (Lord George N.). — Persia and the Persian question. (2 vol. 1892.)
- CAMBON (Jules), CHAMBERLAIN et autres. — The Foreign policy of the Powers, 1935.
- CTÉZIAS. — Histoire des Perses. (Panthéon littéraire, 1835.)
- DE LA BIGNE DE VILLENEUVE (Marcel). — Traité général de l'Etat, 1929.
- DELAISI (Francis). — Les contradictions du monde moderne. (Paris, 1925.)
- BOUCHARIN (Pierre). — L'esprit international. 1932.
- DUMONT (Henri). — Pour supprimer ce crime : la guerre. 1932.
- DIODORE DE SICILE. — Histoire universelle. (Trad. fr. par A. Terrasson, 1858.)
- DARMESTETER (J.). — Le « Zand-Avesta », avec commentaire. (Paris, 1892, 3 vol.)
- DAWSON (L.-H.). — Historical allusions. 1907.
- Encyclopédie de l'Islam. — Edition française, sous la direction de R. Basset.
- Encyclopaedia Britannica (Persia). — 1881-1889.
- GOOCH (G.-P.). — Nationalism. 1921.
- GUY-GRAND (Georges). — La philosophie nationale. 1911.
- GAZEAU (Jacques). — L'impérialisme anglais. 1903.

- GROUSSET (René). — *a)* Le réveil de l'Asie. (Paris, 1924.)
b) Les civilisations de l'Orient. (Paris, 1929.)
- GOBINEAU (Comte J.-A. DE). — *a)* Religion et philosophie de l'Asie centrale. 3^e édition. (Paris, 1933). *b)* Histoire des Perses d'après les manuscrits orientaux. (2 vol., 1869). *c)* Trois ans en Asie. 1859.
- HAYES (C.-J.-H.). — Essay on Nationalism. 1926.
- HERBERT (Sydney). — Nationality and its problems. 1919.
- HOCKING (William T.). — The spirit of world politics (with special studies of the Near East), 1932.
- HUART (Clément). — La Perse antique et la civilisation iranienne. (Paris, 1925.)
- HÉRODOTE. — Trad. française par Ph. T. le Grand. 1932.
- HARLEZ (C. DE). — Avesta. 1875.
- HAMD-OLLÂH MOSTOOUFI QAZVÎNÎ. — Texte iranien et trad. fr. avec des notes; par Jules Gantin (1903).
- HASSAN IBN YUSSOF (Ibn Al Mutahhar). — A treatise on the principles of Shi-ite theology. 1928.
- Institut international de coopération intellectuelle.* — La revision des manuels scolaires (contenant des passages nuisibles à la compréhension des peuples), 1932.
- JANET (Paul). — L'histoire de la science politique. 1877.
- JOSEPH (Bernard). — Nationality its nature and Problems. 1929.
- JOSEPH (Flavius). — Panthéon littéraire, 1835.
- JOHANNET (René). — Le principe des nationalités.
- JUSTIN (Justinus, the historian). — The History of the world. Trad. anglaise par G. Turnbull. 1746.

- KOHN (Hans). — a) A History of Nationalism in the East (1929). b) Nationalism and imperialism in the Hither East (1932).
- KANT (Immanuel). — Trad. française, 1796 : « Projet de paix perpétuelle ».
- KHOND-E-MIR. — Habib-us-Siar.
- KASIMIRSKI (M.). — Le Coran. Trad. fr. 1857.
- LASKI (Harold J.). — Nationalism and the future of civilization (1932).
- LE FUR. — Races, nations, Etats (1922).
- LA PRADELLE (A. DE). — a) La justice internationale (cours 1932-33). b) L'influence de la Société des Nations sur le développement du droit des gens (cours 1930-31). c) Autres cours.
- LESUREUR (Emile). — Les Anglais en Perse. 1921.
- MIR KHOUD. — Rôsat us Safa.
- MAULVI MUHAMMAD ALI. — The Holy Qur-An (anglo-arabic), 1917.
- MIRZA TAKI SÉPÉHR. — Nasikh ut Tavarikh.
- MUIR (Ramsy). — a) Nationalism and internationalism (1917). b) National self government.
- MOHL (J.-M.). — Le livre des Rois (de Firdansi), 1876.
- MATIN-DAFTARI (Ahmad). — La suppression des capitulations en Perse. 1930.
- MALCOLM (Sir John). — The history of Persia.
- MILLS (L.-H.). — The Achaemenids and Israel (Zand-Avesta). 1905.
- MASPERO (Gaston). — Histoire ancienne des peuples de l'Orient classique. 1895-99.

- MAC NEILL (Right Hon. Sir John). — Progress and present position of Russia in the East. 1836. (Trad. fr. 1854.)
- MARCO-POLO : PAUTHIER (M. G.). — Le livre de Marco-Polo, 1865.
- NIZAM-EL-MULK. — a) « Siassat Namé » (texte iranien).
b) Tr. fr. par Ch. Scheffer. (Publication de l'Ecole des langues orientales) : « Statuts du gouvernement », 1893.
- PEARSON (C.-H.). — National life and character.
- PILLSBURY (W.-B.). — The psychology of nationality and internationalism. 1919.
- FÎR'NYA (Djénab'-é-Hassan). — Iran-é-Bastan (3 vol.).
- POLYBE. — Histoire de Polybe (en français) par Dom Vincent Thuillier (avec commentaires).
- RAWLINSON (Major S.-H.). — England and Russia in the East. 1875.
- REDSLOB (Robert). — Le principe des nationalités. 1930.
- RENAN (Ernest). — Qu'est-ce qu'une nation ? 1882.
- ROSE (J. Holland). — Nationality in modern History. 1916.
- ROSS (E.-D.). — The Persians. 1931.
- ROUIRE (D^r). — La rivalité anglo-russe en Asie au XIX^e siècle. 1908.
- STIMSON (Henry L.). — Democracy and Nationalism in Europe (1934).
- SHUSTER (W.-M.). — The strangling of Persia. (London, 1912.)
- SIASSI (Ali Akbar). — La Perse au contact de l'Occident. (Thèse Paris, 1931.)

- SACY (Silvestre DE). — Mémoire sur diverses antiquités de la Perse. (Paris, 1793.)
- STRABON. — Géographie de Strabon (tr. fr.), par Armadé Tardieu (4 vol.), 1891.
- SYKES (Sir P. M.). — A History of Persia (1930).
- TARIKH-E-TAHARI. — Trad. iranienne par Bal'Ami (1903).
- TOYNHEE (A.-J.). — Nationality and the War (1915).
- WILSON (Sir A. Talbot). — a) A Bibliography of Persia (1930). b) The Persian Gulf (1925). c) « Persia » (1932).
- XÉNOPHON. — La Cyropédie ou l'histoire de Cyrus, trad. par Dacier (1777).
- ZIMMERN (A.-E.). — Nationality and Government (1918).

Le 16 mars 1936.

Vu : *Lè Doyen*,
ALLIX

Vu : *Lè Président de la Thèse*,
A. DE LA PRADELLÈ

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris :
S. CHARLETY.

TABLE DES MATIERES

Pages

Introduction :

La condition psychologique qui, en vue de la Paix, doit exister chez tout peuple possédant un Etat. Le traitement psychologique des peuples. Le plan d'étude de la psychologie politique iranienne ..	1
--	---

CHAPITRE PREMIER. — <i>Comment et pourquoi se forma le premier Etat qui engloba tous les Iraniens</i>	10
---	----

Notes préliminaires.

§ 1. Un aperçu général de la vie politique des Ira- niens avant la formation du premier Etat qui les engloba tous	13
§ 2. Quelle était la force sociale qui poussa les Ira- niens vers la formation de leur premier grand Etat	19
§ 3. La notion de Patrie sous les Achéménides.....	30
§ 4. Qualités et défauts du premier grand Etat iranien en vue de la continuité de son existence, c'est- à-dire au point de vue de la Paix.....	53

CHAPITRE II. — <i>Comment l'Iran annihila la conquête des Macédoniens</i>	67
---	----

Le recul de la civilisation par Alexandre le Grand et
l'anarchie dans laquelle il fit tomber le monde en
détruisant la Paix Achéménide

Le manque d'une base nationale dans l'Etat des Seleucides; l'échec de sa politique d'hellénisation de l'Asie et les autres causes de sa disparition (notamment, les réactions politiques des peuples de l'Iran).

CHAPITRE III. — *Pourquoi disparut l'Etat iranien des Sassanides; comment et pourquoi un autre Etat de l'Iran lui succéda et engloba de nouveau tous les Iraniens..* 99

Section I : Les causes du succès arabe.

- § 1. Facteur principal qui divisait le peuple et empêchait l'unité iranienne au moment des invasions arabes 100
- § 2. Défaut de l'organisation de la défense et le manque d'appel au patriotisme 116

Section II : Comment et pourquoi l'Iran retrouva son indépendance après les invasions arabes? 118

La nature religieuse de l'Islam de Mahomed. Ce dernier ne voulait pas se faire accepter par la force.

Mahomed ne fit jamais la guerre sans avoir été provoqué par l'hostilité de ses ennemis.

Mahomed et le Coran ne sont pas opposés à l'existence des Etats, tant que ces derniers permettent la liberté de foi.

Les Arabes ne suivirent pas les prescriptions du prophète après sa mort.

Les différentes formes de la réaction politique iranienne, malgré la prétention des Khalifes consistant à considérer le patriotisme comme une hérésie dans l'Islam.

Le chiisme iranien avant les Safavides. Les raisons du succès des Safavides.

CHAPITRE IV. — <i>Le rôle joué par la nation iranienne dans la rivalité anglo-russe en Asie</i>	143
<i>Note préliminaire</i> : Les positions politiques respectives de la Russie et de l'Angleterre en Iran avant le règne de la dynastie des Kajars	143
<i>Section I</i> : Les Kajars ne se servaient pas du patriotisme et du culte d'Etat des Iraniens pour s'opposer aux agresseurs	156
<i>Section II</i> : Ce qui préserva l'Iran, ce n'est pas la rivalité anglo-russe, mais les résistances de la nation iranienne et son culte d'Etat	171
CONCLUSION	200
Appendice : l'Iran d'aujourd'hui et la Paix ou la politique étrangère de l'Etat de l'Iran.....	203
Bibliographie :	209

Imprimerie Spéciale de la Librairie LIPSCHUTZ. — Paris

